

La situation du commerce *Tendances 2019* **(éd. décembre)**

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Direction des Statistiques d'Entreprises

Division Commerce



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E2019/05

**La situation du commerce
Tendances 2019
(Édition décembre)**

**Rapport établi pour la Commission
des Comptes Commerciaux de la Nation**

Division Commerce

Décembre 2019

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

Rapport établi pour la réunion de la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation du 20 décembre 2019.

Elodie LALANDE, Mickaël LE CHAPELAIN, Sonia LESEURRE, Jacqueline PERRIN-HAYNES, Philippe POTTIER et Arnaud ROUSSET à la division « commerce » de l'Insee ont rédigé ce rapport, sous la direction de Corinne DARMAILLACQ, rapporteur de la commission.

Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.

Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.

Le présent rapport est accessible sur le site de l'INSEE www.insee.fr en cliquant sur les rubriques suivantes :

- Statistiques :
 - Thèmes :
 - Secteurs d'activité : Commerce
 - Collections :
 - Documents de travail : [La situation du commerce](#)

Pour en savoir plus

- Emorine M., Logeais C. « Fêtes de fin d'année, soldes, black Friday : un impact marqué sur les ventes du commerce de détail », Insee Focus n°170, novembre 2019
- Vacher T., « L'industrie automobile en France : l'internationalisation de la production des groupes pèse sur la balance commerciale », Insee première n°1783, novembre 2019
- Cazaubiel A., Guymarc G. « La déprise du commerce de proximité dans les centres-villes des villes de taille intermédiaire », Insee première n°1782, novembre 2019
- Laïb N., « Les magasins bio : des magasins presque comme les autres », Insee Première n°1779, octobre 2019
- Rousset A., « Les métiers du commerce et de l'artisanat commercial : de la diversité mais peu de mixité », Insee Première n°1776, octobre 2019
- Aeberhardt L. et *al.*, « Les comptes de la Nation en 2018 », Insee Première n°1754, mai 2019.

La situation du commerce en 2019

Résumé :

En 2019, l'activité des secteurs commerciaux accélérerait. Dans le commerce de gros, l'activité accélérerait dans la plupart des secteurs, en particulier dans le commerce de biens d'équipement et de biens domestiques. Dans le commerce de détail, elle continuerait de progresser ; les ventes du secteur du commerce de détail en magasins non spécialisés à prédominance alimentaire reculeraient, en particulier dans les grandes surfaces. Enfin, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles rebondiraient en 2019, après une année perturbée par les changements de normes anti-pollution.

Mots-clés :

Commerce, commerce de détail, commerce de gros, commerce et réparation automobile, consommation des ménages, emploi, démographie des entreprises, développement durable

The economic situation of trade in 2019

Abstract:

In 2019, activity in the commercial sectors would accelerate. In wholesale trade, sales would accelerate, particularly in capital and household goods trade. In retail trade, sales would be buoyant, except in retail sale in non-specialised stores with food predominating, particularly in large food stores. Finally, motor trade would rebound in 2019, after a year affected by changes in anti-pollution standards.

Keywords:

Trade, retail trade, wholesale trade, automotive trade and repair, household consumption, business demography, employment, sustainable development.

Institut national de la statistique et des études économiques
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
Direction générale : 88, avenue Verdier – 92541 MONTROUGE Cedex
Téléphone : 01.87.69.50.00
Adresse internet : <https://insee.fr>
© Insee 2019

LE COMMERCE

RAPPORT SUR LES COMPTES

SOMMAIRE

CHAPITRE I : TENDANCES 2019	11
1 - Les ventes en volume dans les secteurs commerciaux accélèreraient en 2019	12
1.1 - Commerce de gros : en 2019, une accélération malgré un ralentissement mondial	12
1.2 - Commerce de détail : après un début d'année difficile, les ventes totales continuent d'augmenter	14
1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : Accélération de l'activité	16
2 - L'emploi salarié croît modérément dans les secteurs commerciaux	19
2.1 - L'emploi salarié accélère dans le commerce de détail au premier semestre 2019	20
2.2 - Le recours à l'intérim se stabilise	21
CHAPITRE II : ÉCLAIRAGES SECTORIELS	23
1 - Commerce de gros	23
1.1 - La clientèle intérieure du commerce de gros : principalement des industriels et des détaillants	25
1.2 - Commerce de gros à l'international en 2017 : 16 % des ventes exportées et 29 % d'achats importés	25
2 - Commerce de détail	28
2.1 - Une croissance plus faible dans le grand commerce non alimentaire en 2018	31
2.2 - L'équipement commercial du commerce de détail : Un magasin de plus de 400 m ² sur deux dans l'alimentaire non spécialisé ou l'équipement du foyer	32
2.3 - L'équipement commercial dans le grand commerce non alimentaire	36
3 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	37
4 - En 2017, les marges de commerce évoluent au même rythme que le chiffre d'affaires	39
CHAPITRE III : OPÉRATIONS INTERNATIONALES	41
1 - La croissance du commerce mondial ralentit en 2018 mais reste dynamique	41
1.1 - La progression des échanges du commerce de gros est centrée sur les produits manufacturés	43
1.2 - Des exportations du secteur du commerce et réparation d'automobiles de nouveau dynamiques	46
1.3 - Dynamisme des exportations dans le commerce de détail	46
2 - La position nette du commerce progresse significativement en 2018	47
2.1 - L'essentiel de la position créditrice provient de la forte internationalisation du commerce de détail	48
2.2 - Sept groupes concentrent près de 70 % des investissements directs du secteur du commerce à l'étranger	49
2.3 - Les pays de l'Union européenne sont les principaux partenaires du secteur commercial français	50
2.4 - L'origine ultime des investissements directs étrangers se situe aussi aux États-Unis et au Japon	52
3 - Les groupes étrangers réalisent un quart du chiffre d'affaires des sociétés commerciales	52
3.1 - La part des groupes étrangers est plus forte dans le commerce de gros	52
3.2 - Les groupes européens contrôlent les deux tiers de l'activité des filiales commerciales des groupes étrangers	54
DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE	56
ANNEXE : PASSAGE ENTRE LES REGROUPEMENTS UTILISÉS DANS LES PUBLICATIONS SUR LE COMMERCE ET LES CODES DE LA NAF	57
ANNEXE : PASSAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DU COMMERCE ET DE LA RÉPARATION AUTOMOBILE À LA CONSOMMATION COMMERCIALISABLE DES MÉNAGES EN 2018	59
ANNEXE – MÉTHODE : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER	60

CHAPITRE I : TENDANCES 2019	11
Graphique 1 : Volume des ventes et indices de chiffre d'affaires dans le commerce	11
Graphiques 2 et 3 : Évolution du volume des ventes dans le commerce de gros	13
Graphiques 4 et 5 : Évolution du volume des ventes dans le commerce de détail	15
Graphique 6 : Evolution du volume des ventes dans le commerce et la réparation d'automobiles	16
Encadré : Dans la zone euro, l'activité accélère dans les trois secteurs commerciaux	17
Graphique 7 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce de détail à l'exception des automobiles et des motocycles (en %)	17
Graphique 8 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (en %)	17
Graphique 9 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce de gros (en %)	18
Graphique 10 : Commerce de détail : évolution probable de la demande au cours des 3 prochains mois.....	18
Données centrées réduites	18
Graphique 11 – Intention d'acheter une automobile dans les 12 prochains mois	19
Graphique 12 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (base 100 au 1er trimestre 1994)	20
Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim en fin de période (en milliers) et part (en %)	21
Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel* en fin de période (en % et milliers).....	21
Tableau 3 : Nombre d'intérimaires en fin de période (en milliers) et part (en %).....	21
Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel* en fin de période (en % et milliers).....	22
Graphique 13 : Effectif intérimaire trimestriel (base 100 au 1er trimestre 2003).....	22
CHAPITRE II : ÉCLAIRAGES SECTORIELS	23
Graphique 1 : Ventes du commerce de gros, évolutions en 2017 et 2018 (en %).....	23
Graphique 2 : Ventes du commerce de gros, contributions à l'évolution en volume (en points)	23
Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T.	24
Graphique 3 : Clientèle intérieure du commerce de gros en 2017.....	25
Tableau 2 : Part des exportations et importations et poids des sociétés exportatrices et importatrices en 2017 (en %)	26
Encadré 1 : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros.....	27
Graphique 4 : Ventes du commerce de détail, évolutions en 2017 et 2018 (en %)	28
Graphique 5 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume (en points)	28
Tableau 3 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial T.T.C.	29
Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail	30
Encadré 3 : Définition du grand commerce non alimentaire.....	31
Graphique 6 : Part du chiffre d'affaires H.T. du grand commerce dans l'ensemble du commerce non alimentaire, par secteur, en 2013 et 2018 (en %).....	31
Tableau 4 : Chiffre d'affaires H.T du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire	32
Tableau 5 : Répartition des magasins des entreprises du commerce de détail et de l'artisanat commercial par tranche de surface	33
Graphique 7 : Poids des magasins de 400 m ² ou plus par secteur d'activité en 2017 et 2016 (en %).....	33
Tableau 6 : Répartition des magasins par taille et secteur d'activité en 2017 (en %)	34
Graphique 8 : Répartition des magasins selon leur surface par secteur dans le commerce de détail en 2017 (en %)	34
Tableau 7 : Répartition des entreprises dans le commerce de détail selon leur nombre de magasins (en %).....	35
Graphique 9 : Nombre moyen de magasins par société et part des très grandes surfaces dans le grand commerce en 2017	36
Graphique 10 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, évolutions en 2017 et 2018 (en %).....	37
Graphique 11 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume (en points)	37
Tableau 8 : Ventes du commerce et de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles T.T.C.	38
Encadré 4 : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation automobile	38
Tableau 9 : Compte des secteurs commerciaux (hors artisanat commercial) en 2017	40
Graphique 12 : Taux de marge commerciale par secteur.....	40
CHAPITRE III : OPÉRATIONS INTERNATIONALES	41
Tableau 1 : Évolution des échanges de biens de la France et du secteur du commerce (en %)	41
Graphique 1 : Évolution des échanges du secteur du commerce (en Mds d'€)	42
Tableau 2 : Évolution des échanges du commerce par sous-secteurs (en %).....	42
Tableau 3 : Évolution des échanges du commerce de gros par produits (en %)	43
Tableau 4 : Évolution des échanges du commerce de gros par zone géographique (en %)	44
Encadré 1 : Les opérateurs à l'exportation et à l'importation du secteur du commerce	44
Tableau 5 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par produits (en %)	46
Tableau 6 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par zone géographique (en %).....	46
Tableau 7 : Évolution des échanges du commerce de détail par produit (en %).....	47
Tableau 8 : Évolution des échanges du commerce de détail par zone géographique (en %)	47
Graphique 2 : Stocks d'investissements directs du secteur du commerce depuis 2008 (en milliards d'euros)	48
Tableau 9 : Position nette de la France en investissements directs par secteur d'activité.....	48
Tableau 10 : Position nette de la France en investissements directs du commerce	49

Graphique 3 : Décomposition sectorielle du stock d'investissements des entreprises commerciales résidentes à l'étranger (en milliards d'euros)	49
Graphique 4 : Décomposition sectorielle du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes (en milliards d'euros)	50
Tableau 11 : Ventilation géographique du stock d'investissements directs des entreprises commerciales françaises à l'étranger (pays de contrepartie immédiate)	51
Tableau 12 : Ventilation géographique du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes (pays de contrepartie immédiate)	51
Tableau 13 : Origine ultime du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes.....	52
Graphique 5 : Part dans le secteur d'activité du chiffre d'affaires des filiales françaises de groupes étrangers en 2017 (en %)	53
Graphique 6 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par zone géographique d'origine du groupe en 2017 (en %).....	54
Graphique 7 : Chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par nationalité d'origine du groupe en 2017 (en Mds d'€).....	55
DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE.....	56
ANNEXE : PASSAGE ENTRE LES REGROUPEMENTS UTILISÉS DANS LES PUBLICATIONS SUR LE COMMERCE ET LES CODES DE LA NAF	57
ANNEXE : PASSAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DU COMMERCE ET DE LA RÉPARATION AUTOMOBILE À LA CONSOMMATION COMMERCIALISABLE DES MÉNAGES EN 2018	59
ANNEXE – MÉTHODE : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER	60

Introduction

Le compte spécialisé du commerce est présenté deux fois par an à la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation (CCCN). Il s'insère dans le dispositif d'ensemble des comptes nationaux français, grâce à des concepts et des définitions similaires et en s'articulant sur ses agrégats.

Dans ce rapport de décembre, pour la première fois, le premier chapitre porte sur **l'année 2019**. Il est uniquement basé sur les indices de chiffres d'affaires mensuels (déclarations mensuelles CA3 pour le paiement de la TVA).

Dans la suite du rapport, **les résultats définitifs de l'année 2017** sont issus des statistiques structurelles d'entreprises (dispositif Esane). Les résultats de 2018 sont obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires calculés par l'Insee.

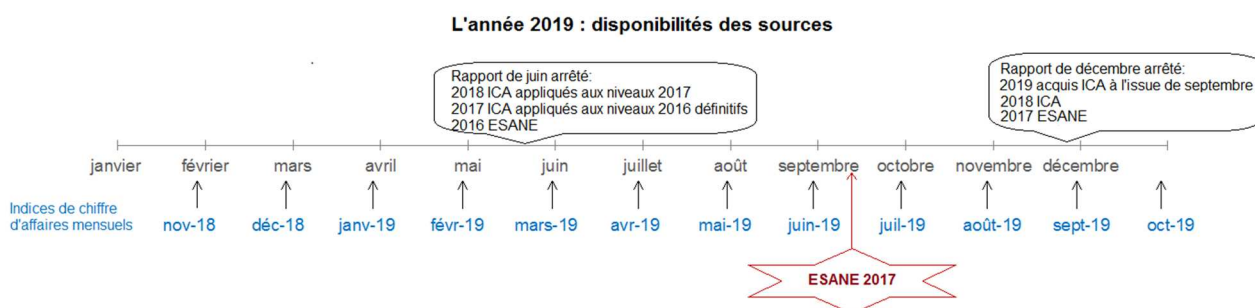
En régime permanent, le calendrier de publication des comptes commerciaux est tributaire de la mise à disposition des différentes sources d'informations, notamment des données statistiques d'entreprises, sur lesquelles les comptes s'appuient. Pour les **comptes relatifs à l'année n , le calendrier est le suivant** :

- Les ventes des secteurs commerciaux, présentées à la commission de **juin de l'année $n+1$** , fournissent les premières informations sur les comptes sectoriels de l'année n . Ces données sont dites **provisoires**, car les ventes de n sont élaborées en faisant évoluer celles de $n-1$ à partir des indices de chiffres d'affaires mensuels (déclarations mensuelles CA3 pour le paiement de la TVA), et en utilisant les premières estimations de la consommation finale des ménages évaluées par les comptables nationaux.
- En **décembre $n+1$** , ces résultats sont susceptibles d'être révisés, en fonction des informations statistiques collectées entre juin et décembre ; en particulier, les comptes sectoriels de l'année $n-1$ sont en principe arrêtés en décembre $n+1$ (cf. infra), de sorte que l'évolution « provisoire » fondée sur les CA3 et appliquée au niveau $n-1$, peut être affinée par la prise en compte du niveau $n-1$ définitif.
- En **juin ou juillet $n+2$** , les évaluations des ventes de l'année n sont légèrement révisées et deviennent **semi-définitives**.
- En **décembre $n+2$** sont arrêtés les comptes **définitifs** ; ceux-ci s'appuient sur une exploitation des statistiques structurelles d'entreprises (Esane), permettant d'affiner les résultats fournis en juin.

En outre, ce rapport comprend des parties qui ne seront pas reprises dans l'édition de juin :

- un encadré sur les comparaisons internationales et les enquêtes européennes (pages 17 à 19)
- la clientèle du commerce de gros et les achats importés et ventes exportées dans le commerce de gros en 2017 (pages 25 à 27)
- un éclairage sur l'équipement commercial via les données Esane 2017 (pages 32 à 36)
- un éclairage sur les comptes de secteurs 2017 (pages 39 à 40)
- un chapitre sur les opérations internationales (pages 41 à 55).

Le rapport est complété par des séries téléchargeables sur le site internet, reprenant certains tableaux de la publication sur une plus longue période.



Avertissement : Contrairement au rapport de juin, cette partie du rapport de décembre ne se base que sur une seule source pour commenter l'activité dans le commerce : les volumes de ventes, indicateurs basés sur les déclarations de TVA, publiés mensuellement par l'INSEE. À la date de rédaction de ce rapport, les volumes de ventes de l'année 2019 sont connus jusqu'au mois de septembre, ainsi tous les taux de croissance de l'activité commerciale pour l'année 2019 de cette partie sont des acquis¹ de croissance à l'issue du mois de septembre.

En 2019, l'activité des secteurs commerciaux accélérerait légèrement, portée par la demande intérieure. En effet, la consommation des ménages serait plus dynamique en 2019² (+ 1,2 % après + 0,9 %) tout comme l'investissement (+ 3,5 % après + 2,8%). En revanche, les exportations ralentiraient assez nettement (+ 2,1 % après + 3,5 % en 2018).

Dans le **commerce de gros**, l'activité accélérerait dans la plupart des secteurs en 2019. L'acquis de croissance à l'issue du mois de septembre atteint + 3,0 % en 2019 après une croissance de + 1,8 % sur l'ensemble de l'année 2018. Les ventes en gros de biens d'équipement restent très dynamiques. L'activité des grossistes en biens domestiques accélère à nouveau. L'activité du commerce de gros de produits agricoles se contracte en 2019 après le redressement de l'année 2018, en raison des conditions météorologiques défavorables.

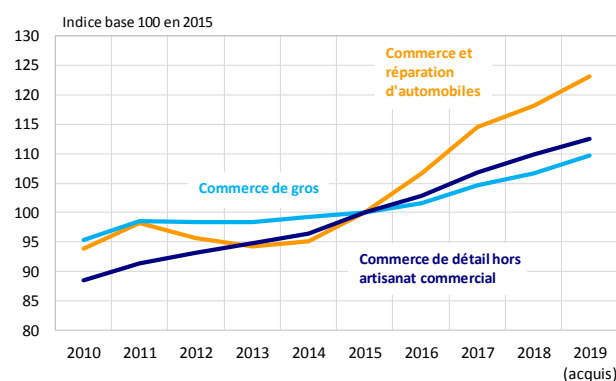
En 2019, les ventes du secteur du **commerce de détail hors artisanat commercial** continueraient de progresser, soutenues par le commerce non alimentaire, malgré un début d'année difficile. L'acquis de croissance à la fin du mois de septembre atteint + 2,5 % en volume, après + 2,9 % en 2018. Le commerce alimentaire, en particulier dans les grandes surfaces non spécialisées, ralentirait quant à lui nettement en 2019. La vente à distance poursuivrait sa progression.

L'activité du **commerce et de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles** se redresserait en 2019 (+ 4,1 % d'acquis de croissance après + 3,1 % en 2018). Les applications successives des normes anti-pollution perturbent les ventes de ce secteur et avaient pesé sur son activité en 2018.

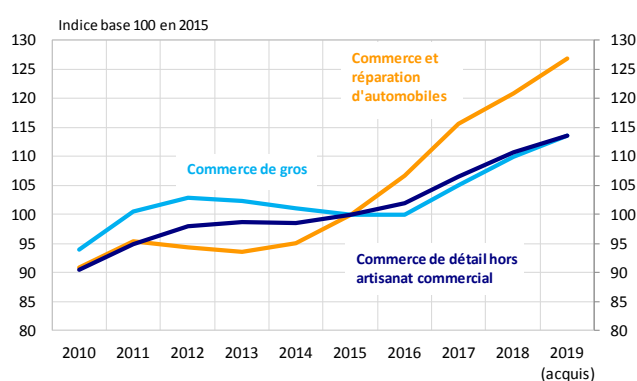
La relative bonne santé des secteurs commerciaux stimule l'**emploi salarié**. L'emploi salarié du commerce progresse au même rythme début 2019 (+ 0,6 % au premier semestre) que sur l'ensemble de l'année 2018 (+ 0,7 %). Le commerce de détail redevient le premier contributeur à cette croissance après une année 2018 atone.

Graphique 1 : Volume des ventes et indices de chiffre d'affaires dans le commerce

Volumes



Indices de chiffre d'affaires en valeur



Source : Insee, volumes des ventes dans le commerce et indices de chiffre d'affaires dans le commerce – Acquis à l'issue du mois de septembre

¹ L'acquis de croissance d'une variable pour l'année 2019 correspond au taux de croissance de la variable entre l'année 2019 et l'année 2018 que l'on obtiendrait si la variable demeurait jusqu'à la fin de l'année 2019 au niveau du dernier mois connu (ici le mois de septembre).

² INSEE – Note de conjoncture - décembre 2019

1 - Les ventes en volume dans les secteurs commerciaux accélèreraient en 2019

1.1 - Commerce de gros : en 2019, une accélération malgré un ralentissement mondial

Le premier semestre 2019 a été marqué par une dégradation assez nette de l'environnement économique international, sous la conjonction de plusieurs facteurs : tensions protectionnistes, incertitudes autour du Brexit, interrogations sur l'orientation des politiques économiques dans certains pays, etc.

Malgré cet environnement moins porteur, le chiffre d'affaires en volume des grossistes accélèrerait en 2019 (+ 3,0 % d'acquis à l'issue du mois de septembre contre + 1,8 % sur l'ensemble de l'année 2018), mais la situation resterait contrastée selon les secteurs.

En effet, l'activité des grossistes en **produits agricoles bruts et animaux vivants** diminuerait (- 1,4 % d'acquis pour 2019 après + 1,5 % en 2018) sous l'effet du net recul des récoltes des grandes cultures lors de la campagne 2018-2019. Les conditions météorologiques défavorables de l'année 2018 ont entraîné une baisse significative des rendements³.

Les ventes des négociants en **produits alimentaires** continueraient de croître au même rythme qu'en 2018 (+ 0,7 % après + 0,6 %). Pour la deuxième année consécutive, l'activité des grossistes en **fruits et légumes** diminuerait, consécutivement aux conditions météorologiques de la campagne 2018-2019 d'une part, mais également aux réductions généralisées des surfaces pour les légumes d'autre part³.

Concernant les **produits laitiers, œufs huiles et matières grasses**, la tendance serait à la stabilisation, malgré une amélioration des prix du lait. Notamment la collecte de lait repartirait timidement à la hausse au mois de septembre, malgré les épisodes caniculaires de l'été 2019⁴.

Les ventes des grossistes en **boissons** se contracteraient en partie à cause du recul, en amont, de la fabrication de bières⁵. Les ventes des grossistes en **sucres, chocolat et confiserie** augmenteraient à nouveau sensiblement en 2019. Cette hausse pourrait être étroitement liée à la deuxième campagne de récolte sucrière depuis l'instauration de la fin des quotas sucriers en 2017, qui s'est traduite par une augmentation sensible des surfaces betteravières, et donc de la production⁶.

Enfin, concernant les grossistes en **poissons, mollusques et crustacés**, c'est toute la filière de la pêche, notamment à proximité de la Manche, qui reste dans l'incertitude sur les conditions du Brexit. Dans les discussions sur le retour d'une frontière britannique, les pêcheurs anglais revendiquent la restitution de leurs zones de pêches, très riches en ressources halieutiques.

Les ventes des grossistes en **biens domestiques** accélèreraient en 2019 (+ 4,4 % après + 2,2 %). Malgré une augmentation sensible des pénuries de médicaments (corticoïdes, vaccins, médicaments contre l'hypertension, ...) ⁷, les grossistes en **produits pharmaceutiques** verraient leurs ventes accélérer en 2019.

L'activité des **intermédiaires du commerce** repartirait fortement à la hausse en 2019 (+ 4,2 % après + 1,5 %). Cette accélération serait marquée par le net rebond des **centrales d'achats**. Les réorganisations profondes de ces centrales d'achats intervenues en 2018 dynamiseraient ainsi leurs ventes en 2019⁸.

Après trois années de très forte croissance, les ventes des grossistes en **équipements de l'information et de la communication** ralentiraient mais resteraient toujours orientées à la hausse (+ 4,1 % après + 7,1 %). Pour les grossistes en **composants et équipements électroniques et de télécommunication**, l'activité pâtirait d'un marché de smartphones arrivé à saturation, et seulement soutenu par la mise continue de nouveaux modèles sur le marché⁹ et la part croissante de jeunes possédant un smartphone.

Les ventes des autres grossistes en **autres équipements industriels** accélèreraient nettement en 2019 (+ 5,7 % après + 2,7 %) stimulées par les investissements des entreprises. Cette augmentation serait notamment perceptible dans les ventes en **matériel agricole**. Dans le secteur de l'agroéquipement, les grossistes ont bénéficié au premier semestre 2019 d'une conjoncture agricole favorable, d'effets de rattrapage après des années difficiles pour le monde agricole générant des investissements en matériel agricole longtemps différés, et d'une demande vers des matériels alliant qualité, puissance, technologie et intelligence. Toutefois, l'activité de ces grossistes pourrait ralentir au second semestre, notamment à cause de la chute des prix agricoles au cours de l'été 2019, qui pèseraient sur les revenus du secteur agricole ¹⁰. Concernant les **autres grossistes en équipements industriels**, leurs ventes accélèreraient

³ Agreste Panorama : Bilan conjoncturel 2018 – Décembre 2018.

⁴ Agreste Conjoncture : Lait – Novembre 2019.

⁵ Agreste Panorama : Numéro 3 – Septembre 2019.

⁶ FranceAgriMer : Marché du sucre – Mars 2019.

⁷ LEEM : les entreprises du médicaments – Pénuries de médicaments – Février 2019.

⁸ MiroirSocial : la grande distribution à l'heure des grandes manœuvres.

⁹ ZDnet : les ventes de mobiles et de smartphones.

¹⁰ AXEMA (Union des industriels de l'Agroéquipement) : enquête annuelle de conjoncture du secteur des agroéquipements – Octobre 2019.

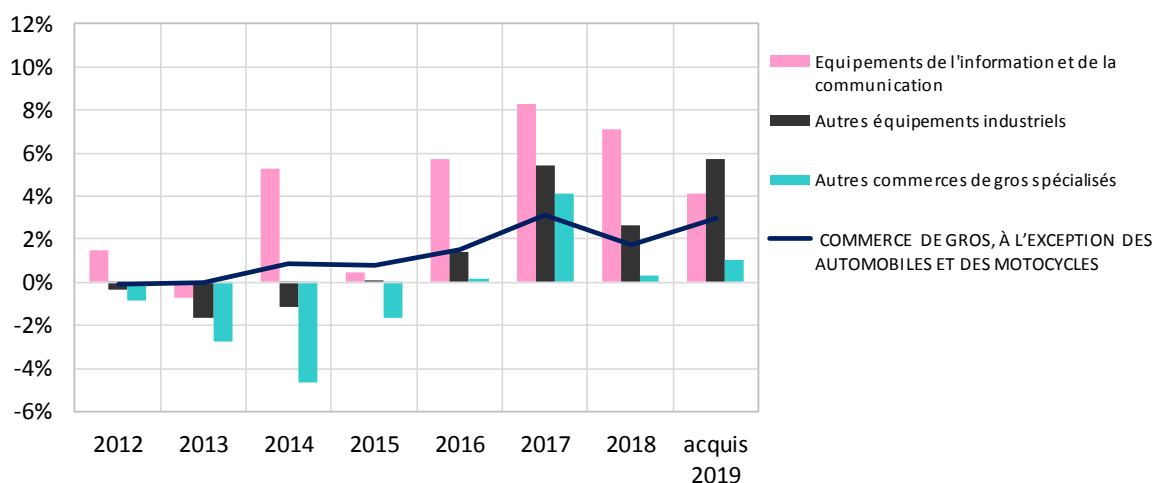
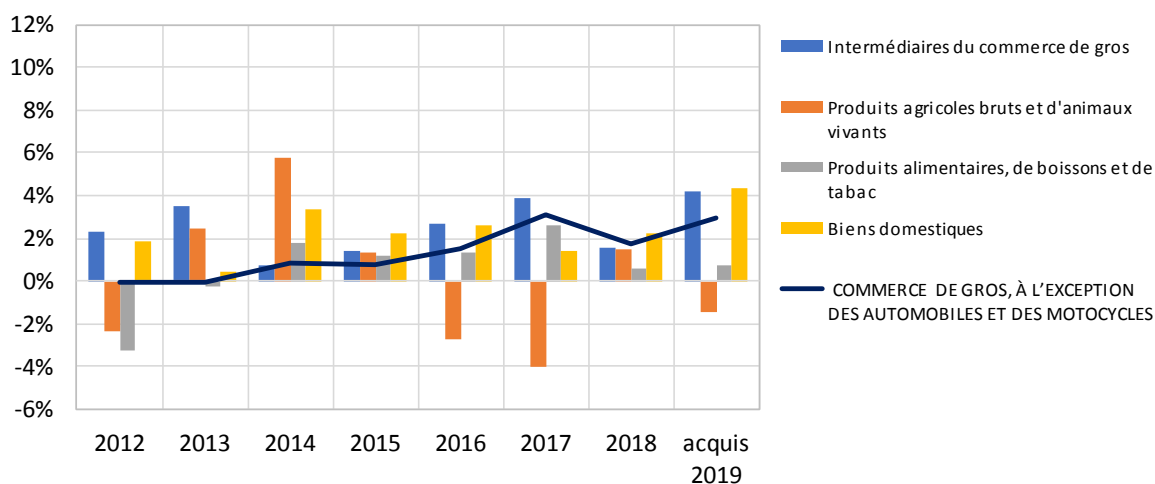
nettement en 2019. L'investissement des entreprises resterait dynamique malgré une baisse de régime au second semestre¹¹.

Les ventes des **autres grossistes spécialisés** accéléreraient en 2019 après une année éteinte en 2018 (+ 1,0 % après + 0,3 %). Les ventes en volume des grossistes en **combustibles et produits annexes** reculeraient en lien avec plusieurs facteurs. Sur le plan mondial, le prix du baril de Brent est redescendu en deçà de 60 \$ durant l'été avant de rebondir au-delà de 65 \$ mi-septembre¹². À l'échelle nationale, sur les neuf premiers mois de l'année 2019, la consommation française de carburants a baissé de 0,3 % par rapport à la même période en 2018. Même si la consommation de gazole reste très majoritaire (77,5 %), elle baisse sur cette même période, au contraire de celle des supercarburants¹³.

L'activité des grossistes en **produits pour l'installation de l'habitat et la construction** rebondirait en 2019. Ce rebond interviendrait alors que le marché du neuf serait mal orienté tandis que le non résidentiel neuf et l'entretien-amélioration montreraient des tendances plus favorables¹⁴. Côté travaux publics, l'approche des élections municipales demeure un élément porteur pour l'activité malgré les épisodes caniculaires de l'été 2019¹⁵.

Enfin, les ventes des grossistes en **minerais et métaux** se replieraient à nouveau en 2019. Ce recul interviendrait dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, en particulier en Chine, de ralentissement de l'activité minière des pays africains exportateurs de métaux¹⁶, et plus largement de repli des cours de minerais (excepté pour celui du fer et du nickel).

Graphiques 2 et 3 : Évolution du volume des ventes dans le commerce de gros



Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume CVS-CJO). Acquis à l'issue du mois de septembre

¹¹ Insee : Note de conjoncture – Entre risques commerciaux et soutien budgétaires – Juin 2019.

¹² Insee : Point de conjoncture - Les risques internationaux s'accroissent ; la croissance française résiste – octobre 2019

¹³ Ufip (Union Française des industries pétrolières) – La consommation française de produits pétroliers en septembre 2019 – Octobre 2019.

¹⁴ FFB (Fédération Française du Bâtiment) : Conjoncture à début septembre 2019 – Octobre 2019.

¹⁵ FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics) : Bulletin de conjoncture mensuel n°216 – Août 2019.

¹⁶ Banque Mondiale : Plombée par une conjoncture internationale incertaine, la croissance en Afrique subsaharienne continue de fléchir – Octobre 2019.

1.2 - Commerce de détail : après un début d'année difficile, les ventes totales ralentissent légèrement

En 2019, les ventes en volume des marchandises vendues au détail continueraient d'augmenter à un rythme proche de celui de 2018 (+2,5% d'acquis à l'issue du mois de septembre après +2,9% en 2018). Les ventes de produits alimentaires seraient moins dynamiques que celles des autres produits.

L'activité ralentirait nettement dans **les magasins non spécialisés** (+ 0,5 % après + 3,7 %).

Elle se stabiliserait dans **les magasins à dominante alimentaire** (+ 0,0 % après + 3,5 %), pénalisée par les grandes surfaces tandis que les petites surfaces se portent mieux. L'activité décroîtrait significativement en volume dans les grandes surfaces à prédominance alimentaire, dans un contexte de hausse des prix. Le secteur a été marqué par la loi « Agriculture et alimentation » mise en place le 1^{er} janvier 2019, qui vise à encadrer les promotions sur les produits alimentaires. Ainsi, le poids des ventes réalisées en promotion serait en baisse en 2019, entraînant une modification du panier d'achat avec une hausse des achats de produits de marque propre et une hausse des prix. Cette hausse a un impact modéré sur l'indice des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution¹⁷ (+ 0,3 point), mais l'impact est plus important sur certaines catégories de produits, en particulier les produits alimentaires hors frais. Selon l'enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires (Emagsa), les ventes de produits alimentaires auraient baissé significativement en valeur dans les hypermarchés (- 0,9 % d'acquis à l'issue du mois d'octobre 2019) et plus modérément dans les supermarchés (- 0,3 %). Les ventes de produits non alimentaires continueraient de chuter (- 2,0 % après - 2,2 % dans l'ensemble des grandes surfaces à dominante alimentaire).

L'activité resterait en revanche dynamique dans **les autres commerces de détail en magasin non alimentaire** (+ 7,0 % d'acquis après + 6,4 % en 2018).

Si l'activité ralentirait dans **l'alimentaire en magasin spécialisé** (+ 2,5 % après + 4,2 %), l'évolution est contrastée en fonction des secteurs. Les **poissonneries** et **primeurs** connaîtraient une bonne année 2019. Les ventes des bureaux de **tabac** décroîtraient à nouveau fortement, dans un contexte de double hausse du prix du paquet de tabac en 2019 (en avril et en novembre).

Le commerce de détail spécialisé non-alimentaire repartirait à la hausse en 2019.

Malgré un niveau des prix stable pour le **carburant** (en l'absence de hausse de la TICPE suite aux revendications des Gilets jaunes), les ventes en volume continueraient de chuter en 2019¹¹ (- 2,4 % après - 4,1 %).

Les ventes en volume du secteur des **équipements de l'information et de la communication** poursuivraient leur forte croissance (+ 10,4 % après + 7,1 %). La popularité du « gaming » et des jeux vidéo tels que Fortnite pourrait en partie expliquer la hausse, ainsi que la vente de produits dérivés de la pop-culture et le succès des consoles portables Nintendo Switch. Les ventes en volumes de smartphones remonteraient également en 2019 grâce à la sortie régulière de nouveaux modèles innovants très attendus (Apple, Samsung...) et à l'équipement en smartphones d'une part de plus en plus grande de la population, dont les plus jeunes.

L'activité rebondirait dans le secteur **des autres équipements du foyer en magasin spécialisé** (+ 2,5 % après + 1,1 %). Alors que le nombre de transactions immobilières augmente fortement dans l'ancien (+ 17,2 % d'acquis à l'issue du mois d'octobre 2019 après +4,4 % en 2018)¹⁸, l'activité est dynamique dans les **quincailleries** et **commerces de meubles**.

Les ventes des **biens culturels et de loisirs** rebondiraient fortement en 2019 (+ 5,3 % après + 0,5 %). En particulier, les ventes des **libraires** augmenteraient en 2019 (+ 2,5 % après + 0,8 %). Cette hausse pourrait s'expliquer par un certain attachement aux livres papier, et la variété des publications de livres (notamment sur le bien-être et le développement personnel)¹⁹.

Les ventes des articles de **sport** connaîtraient une forte hausse en 2019 (+ 7,1 % après + 1,8 %) : ce secteur serait dopé par la mode des sneakers de marque et l'attrait grandissant pour le sportswear de manière générale. Plus d'un Français sur deux, dans la vie de tous les jours, contourne l'usage d'articles initialement prévus pour le sport pour en faire des articles de mode²⁰.

Le marché du **jouet** se redresserait en 2019 (+ 3,3 % après - 6,7 %), après une année 2018 difficile, marquée par une restructuration profonde des distributeurs.

Le secteur **des autres commerces de détail en magasin spécialisé** resterait dynamique en 2019 (+ 4,0 % après + 3,5 %). Le marché des **articles médicaux et orthopédiques** serait toujours aussi florissant : la demande des particuliers serait

¹⁷ Insee - Note de conjoncture juin 2019 – éclairage « Certaines mesures de la loi « Agriculture et Alimentation » ont pu avoir un impact à la hausse, d'ampleur limitée, sur les prix à la consommation »

¹⁸ CGEDD d'après Direction Générale des Finances publiques (MEDOC)

¹⁹ Europe1 – Le livre résiste encore aux écrans

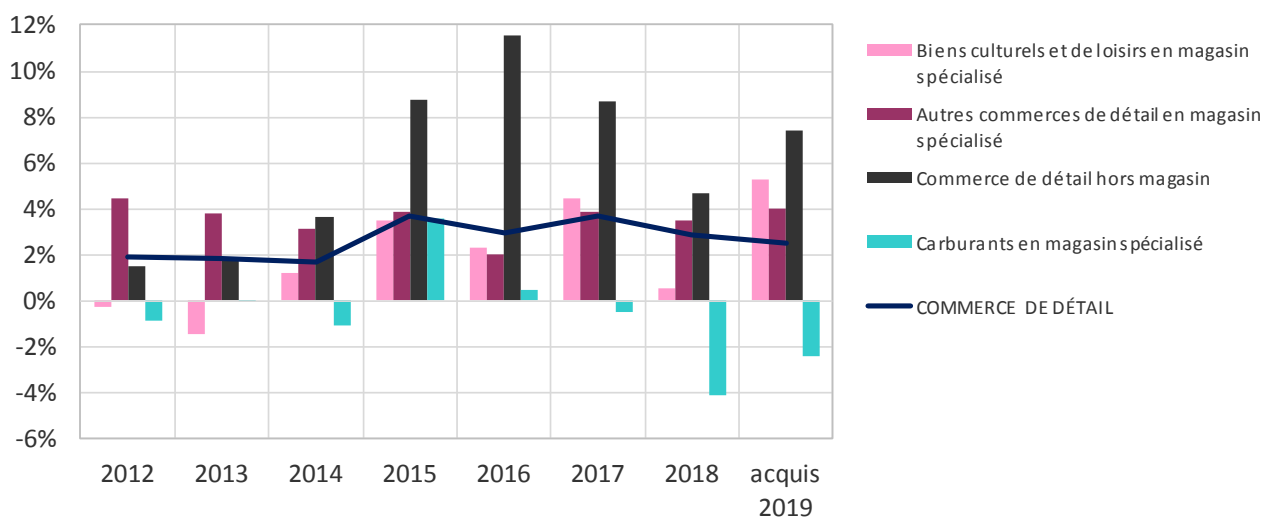
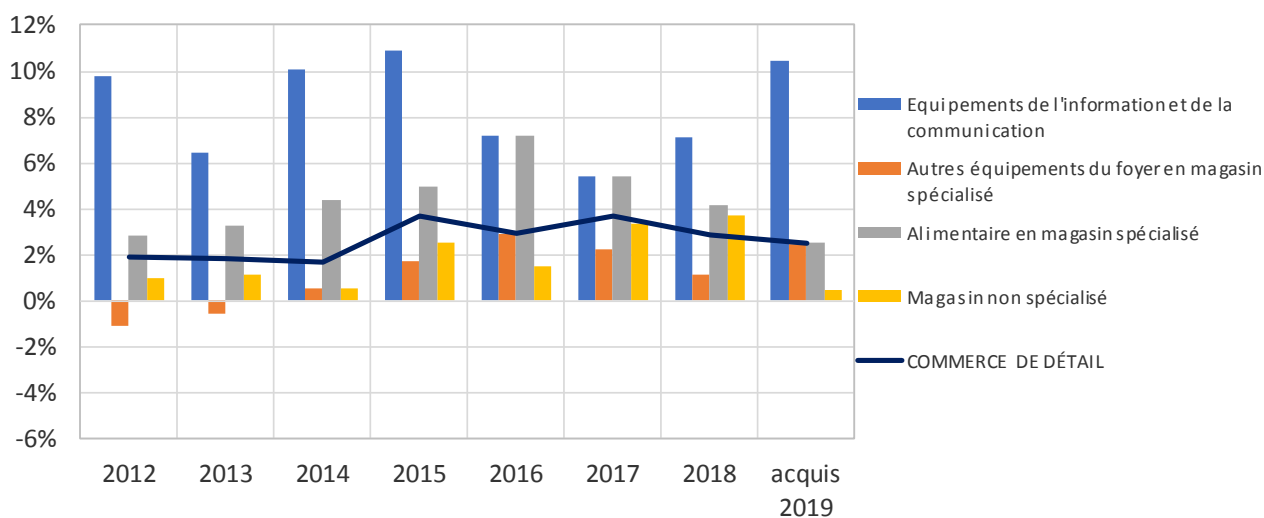
²⁰ Union sport cycle – Le sport au centre des pratiques vestimentaires des français

très forte en raison du vieillissement de la population et donc des besoins croissants en matériel et soins. De même, la croissance du secteur de **l'optique** s'expliquerait en partie par l'utilisation accrue des écrans.

Le secteur de la **parfumerie et beauté** marquerait le pas en 2019 : les ventes de maquillage seraient moins fortes, mais l'attrait pour les produits naturels et anti-âge compenserait cette baisse²¹. Le secteur de la **bijouterie et horlogerie**, pénalisé fin 2018 par le mouvement des Gilets Jaunes, bénéficierait des ventes de montres haut de gamme et connectées. Le secteur de **l'habillement** pour femme et bébé pâtirait de la baisse des naissances et de l'engouement pour l'occasion²².

Le secteur de la **vente à distance** continuerait de voir ses ventes en volume augmenter fortement (+ 8,0 % d'acquis après + 5,1 % en 2018). Les particuliers privilégient de plus en plus souvent les achats en ligne, qu'ils jugent plus pratiques, avec un gain de temps et des prix plus attractifs²³. Par ailleurs, de plus en plus d'enseignes se mettent à la vente en ligne (dans les secteurs de l'habillement, du bricolage, du meuble...) en complément de la vente physique. Un nombre croissant d'achats se fait via les smartphones.

Graphiques 4 et 5 : Évolution du volume des ventes dans le commerce de détail



Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume CVS-CJO). Acquis à l'issue du mois de septembre

²¹ LSA – une arrivée massive de nouvelles marques

²² LSA – les enseignes de mode doivent elles avoir peur de vinted

²³ LSA – acheter des jouets en ligne une question de prix ou de temps

1.3 - Commerce et réparation d'automobiles : Accélération de l'activité

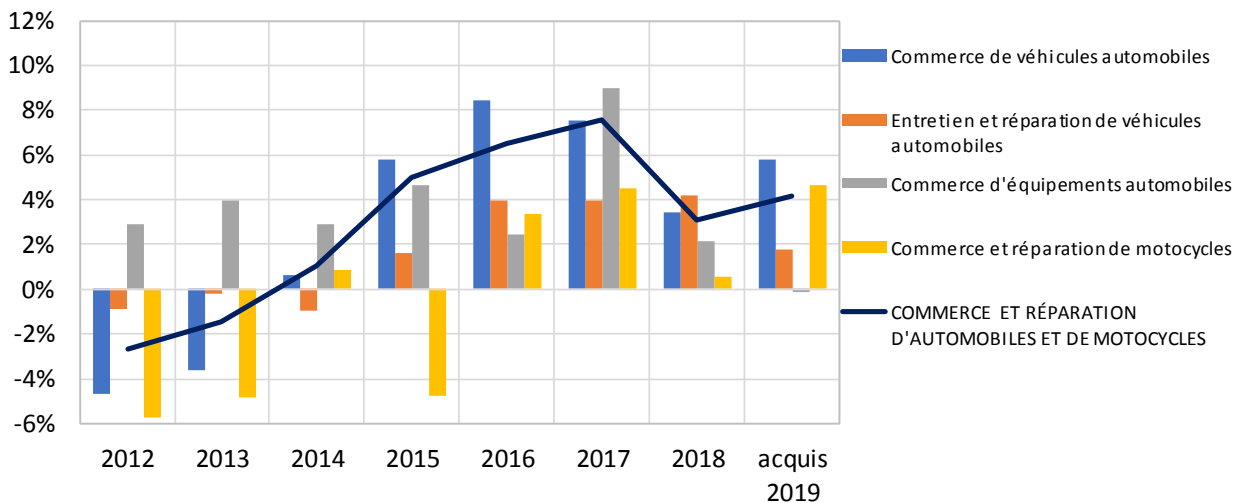
La situation du commerce et de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles accélérerait en 2019 (+ 4,1 % d'acquis après + 3,1 % en 2018). Les applications successives des normes anti-pollution avaient pesé sur les ventes de ce secteur en 2018.

Le **commerce de véhicules automobiles** accélérerait nettement en 2019 (+ 5,8 % d'acquis après + 3,4 % en 2018). Les immatriculations de voitures particulières neuves ont ralenti depuis septembre 2018 et l'application de la norme anti-pollution désormais en vigueur. Cependant, la revalorisation en janvier 2019 de la prime à la conversion a permis un redressement des immatriculations. La part du Diesel a continué de baisser en 2019, elle représente désormais 34 % des immatriculations. Les véhicules électriques ont gagné 0,6 point de part de marché sur les dix premiers mois de l'année²⁴.

Le **commerce d'équipement automobile** freinerait en 2019 après avoir déjà ralenti en 2018 (- 0,1 % après + 2,2 %).

Les ventes de motocycles bondissent après le coup d'arrêt de 2018 lié à l'application de la norme Euro 4 pour les cyclomoteurs au 1^{er} janvier 2018. Les immatriculations de motocyclettes (plus de 50 cm³) augmentent de 10 % sur les dix premiers mois de l'année, tandis que les immatriculations de cyclomoteurs (moins de 50 cm³) bondissent de 28 % sur la même période²⁵. Ce dynamisme entraîne une forte hausse du chiffre d'affaires dans le secteur du **commerce et de la réparation de motocycles** (+ 4,7 % d'acquis après + 0,6 %).

Graphique 6 : Evolution du volume des ventes dans le commerce et la réparation d'automobiles



Source : Insee, Indices mensuels de chiffre d'affaires dans le commerce (volume CVS-CJO). Acquis à l'issue du mois de septembre

²⁴ CCFA Dossier de presse novembre 2019

²⁵ SDES – Immatriculation de véhicules novembre 2019

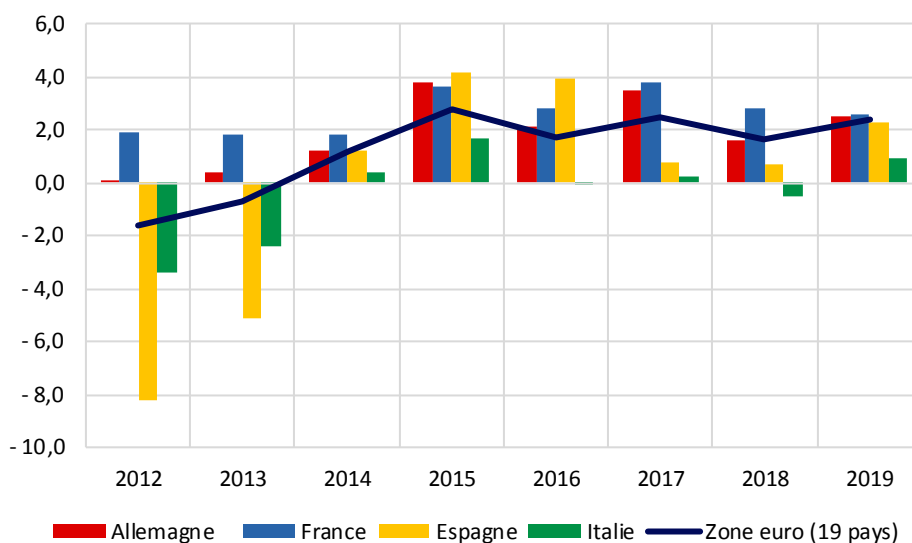
Encadré : Dans la zone euro, l'activité accélère dans les trois secteurs commerciaux

En 2019, l'activité dans le commerce de détail accélérerait en zone euro (+ 2,1 % d'acquis à l'issue du mois de juillet, après + 1,6 % en 2018). L'accélération serait particulièrement marquée en Espagne (+ 2,3 %, après + 0,7 % en 2018) et en Allemagne (+ 2,9 %, après + 1,5 % en 2018). En France, l'activité des détaillants progresserait quasiment au même rythme qu'en 2018 (+ 3,1 % après + 2,9%). Après avoir baissé en 2018, celle des détaillants italiens repartirait à la hausse (+ 0,7 % après - 0,5 % en 2018).

En 2019, dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, l'activité accélérerait en France (+ 4,4 %, après + 3,0 % en 2018) et en Allemagne (+ 3,9 %, après + 2,0 % en 2018).

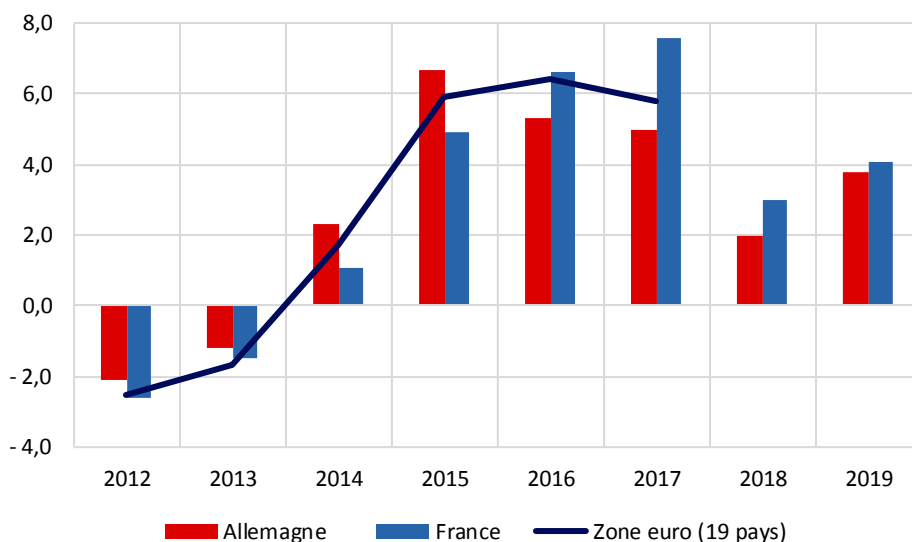
Après une décélération importante en 2018, les ventes du commerce de gros accéléreraient en 2019 en Allemagne (+ 1,9 %, après + 1,1 %) et en France (+ 2,9 %, après + 1,8 %)

Graphique 7 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce de détail à l'exception des automobiles et des motocycles (en %)



Source : Eurostat

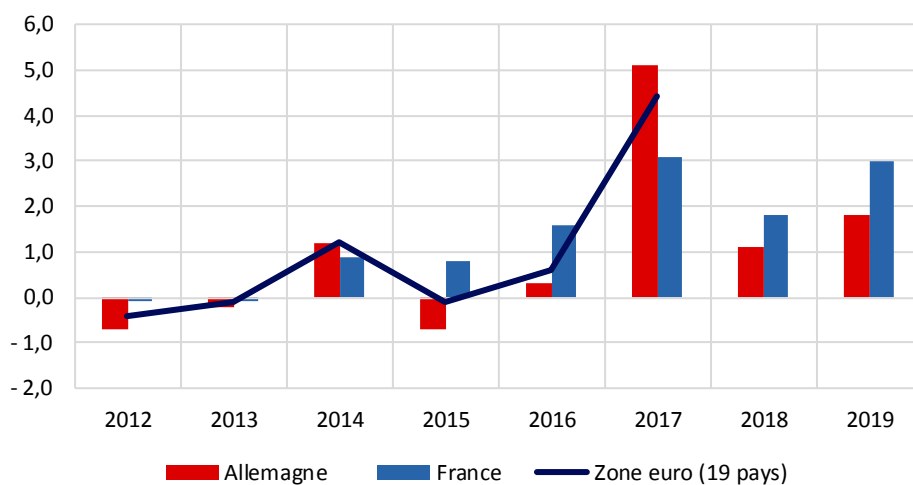
Graphique 8 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (en %)



Source : Eurostat

Note : les données concernant l'Espagne et l'Italie ne sont pas disponibles en volume

Graphique 9 : Évolution des indices de chiffre d'affaires en volume dans le commerce de gros (en %)



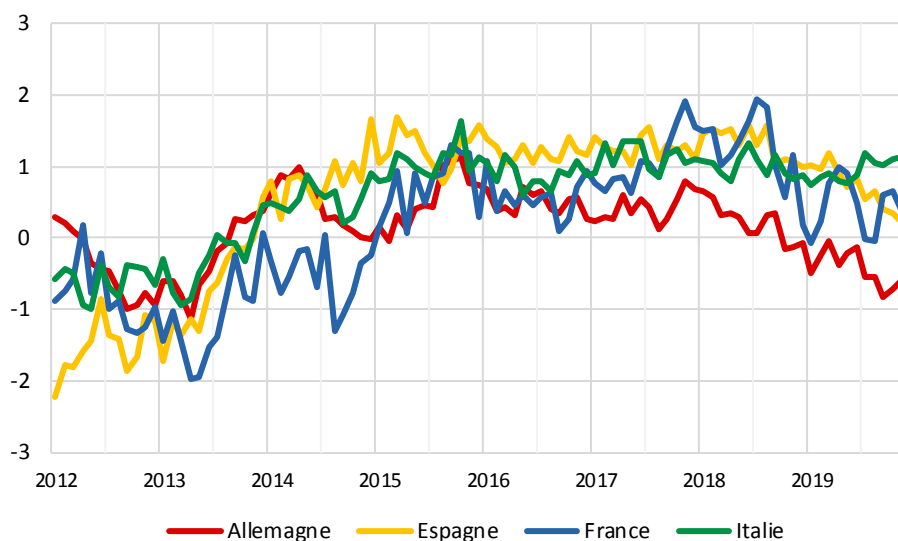
Source : Eurostat

Note : les données concernant l'Espagne et l'Italie ne sont pas disponibles en volume

Dans le commerce de détail, les prévisions de demande sont en dessous de leur moyenne de longue période en Allemagne en 2019, contrairement à l'Italie. Les prévisions sont en baisse en Espagne. En France, elles sont au-dessus de leur moyenne de longue période ces trois derniers mois.

Graphique 10 : Commerce de détail : évolution probable de la demande au cours des 3 prochains mois

Données centrées réduites

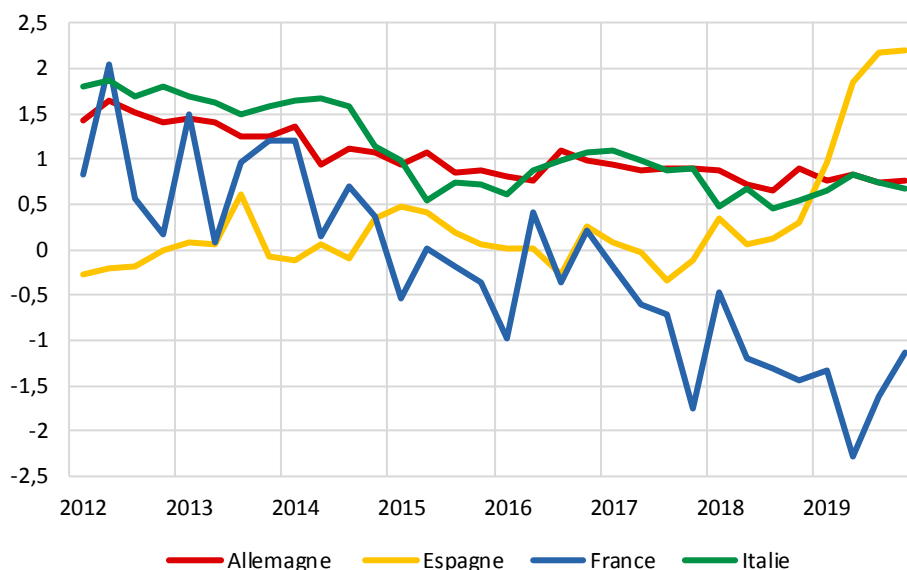


Source : DG ECFIN

Les intentions d'achat d'une automobile dans les 12 prochains mois sont très en dessous de leur moyenne de longue période en France; elles sont toutefois en progression sur le second semestre. En Espagne, les perspectives sont nettement plus favorables et depuis un an très au-dessus de leur moyenne de longue durée. Les intentions en Allemagne et en Italie sont moins optimistes mais au-dessus de leur moyenne de longue période ; elles sont stables depuis le deuxième trimestre.

Graphique 11 – Intention d’acheter une automobile dans les 12 prochains mois

Données centrées réduites



Source : DG ECFIN - Données désaisonnalisées non corrigées des effets de calendrier

2 - L'emploi salarié croît modérément dans les secteurs commerciaux

3,6 millions de personnes²⁶ travaillent dans les secteurs commerciaux²⁷. Parmi elles, un peu plus de cinq sur six sont salariées.

L'emploi salarié du commerce progresse au même rythme début 2019 (+0,6 % au premier semestre) que sur l'ensemble de l'année 2018 (+0,7%). Le secteur reste sur la trajectoire ascendante initiée en 2015. L'emploi salarié commercial reste cependant toujours moins dynamique que celui du tertiaire marchand et que celui de l'ensemble des secteurs marchands. Après deux ans de ralentissement, début 2019 le commerce de détail tire à nouveau la croissance de l'emploi dans le commerce : l'emploi salarié y accélère (+0,7%). Les effectifs salariés du commerce de gros continuent à croître modérément tandis que ceux du commerce et de la réparation d'automobiles ralentissent après une année 2018 particulièrement dynamique.

Dans un contexte général de légère reprise de l'emploi intérimaire début 2019, celui-ci se stabilise dans le commerce après y avoir ralenti depuis 2017. Le nombre d'intérimaires atteint 73 300 à la fin du premier semestre 2019.

Avertissement sur les sources : les sources statistiques exploitées dans ce chapitre sont d'origines diverses et ne sont pas toutes disponibles aux mêmes dates.

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié sont élaborées par l'INSEE à partir de l'enquête Acemo²⁸ et des déclarations des entreprises aux URSSAF. Elles sont diffusées deux mois et demi après la fin du trimestre.

L'emploi intérimaire trimestriel, évalué depuis 2017 à partir de la DSN (déclaration sociale nominative), est publié par le ministère du Travail (DARES) deux mois et demi après la fin du trimestre.

²⁶ En France hors Mayotte

²⁷ Ensemble des établissements classés dans le commerce hors artisanat commercial

²⁸ Enquête sur l'activité et les conditions de la main-d'œuvre (Ministère du Travail, DARES)

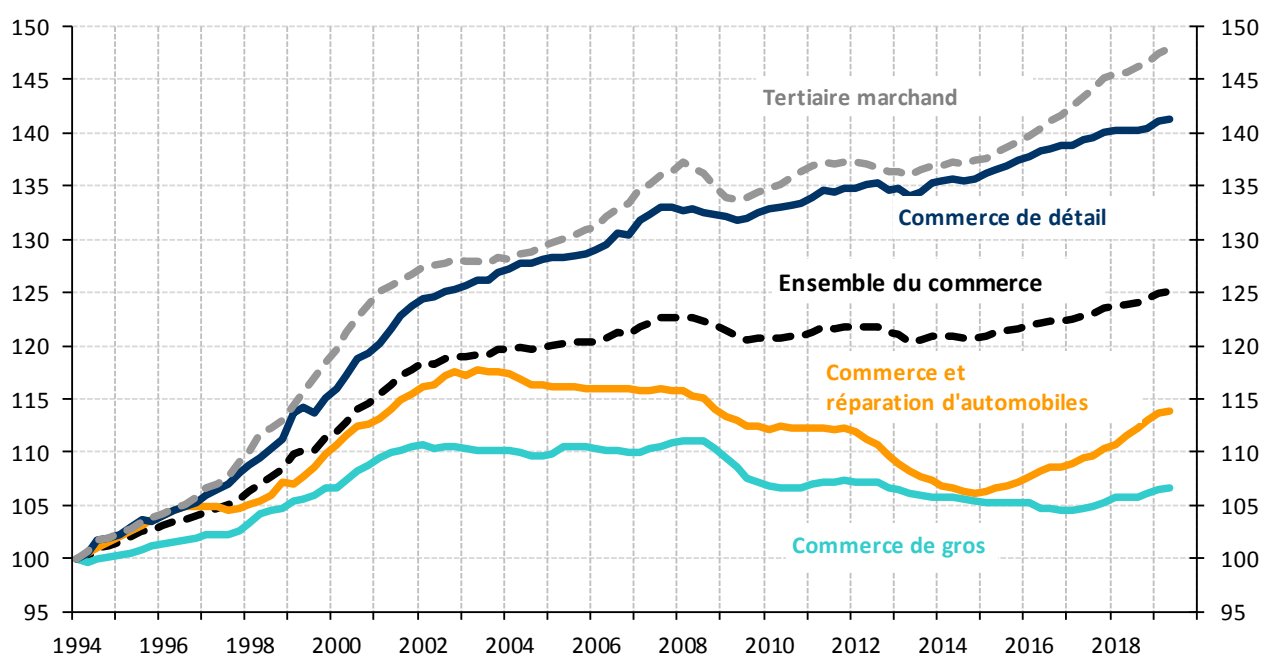
2.1 - L'emploi salarié accélère dans le commerce de détail au premier semestre 2019

3,2 millions de salariés travaillent dans le commerce hors artisanat commercial fin 2018, soit 20 % des salariés de l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles²⁹. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et près d'un tiers dans le commerce de gros.

L'emploi salarié du commerce progresse au même rythme début 2019 (+ 0,6 % sur les six premiers mois) que sur l'ensemble de l'année 2018 (+ 0,7%). Le secteur gagne ainsi 18 300 emplois salariés au premier semestre (22 100 en 2018) et reste sur la trajectoire ascendante initiée en 2015 avec 109 600 salariés de plus depuis fin 2014.

L'emploi salarié commercial reste cependant toujours moins dynamique que celui du tertiaire marchand (+ 0,9 %) et que celui de l'ensemble des secteurs marchands (+ 0,8 %), qui tendent eux aussi à accélérer début 2019.

Graphique 12 : Effectif salarié trimestriel dans les secteurs du commerce (base 100 au 1er trimestre 1994)



Champ : France (hors Mayotte)

Source : Insee, estimations d'emploi

Le commerce de détail tire à nouveau la croissance de l'emploi dans le commerce : l'emploi salarié y accélère début 2019 (+ 0,7%) après deux ans de ralentissement. Les effectifs s'accroissent de 11 900 salariés en six mois après une faible hausse en 2018 (+ 4 600 salariés).

L'emploi salarié du commerce de gros continue à progresser modérément au premier semestre 2019 (+ 0,4 % et + 3 700 salariés), au même rythme qu'en 2017 et 2018. Le secteur avait auparavant perdu 58 800 salariés de fin 2007 à fin 2016.

L'emploi salarié dans le commerce et la réparation d'automobiles ralentit au premier semestre 2019 à + 0,7 % (+ 2 700 salariés) après une année 2018 dynamique (+ 2,4 % et un gain de 9 300 salariés). D'après l'enquête Besoin de Main-d'œuvre de Pôle Emploi, le secteur éprouve depuis 2018 de fortes difficultés de recrutement, en particulier de carrossiers et de mécaniciens. En nette reprise depuis 2015, il avait perdu près de 10 % de ses salariés entre 2002 et 2014.

²⁹ Les secteurs principalement marchands excluent l'agriculture ainsi que l'administration publique, l'enseignement (public et privé), la santé humaine et l'action sociale (publiques et privées).

Tableau 1 : Effectifs salariés hors intérim en fin de période (en milliers) et part (en %)

SECTEURS D'ACTIVITE	2015	2016	2017	2018	2019 T2 (p)	Part en 2019 T2 (en %)
Commerce de détail	1 758	1 777	1 793	1 797	1 809	11
Commerce de gros	963	957	964	972	976	6
Commerce et réparation d'automobiles	371	376	382	391	394	2
Total Commerce	3 092	3 109	3 139	3 161	3 179	20
Tertiaire marchand	11 114	11 244	11 417	11 572	11 672	72
Secteurs principalement marchands	15 622	15 716	15 915	16 110	16 243	100

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

Tableau 2 : Effectifs salariés hors intérim, variation en glissement annuel* en fin de période (en % et milliers)

SECTEURS D'ACTIVITE	2015	2016	2017	2018	2019 T2 (p)	Variation en 2019 T2 (en milliers)
Commerce de détail	1,2	1,1	0,9	0,3	0,7	5
Commerce de gros	-0,2	-0,7	0,8	0,9	0,4	8
Commerce et réparation d'automobiles	1,0	1,3	1,6	2,4	0,7	9
Total Commerce	0,7	0,6	0,9	0,7	0,6	22
Tertiaire marchand	0,9	1,2	1,5	1,4	0,9	155
Secteurs principalement marchands	0,2	0,6	1,3	1,2	0,8	195

(p) : données provisoires

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee, estimations d'emploi

* Glissement semestriel en 2019

2.2 - Le recours à l'intérim se stabilise

Le commerce emploie 2 % de ses salariés en intérim, soit 73 300 intérimaires à la fin du premier semestre 2019. Ce recours à l'intérim est modéré comparativement à l'industrie dans laquelle près de 9 % des salariés sont intérimaires. Un peu plus de la moitié des intérimaires du commerce sont employés par le commerce de gros. Le taux de recours plus élevé de ce secteur à l'intérim (3,9 % mi-2019) est lié à la plus forte volatilité de son activité.

Tableau 3 : Nombre d'intérimaires en fin de période (en milliers) et part (en %)

SECTEURS D'ACTIVITE	2015	2016	2017	2018	2019 T2	Part en 2019 T2 (en %)
Commerce de détail	22	25	26	28	28	4
Commerce de gros	33	36	39	40	40	5
Commerce et réparation d'automobiles	4	6	6	6	5	1
Total Commerce	60	67	71	73	73	10
Tertiaire marchand	222	257	305	306	313	41
Secteurs principalement marchands	605	673	792	761	769	100

Champ : France hors Mayotte

Source : Dares

L'intérim se stabilise dans le commerce début 2019 après avoir ralenti depuis 2017. En hausse au deuxième trimestre 2019 après avoir diminué au premier trimestre, le recours à l'intérim reste globalement stable dans le commerce à la fin du premier semestre 2019. Il continue néanmoins à se réduire, comme en 2018, dans le commerce et la réparation d'automobiles. L'intérim repart faiblement à la hausse, en revanche, dans le tertiaire marchand et l'ensemble des secteurs principalement marchands.

Tableau 4 : Nombre d'intérimaires, variation en glissement annuel* en fin de période (en % et milliers)

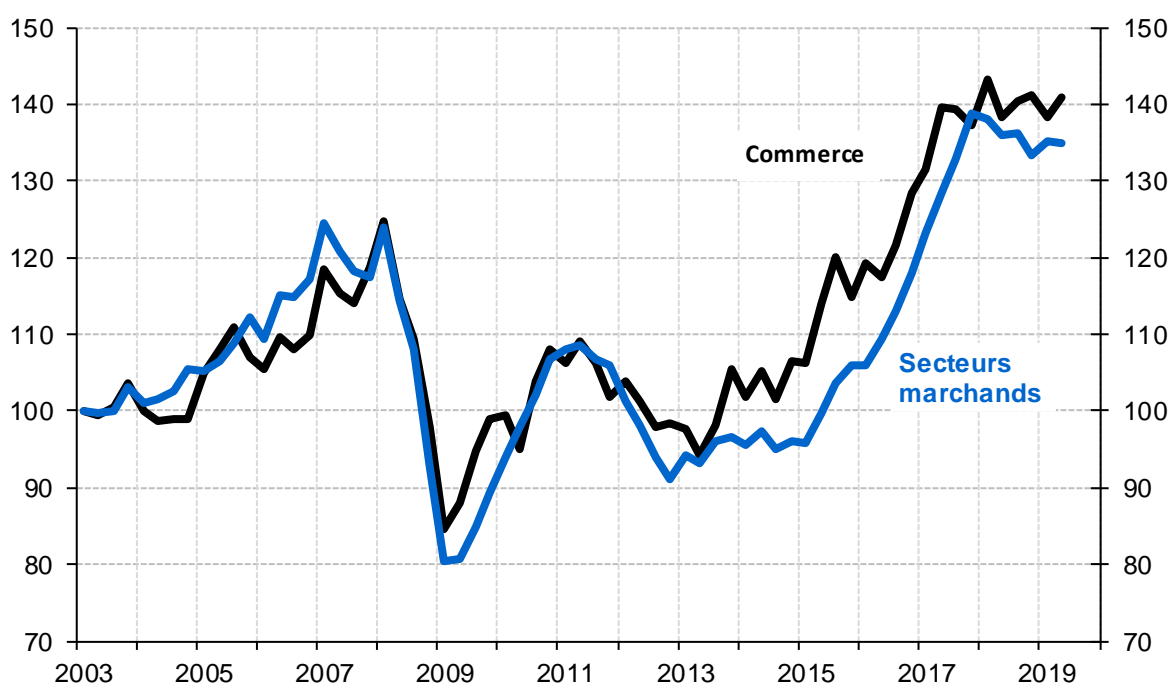
SECTEURS D'ACTIVITE	2015	2016	2017	2018	2019 T2	Variation en 2019 T2 (en milliers)
Commerce de détail	9,1	11,4	4,6	7,1	0,5	0
Commerce de gros	5,9	10,5	8,1	1,2	0,4	0
Commerce et réparation d'automobiles	13,8	24,3	9,7	-5,3	-6,1	0
Total Commerce	7,6	11,9	6,9	2,8	-0,1	0
Tertiaire marchand	13,0	16,0	18,5	0,5	2,2	7
Secteurs principalement marchands	10,3	11,2	17,7	-3,9	1,1	8

Champ : France hors Mayotte

Source : Dares

* Glissement semestriel en 2019

Graphique 13 : Effectif intérimaire trimestriel (base 100 au 1er trimestre 2003)



Champ : France hors Mayotte

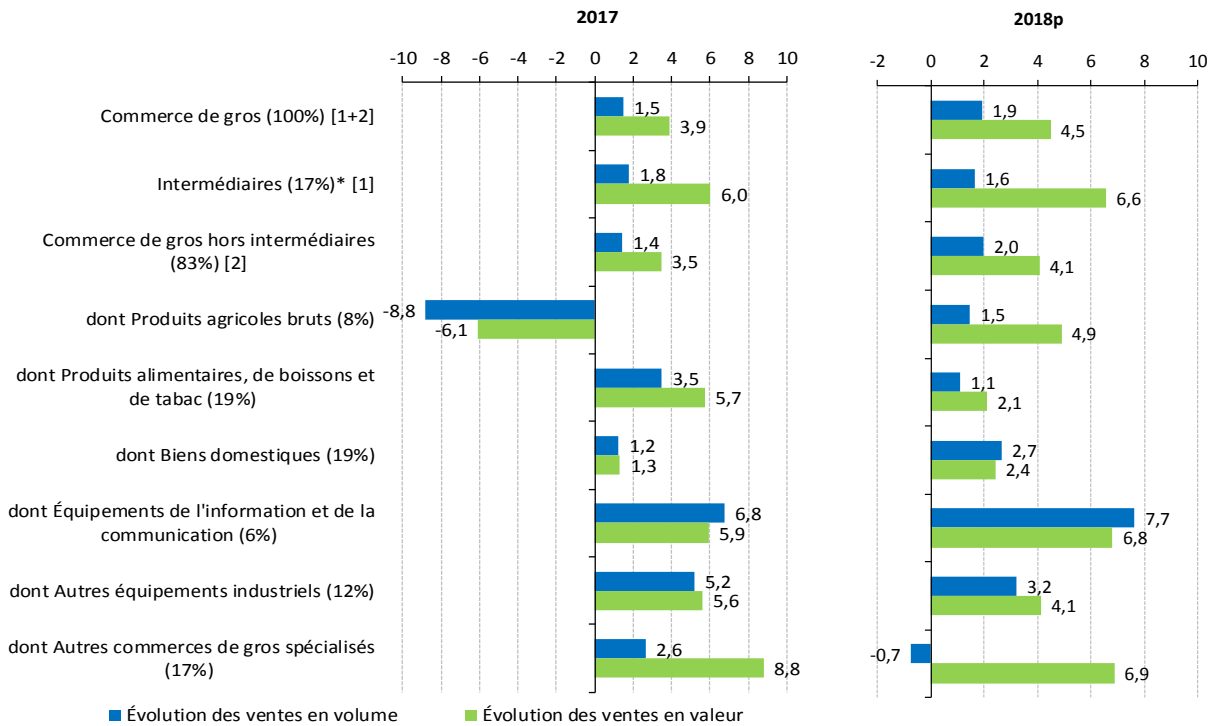
Source : Dares

CHAPITRE II : ÉCLAIRAGES SECTORIELS

Avertissement : Cette partie exploite les données disponibles dans l'enquête sectorielle annuelle (ESA) 2017. Ainsi le chiffrage de l'activité a été actualisé dans les trois grands secteurs du commerce pour l'année 2017. Les données de l'année 2018 se basent toujours sur les déclarations mensuelles de chiffre d'affaires.

1 - Commerce de gros

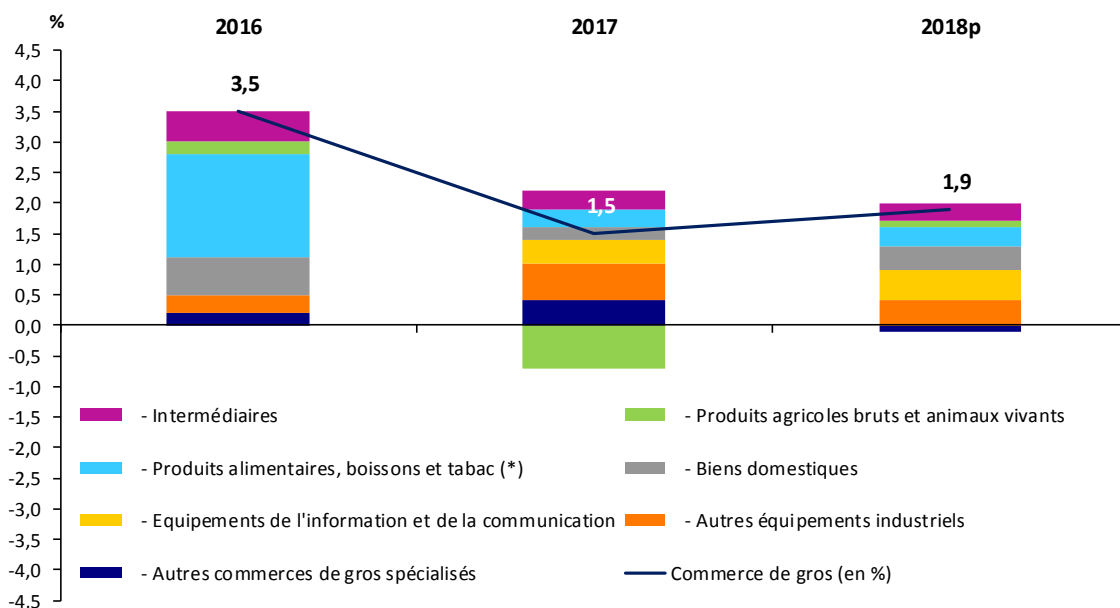
Graphique 1 : Ventes du commerce de gros, évolutions en 2017 et 2018 (en %)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Graphique 2 : Ventes du commerce de gros, contributions à l'évolution en volume (en points)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Tableau 1 : Ventes de marchandises du commerce de gros H.T.

Secteurs	Evolution en volume (en %)			Evolution en valeur (en %)			Montant 2018p	
	2016	2017	2018p	2016	2017	2018p	en Md€	en %
C.G. de produits agricoles bruts	1,7	-8,8	1,5	-4,3	-6,1	4,9	61,8	7,7
Céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail	3,5	-12,6	1,0	-4,1	-9,9	6,3	46,0	5,7
Autres produits (1)	-4,0	3,5	2,9	-4,9	6,3	0,9	15,8	2,0
C.G. de produits alimentaires, de boissons et de tabac	6,9	3,5	1,1	7,0	5,7	2,1	152,8	19,0
Produits frais (2)	1,0	1,9	-0,7	1,1	6,2	2,7	65,7	8,2
Boissons (alcoolisées ou non)	5,6	5,3	3,4	6,0	6,0	4,4	28,5	3,5
Autres produits (3)	14,8	4,4	2,0	14,6	5,1	0,5	58,6	7,3
C.G. de biens domestiques	2,9	1,2	2,7	2,1	1,3	2,4	151,2	18,8
Produits pharmaceutiques	3,9	1,4	2,9	1,5	2,0	2,7	63,4	7,9
Autres produits (4)	2,1	1,2	2,5	2,6	0,8	2,2	87,8	10,9
C.G. d'équipements de l'information et de la communication	1,9	6,8	7,7	1,5	5,9	6,8	50,6	6,3
Ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	0,8	5,6	8,5	1,3	5,6	8,2	32,8	4,1
Composants et équipements électroniques et télécommunication	3,8	8,7	6,2	2,0	6,5	4,4	17,8	2,2
C.G. d'autres équipements industriels	2,5	5,2	3,2	2,7	5,6	4,1	94,0	11,7
Équipements de bureau (5)	1,3	-2,2	-0,1	1,0	-2,1	0,7	3,7	0,5
Matériel électrique	4,8	8,3	3,6	4,3	8,8	3,6	20,7	2,6
Autres équipements (6)	2,0	4,7	3,3	2,4	5,1	4,5	69,6	8,6
Autres C.G. spécialisés	1,2	2,6	-0,7	-3,3	8,8	6,9	135,9	16,9
Combustibles et produits annexes	-0,9	3,9	-2,3	-8,5	17,3	14,6	47,0	5,8
Produits pour l'installation de l'habitat et de la construction (7)	1,5	4,6	1,2	1,5	5,0	2,9	51,7	6,4
Autres produits (8)	3,1	-1,4	-1,7	-4,1	5,3	3,6	37,2	4,6
Commerce de gros hors intermédiaires (9)	3,6	1,4	2,0	1,9	3,5	4,1	670,1	83,2
Intermédiaires du commerce	3,1	1,8	1,6	0,7	6,0	6,6	135,8	16,8
dont centrales d'achats	4,1	-0,1	1,7	1,6	4,2	6,8	117,3	14,6
Commerce de gros et intermédiaires	3,5	1,5	1,9	1,7	3,9	4,5	805,9	100,0

(1) Fleurs et plantes, animaux vivants, cuirs et peaux.

(2) Fruits et légumes, viandes et produits à base de viande, produits laitiers, œufs, huiles, poissons, crustacés et mollusques.

(3) Sucre, chocolat, confiserie, café, thé, cacao, épices, produits surgelés, tabac manufacturé...

(4) Textile, habillement, chaussure, électroménager, vaisselle, verrerie, parfumerie, meubles, tapis, appareils d'éclairage, horlogerie, bijouterie...

(5) Mobilier de bureau, autres machines et équipements de bureau.

(6) pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

(7) Bois, matériaux de construction, appareils sanitaires, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage...

(8) Minerais, métaux, produits chimiques...

(9) Le commerce de gros non spécialisé n'apparaît pas dans ce tableau

(p) provisoire, (sd) semi-définitif

Source : Insee – Comptes du commerce.

1.1 - La clientèle intérieure du commerce de gros : principalement des industriels et des détaillants

En 2017, sur le marché intérieur, l'activité des grossistes (hors centrales d'achats et intermédiaires du commerce) est orientée pour 32 % de leur chiffre d'affaires vers l'approvisionnement des producteurs (industriels, artisans et agriculteurs) et à hauteur de 24 % vers le commerce de détail. Vient ensuite la redistribution des marchandises vers les centrales d'achats (15 %). Les autres clients professionnels (administrations, prestataires de services, ...) et les autres grossistes comptent chacun pour 12 %. Enfin, l'activité des grossistes est tournée à hauteur de 5 % vers les particuliers.

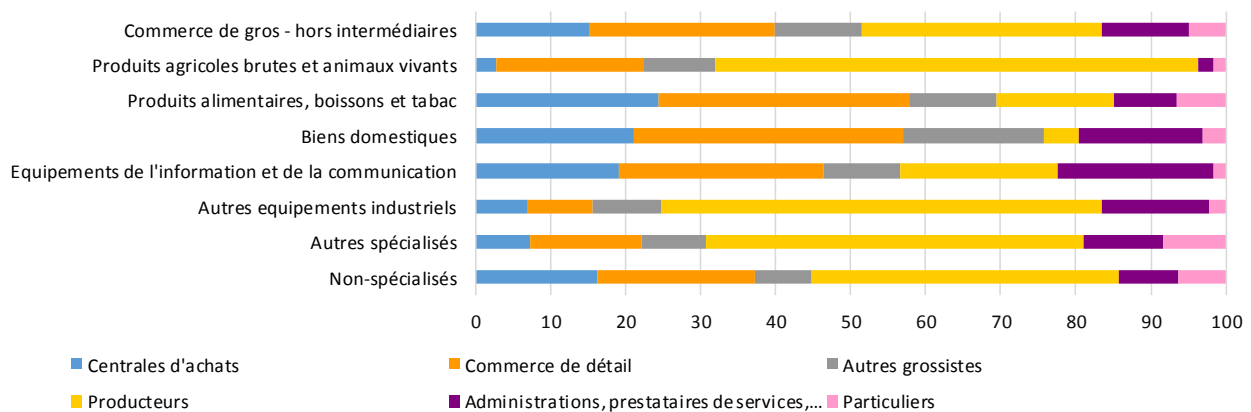
Les grossistes en produits agricoles (céréales, animaux vivants, cuirs et peaux), les grossistes en autres équipements industriels (hormis mobilier, machines et équipements de bureau) et les autres grossistes spécialisés (hormis combustibles) sont très fortement dépendants des commandes de l'industrie.

Les entreprises du commerce de gros qui vendent leurs produits à d'autres grossistes ou à des centrales d'achats sont principalement spécialisées dans les biens de consommation (biens domestiques pour 40 % et produits alimentaires et boissons pour 36 %), ainsi que dans les équipements de l'information et de la communication pour 29 %.

De surcroît, ces mêmes entreprises spécialisées sont celles où la clientèle du commerce de détail est la plus significative : 36 % pour les grossistes en biens domestiques, 33 % pour les grossistes en produits alimentaires, et 27 % pour les grossistes en équipements de l'information et de la communication.

La revente directe à des particuliers a une contribution significative (plus de 10 %) chez les grossistes en autres produits alimentaires (hors produits frais et boissons) à hauteur de 12 %, ainsi qu'en combustibles et produits annexes (11 %).

Graphique 3 : Clientèle intérieure du commerce de gros en 2017



Source : Insee – Comptes du commerce.

1.2 - Commerce de gros à l'international en 2017 : 16 % des ventes exportées et 29 % d'achats importés

Dans la plupart des secteurs, l'activité est sensible à la demande extérieure et aux tendances du marché mondial. En effet, les exportations représentent 16 % des ventes des grossistes et les importations 29 % de leurs achats. Cependant, le commerce extérieur n'a pas la même importance pour les différents secteurs du commerce de gros.

Ainsi, les grossistes en boissons (alcoolisées ou non) sont plus sensibles à l'évolution de la demande étrangère que ceux en produits pharmaceutiques. Les ventes à l'étranger des premiers constituent 26 % de leurs ventes totales, contre 12 % pour les seconds.

De même, l'approvisionnement à l'étranger, relativement faible pour les grossistes en céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail (14 %), est prépondérant pour ceux en composants et équipements électroniques et télécommunications (70 %).

À un niveau plus agrégé de la nomenclature, le commerce de gros est très présent à l'international dans les équipements de l'information et de la communication et les biens domestiques.

Le commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants est le seul à réaliser plus d'exportations que d'importations (respectivement 19 % et 11 %).

En revanche, dans tous les secteurs, les sociétés exportatrices et importatrices ont un poids prépondérant dans le chiffre d'affaires de leur secteur. Ainsi, les grossistes qui exportent des composants et équipements électroniques pèsent à hauteur de 89 % du chiffre d'affaires de leur secteur.

Tableau 2 : Part des exportations et importations et poids des sociétés exportatrices et importatrices en 2017 (en %)

Activités	Ensemble des sociétés		Poids des sociétés	
	Ventes à l'exportation [A]	Achats à l'importation [B]	Exportatrices [C]	Importatrices [D]
CG de produits agricoles bruts et d'animaux vivants	19	11	70	43
Céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail	22	14	77	48
Autres produits (1)	13	6	52	29
CG de produits alimentaires, de boissons et de tabac (a)	15	21	78	61
Produits frais (2)	11	17	71	63
Boissons (alcoolisées ou non)	26	16	80	64
Autres produits (3)	15	25	84	58
CG de biens domestiques (a)	22	45	84	78
Produits pharmaceutiques	12	42	81	66
Autres produits (4)	29	47	87	87
CG d'équipements de l'information et de la communication	26	66	88	88
Ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	28	64	87	86
Composants et équipements électroniques et télécommunication	22	70	89	91
CG d'autres équipements industriels	17	38	82	76
Équipements de bureau (5)	5	42	72	80
Matériel électrique	25	26	88	62
Autres produits (6)	16	42	81	80
Autres commerces de gros spécialisés	14	30	70	73
Combustibles et produits annexes (a)	17	27	56	61
Produits pour l'installation de l'habitat et la construction (7)	4	24	69	75
Autres produits (8)	23	40	84	82
CG non spécialisé	21	35	65	78
Intermédiaires du commerce	8	13	31	70
Centrales d'achats (b)	1	8	22	67
Autres intermédiaires	41	53	74	81
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	16	29	69	70

[A] Ventes à l'exportation : part des exportations dans les ventes des grossistes (en %).

[B] Ventes à l'importation : part des importations dans les achats des grossistes (en %).

(1) Fleurs et plantes, animaux vivants, cuirs et peaux.

(2) Fruits et légumes, viandes et produits à base de viande, produits laitiers, œufs, huiles, poissons, crustacés et mollusques.

(3) Sucre, chocolat, confiserie, café, thé, cacao, épices, produits surgelés, tabac manufacturé...

(4) Textile, habillement, chaussures, électroménager, vaisselle, verrerie, parfumerie, meubles, tapis, appareils d'éclairage, horlogerie...

(5) Mobilier de bureau, autres machines et équipements de bureau.

(6) pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

(7) Bois, matériaux de construction, appareils sanitaires, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage...

(8) Minerais, métaux, produits chimiques...

(a) non compris les centrales d'achats de la grande distribution alimentaire, spécialisées sur ces produits.

(b) y compris les centrales d'achats spécialisées de la grande distribution alimentaire.

Source : Insee – Comptes du commerce.

Encadré 1 : Principes d'évaluation et révision des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros**Principes d'évaluation**

Les résultats de l'activité des entreprises (ici, des unités légales) du commerce de gros sont présentés en les classant selon leur activité principale. Aussi, les évolutions économiques subissent les à-coups des modifications de structure mettant en jeu des entreprises de secteurs différents ou qui changent de secteur d'une année à l'autre, notamment lors de restructurations.

Les résultats de l'année 2017, définitifs, sont basés sur l'exploitation du système d'information sur la statistique d'entreprise Esane. Ceux de 2018, estimés, s'appuient sur les résultats définitifs 2017 et ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires renouvelés calculés par l'Insee³⁰.

Les évolutions présentées pour 2018 sont donc susceptibles d'être révisées. Elles sont issues des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculées par l'Insee à partir des déclarations CA3 que remplissent les grossistes pour le paiement de la TVA. Par construction, ces indices ne prennent que partiellement en compte les changements sectoriels. À partir des évolutions de chiffre d'affaires on détermine une évolution des ventes de marchandises par l'application d'un taux de vente (ventes de marchandises / chiffre d'affaires). Ce taux de vente est susceptible d'évoluer, en fonction d'informations annexes disponibles. L'évolution des ventes ne suit donc pas nécessairement celle du chiffre d'affaires.

Révision de l'évolution des ventes de marchandises des secteurs du commerce de gros (hors intermédiaires) (données provisoires et révisées)

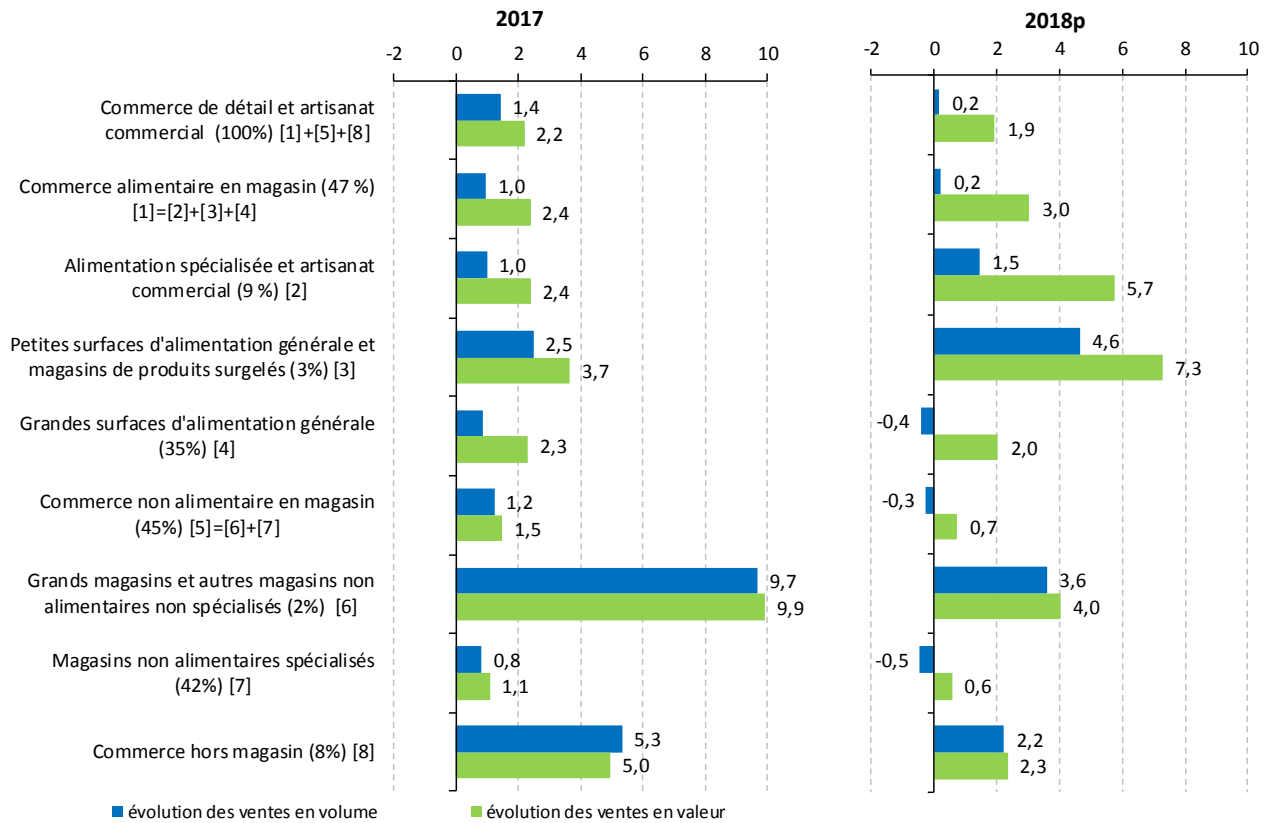
	Dates de publication des rapports	En volume					En valeur				
		2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
base 2014	décembre 2019	+ 1,5	+ 0,9	+ 3,6	+ 1,4 (def)	+ 2,0 (p)	- 1,0	- 0,6	+ 1,9	+ 3,5 (def)	+ 4,1 (p)
	juin 2019	+ 1,5	+ 0,9	+ 3,6	+ 2,1 (sd)	+ 2,0 (p)	- 1,0	- 0,6	+ 1,9	+ 4,1 (sd)	+ 4,1 (p)
	décembre 2018	+ 1,5	+ 0,9	+ 3,6 (def)	+ 2,4 (p)		- 1,0	- 0,6	+ 1,9 (def)	+ 4,1 (p)	
	juin 2018	+ 1,5 (r)	+ 0,9 (r)	+ 1,9 (sd)	+ 2,4 (p)		- 1,0	- 0,6	+ 0,2 (sd)	+ 4,2 (p)	
base 2010	décembre 2017	+ 1,1	+ 0,9 (def)	+ 1,9 (p)			- 1,0	- 0,6 (def)	+ 0,3 (p)		
	juin 2017	+ 1,1	+ 0,8 (sd)	+ 1,9 (p)			- 1,0	- 0,8 (sd)	+ 0,2 (p)		
	décembre 2016	+ 1,1 (def)	+ 0,7 (p)				- 1,0 (def)	- 0,8 (p)			
	juin 2016	+ 0,8 (sd)	+ 0,6 (p)				- 1,3 (sd)	- 0,9 (p)			
	décembre 2015	+ 0,3 (p)					- 1,7 (p)				
	juin 2015	+ 0,3 (p)					- 1,7 (p)				

(def) données devenues définitives (r) données révisées suite au changement de base (sd) données semi-définitives (p) données provisoires
Source Insee - Comptes du commerce

³⁰ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/s1354>

2 - Commerce de détail

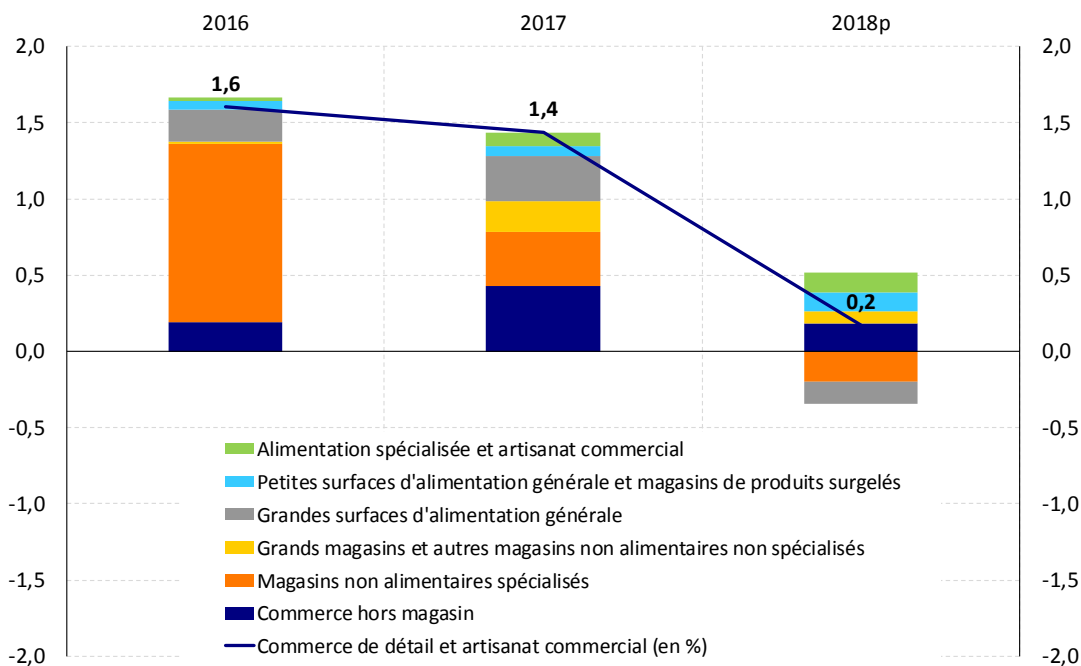
Graphique 4 : Ventes du commerce de détail, évolutions en 2017 et 2018 (en %)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Graphique 5 : Ventes du commerce de détail, contributions à l'évolution en volume (en points)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Tableau 3 : Ventes du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial T.T.C.

Formes de vente	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant 2018p	
	2016	2017	2018p	2016	2017	2018p	en Md€	en %
ENSEMBLE DU COMMERCE EN MAGASIN	1,6	1,1	0,0	1,1	1,9	1,9	475,3	91,7
ENSEMBLE du commerce alimentaire en magasin	0,6	1,0	0,2	0,7	2,4	3,0	243,3	46,9
Alimentation spécialisée et artisanat commercial¹	0,2	1,0	1,5	0,7	2,4	5,7	47,9	9,2
Boulangeries-pâtisseries	2,4	3,8	3,2	2,6	4,6	4,8	14,4	2,8
Boucheries-charcuteries	-4,0	-4,1	0,1	-3,7	-3,1	1,5	7,8	1,5
Autres magasins d'alimentation spécialisée	0,5	1,2	0,9	1,3	3,0	7,7	25,7	5,0
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	2,2	2,5	4,6	2,7	3,7	7,3	14,3	2,8
Grandes surfaces d'alimentation générale	0,6	0,9	-0,4	0,5	2,3	2,0	181,1	34,9
ENSEMBLE du commerce non alimentaire en magasin	2,6	1,2	-0,3	1,5	1,5	0,7	232,0	44,8
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	0,7	9,7	3,6	1,0	9,9	4,0	11,9	2,3
Magasins non alimentaires spécialisés (yc. pharmacie)	2,7	0,8	-0,5	1,5	1,1	0,6	220,1	42,5
Carburants	6,7	-0,7	-5,0	2,4	7,6	6,9	17,8	3,4
Technologie de l'information et de la communication	3,2	8,6	3,2	-1,7	3,9	-0,7	8,3	1,6
Équipement du foyer	4,5	1,2	0,0	3,9	0,3	-0,5	50,6	9,8
Culture, loisirs	6,6	-3,4	-4,4	7,5	-2,8	-1,0	23,5	4,5
Autres commerce de détail en magasin spécialisé	0,6	1,2	0,5	-0,5	1,2	0,5	119,8	23,1
Habilleme nt-chaussures	-0,7	-0,2	-3,6	-0,6	-0,1	-3,5	36,7	7,1
Autres équip. de la personne	-1,0	4,2	0,9	-1,1	4,4	1,3	21,0	4,0
Pharmacies, articles médic. et orthopédiques	4,4	2,5	3,7	1,3	0,6	1,3	38,3	7,4
Autres magasins spécialisés	-2,0	-1,5	1,8	-2,6	1,5	5,4	23,9	4,6
ENSEMBLE DU COMMERCE HORS MAGASIN	2,4	5,3	2,2	1,7	5,0	2,3	43,0	8,3
Commerce sur événementaire ou marché	0,3	-5,3	-0,9	1,7	-3,9	1,4	5,8	1,1
Ventes à distance et autres formes de commerce	2,8	7,2	2,7	1,7	6,5	2,5	37,2	7,2
ENSEMBLE COMMERCE DE DÉTAIL ET ARTISANAT COMMERCIAL	1,6	1,4	0,2	1,1	2,2	1,9	518,3	100,0
<i>dont : activités artisanales</i>	0,6	4,8	2,6	0,8	5,7	4,2	15,9	3,1
<i>dont : commerce de détail (hors pharmacies²) et artisanat commercial</i>	1,4	1,3	-0,1	1,1	2,3	2,0	480,0	92,6

Source : Insee - Comptes du commerce

(1) boulangeries, pâtisseries, charcuteries

(2) hors pharmacies : hors pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques

p : provisoire

Technologies de l'information et de la communication : ordinateurs, unités périphériques, logiciels, matériel de télécommunication, matériels audio et vidéo**Équipement du foyer** : textile, quincaillerie, bricolage, revêtements de sols et murs, appareils électroménagers, meubles, autres équipements du foyer**Culture, loisirs** : livres, journaux et papeterie, enregistrements musicaux et vidéo, articles de sport, jeux et jouets**Autres équipements de la personne** : parfumerie et produits de beauté, optique, maroquinerie-articles de voyage, horlogerie-bijouterie**Autres magasins spécialisés** : charbons et combustibles, biens d'occasion en magasins, autres commerces de détail spécialisés divers, plantes et animaux de compagnie...

Encadré 2 : Évaluation et révisions des ventes au détail

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations.

L'évolution des ventes au détail présentée sur l'année 2018 est provisoire. Elle est issue de la version provisoire de la consommation commercialisable et des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA.

Les résultats de l'année 2017, définitifs, sont basés sur la version définitive de la consommation commercialisable et sur l'exploitation du système d'information sur la statistique d'entreprise Esane.

Évolution des ventes au détail des secteurs du commerce de détail et artisanat à caractère commercial

	Dates de publication des rapports	En volume					En valeur				
		2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
base 2014	décembre 2019	+ 0,8	+ 1,5	+ 1,6	+ 1,4 (def)	+ 0,2 (p)	- 0,3	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,2 (def)	+ 1,9 (p)
	juin 2019	+ 0,8	+ 1,5	+ 1,6 (def)	+ 1,3 (sd)	+ 0,3 (p)	- 0,3	+ 0,1	+ 1,1 (def)	+ 2,0 (sd)	+ 2,1 (p)
	décembre 2018	+ 0,8	+ 1,5	+ 1,6 (def)	+ 1,2 (p)		- 0,3	+ 0,1	+ 1,1 (def)	+ 2,0 (p)	
	juin 2018	+ 0,8	+ 1,5 (def)	+ 1,4 (sd)	+ 1,2 (p)		- 0,3	+ 0,1 (def)	+ 0,9 (sd)	+ 2,0 (p)	
base 2010	décembre 2017	+ 0,8	+ 2,3 (def)	+ 1,5 (p)			- 0,3	+ 1,0 (def)	+ 0,9 (p)		
	juin 2017	+ 0,8 (def)	+ 1,7 (sd)	+ 1,2 (p)			- 0,3 (def)	+ 0,3 (sd)	+ 0,7 (p)		
	décembre 2016	+ 0,8 (def)	+ 1,8 (p)				- 0,3 (def)	+ 0,4 (p)			
	juin 2016	+ 0,9 (sd)	+ 1,8 (p)				- 0,3 (sd)	+ 0,3 (p)			
	décembre 2015	+ 0,7 (p)					- 0,5 (p)				
	juin 2015	+ 0,8 (p)					- 0,4 (p)				

(def) données définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires

2.1 - Une croissance plus faible dans le grand commerce non alimentaire en 2018

Avertissement : les données et analyses présentées dans cette partie concernent des chiffres d'affaires (et pas seulement des ventes de marchandises au détail) en secteurs d'unités légales (et non en secteurs d'établissements ou formes de vente³¹). Les évolutions ne sont donc pas parfaitement comparables aux tableaux précédents sur le commerce de détail. La population du grand commerce a été redéfinie pour l'année 2017 sur la base des informations de l'ESA.

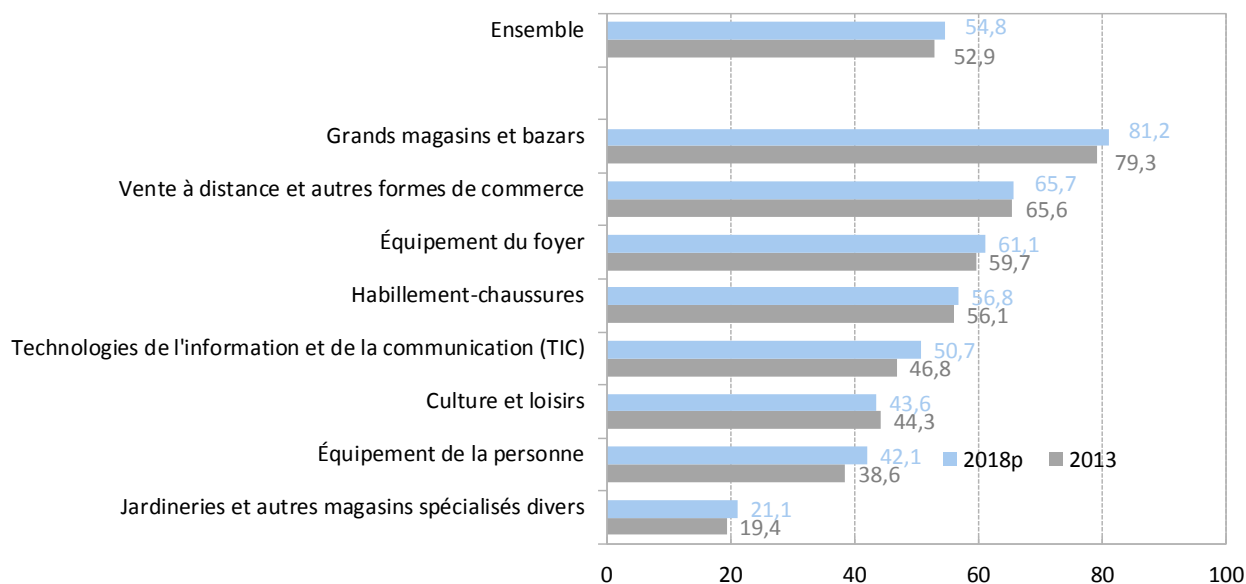
Encadré 3 : Définition du grand commerce non alimentaire

Le grand commerce non alimentaire est défini³² comme l'ensemble des sociétés³³ dont l'activité principale relève du commerce non alimentaire en magasin spécialisé (NAF 474, 475, 476, 477 hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion) ainsi que les grands magasins et autres commerces de détail en magasin non spécialisé (4719A et 4719B) répondant à l'une des 3 conditions suivantes :

- employer 100 salariés ou plus ;
- employer 50 salariés ou plus, et :
 - soit exploiter 10 magasins ou plus
 - soit exploiter au moins un magasin de 2 500 m² et plus de surface de vente.

Le grand commerce non alimentaire prend également en compte le commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés (479), dans lequel le commerce électronique occupe une place de plus en plus grande. On prend ici comme seul critère d'appartenance au grand commerce le fait d'employer 50 salariés ou plus.

Graphique 6 : Part du chiffre d'affaires H.T. du grand commerce dans l'ensemble du commerce non alimentaire, par secteur, en 2013 et 2018 (en %)



p : provisoire

Source : Insee - Esane et Comptes du Commerce.

³¹ Une même entreprise peut posséder plusieurs magasins (établissements) ayant des formes de vente différentes (par exemple supérette et supermarché). Le secteur d'un établissement correspond à sa forme de vente. Celui d'une entreprise est déterminé par la forme de vente la plus importante.

³² Définition arrêtée par la Commission des comptes commerciaux de la Nation en 1987, révisée en 1998

³³ Le terme « société » désigne toute unité légale déclarée au répertoire Sirene.

Tableau 4 : Chiffre d'affaires H.T du grand commerce et de l'ensemble du commerce non alimentaire

	Secteurs	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant en Md€ 2018p
		2016	2017	2018p	2016	2017	2018p	
Grand commerce	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	4,2	6,9	2,7	-0,4	2,1	-2,1	3,5
	Équipement du foyer	2,2	2,8	0,1	2,5	2,3	0,2	31,0
	Culture et loisirs	1,3	3,4	-4,4	1,9	2,6	-4,7	7,8
	Habillement-chaussures	0,2	0,0	-2,3	0,5	0,0	-2,3	19,7
	Équipement de la personne	-2,1	7,7	3,5	-1,8	8,1	4,0	8,2
	Jardineries et autres magasins spécialisés divers	4,9	4,4	4,0	3,1	4,2	1,7	3,4
	Grands magasins et bazars	5,2	11,1	5,8	5,5	10,7	5,9	9,5
	Vente à distance et autres formes de commerce	17,2	5,9	4,6	17,1	5,8	4,9	19,1
	Grand commerce	4,2	4,0	1,2	4,1	3,6	0,9	102,2
Commerce à dominante non alimentaire	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	3,0	8,9	5,5	-1,6	4,0	0,5	6,8
	Équipement du foyer	4,7	1,0	1,4	5,0	0,5	1,4	50,7
	Culture et loisirs	8,2	-1,5	0,6	8,8	-2,3	0,3	17,8
	Habillement-chaussures	0,1	-0,1	-1,8	0,4	0,0	-1,8	34,7
	Équipement de la personne	-0,1	4,4	2,5	0,2	4,9	3,0	19,5
	Jardineries et autres magasins spécialisés divers	3,6	3,1	6,7	1,8	2,9	4,3	16,2
	Grands magasins et bazars	2,4	10,7	6,0	2,7	10,3	6,1	11,7
	Vente à distance et autres formes de commerce	3,4	8,3	4,6	3,4	8,1	4,9	29,0
	Commerce à dominante non alimentaire	3,1	2,9	2,2	3,0	2,5	1,9	186,5

*(p) provisoire**Champ : sociétés du grand commerce non alimentaire en magasin spécialisé, hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion.**Source : Insee - Esane et Comptes du Commerce.*

2.2 - L'équipement commercial du commerce de détail : Un magasin de plus de 400 m² sur deux dans l'alimentaire non spécialisé ou l'équipement du foyer

En moyenne, en 2017, les magasins du commerce de détail (y compris artisanat commercial) disposent d'une surface commerciale de 270 m². La grande majorité d'entre eux (70 %) ont une surface de moins de 120 m². Seuls 11 % ont une surface supérieure ou égale à 400 m². Cette proportion est trois fois plus importante pour les magasins d'alimentation non spécialisée ainsi que pour les grands magasins et autres. Les surfaces de très grande taille (2 500 m² ou plus) représentent 2 % des magasins du commerce hors stations essence. 41 % des très grandes surfaces sont des magasins en alimentaire non spécialisé (hypermarchés...) et 31 % des magasins d'équipement du foyer (quincailleries, meubles etc.).

Selon la tranche de surface, la répartition sectorielle est différente. Parmi ceux de moins de 400 m², 18 % appartiennent à l'habillement-chaussure, 14 % à l'alimentation en magasin non spécialisé, 14 % à l'artisanat commercial et 13 % aux autres produits non alimentaires. Pour ceux de 400 m² ou plus, il existe davantage de concentration puisque plus d'un magasin sur deux se situe dans l'alimentation en magasin non spécialisé ou dans l'équipement du foyer.

Entre 2016 et 2017, le poids des grandes surfaces commerciales dans le parc de magasins évolue peu dans l'ensemble du commerce de détail. Il existe, cependant, quelques inflexions selon les secteurs. Pour celui des biens culturels et de loisirs, la part des magasins de plus de 400 m² augmente de près de cinq points. Les magasins spécialisés en articles de sport concourent le plus au développement des grandes surfaces. Dans le secteur des autres produits non alimentaires, la part des magasins de plus de 400 m² augmente de près de trois points. À l'inverse, la part des grandes surfaces de plus de 400 m² diminue pour les grands magasins et autres commerces de détail en magasin non spécialisé (- 3,1 points) et pour l'équipement du foyer (- 2,1 points). Pour ce dernier secteur, le développement de petites et moyennes surfaces (60 à 400 m²) dans le commerce de détail d'électroménager explique, en partie, ces évolutions.

En 2017, près de 94 % des commerces de détail n'ont qu'un seul magasin. Cette proportion varie selon les secteurs. Pour les grands magasins et autres commerces de détail en magasin non spécialisé, un sur cinq possède au moins deux magasins. Plus de 10 % des commerces d'habillement-chaussure possèdent au moins deux magasins.

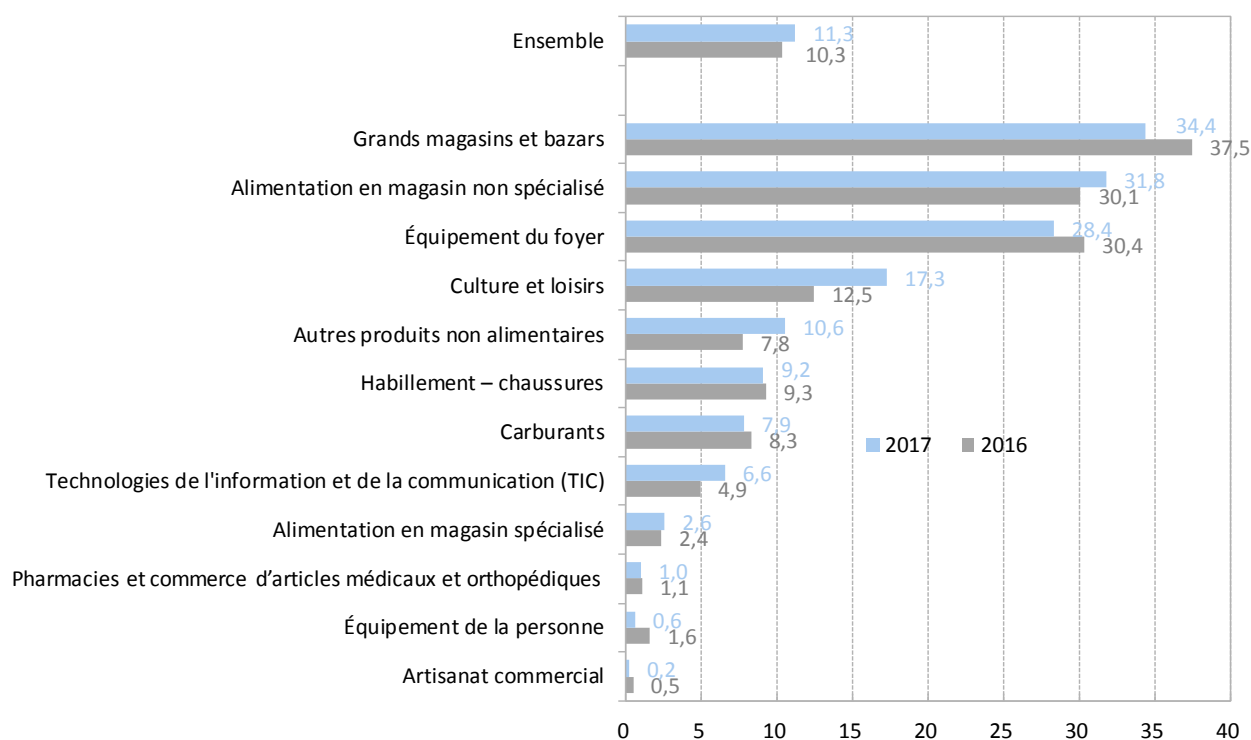
Parmi les détaillants comptant au moins 10 magasins, 35 % se situent dans l'habillement-chaussure, 12 % dans les autres produits non alimentaires, 11 % dans l'équipement du foyer et 11 % dans l'alimentation non spécialisée. Les secteurs de l'artisanat, des autres produits non alimentaires et de l'alimentation spécialisée se caractérisent par une proportion plus importante de commerces ne possédant qu'un seul magasin (14 % dans chaque secteur).

Tableau 5 : Répartition des magasins des entreprises du commerce de détail et de l'artisanat commercial par tranche de surface

Secteurs d'activité	En %
Prédominance alimentaire en magasins	100
Moins de 120 m ²	76
De 120 m ² à moins de 400 m ²	14
De 400 m ² à moins de 2500 m ²	8
2500 m ² et plus	2
Non alimentaire en magasins hors carburants	100
Moins de 120 m ²	72
De 120 m ² à moins de 400 m ²	16
De 400 m ² à moins de 2500 m ²	9
2500 m ² et plus	2
Carburants	100
Moins de 120 m ²	78
Plus de 120 m ²	22
Ensemble du commerce	100
Moins de 120 m ²	71
De 120 m ² à moins de 400 m ²	18
De 400 m ² à moins de 2500 m ²	9
2500 m ² et plus	2

Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2017

Graphique 7 : Poids des magasins de 400 m² ou plus par secteur d'activité en 2017 et 2016 (en %)



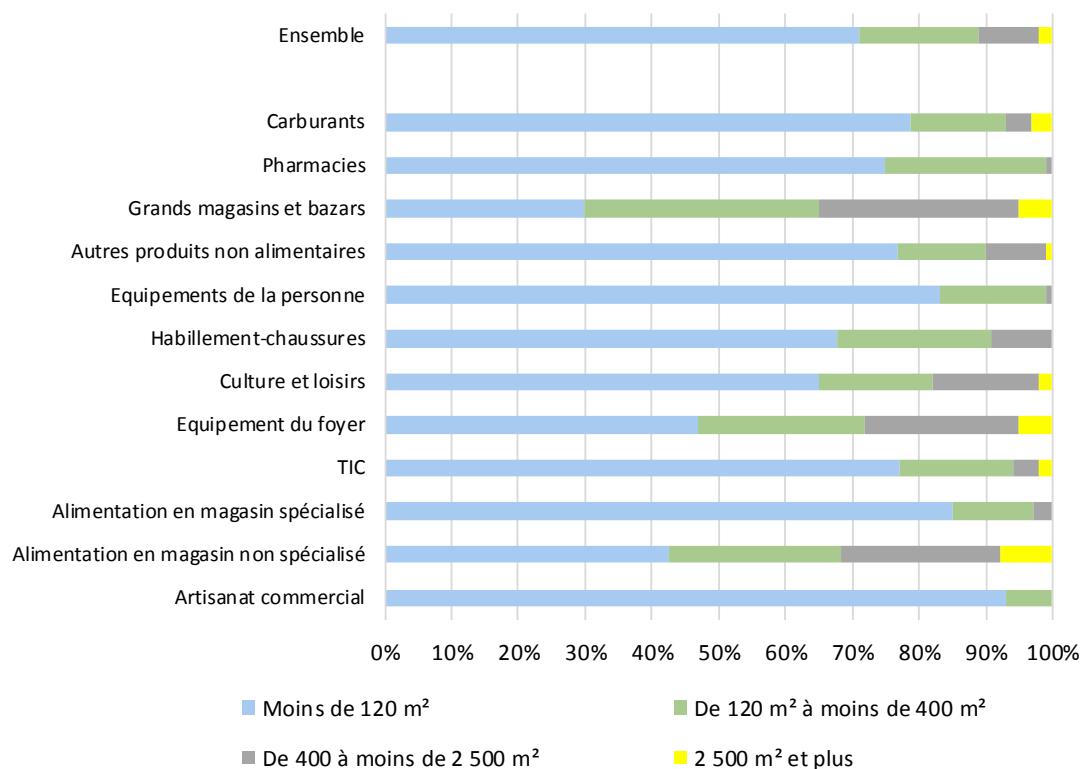
Note de lecture : en 2017, 28,4 % des magasins du secteur de l'équipement du foyer sont des magasins de 400 m² ou plus, contre 30,4 % en 2016.
Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2016 et 2017

Tableau 6 : Répartition des magasins par taille et secteur d'activité en 2017 (en %)

	Magasin de moins de 400 m ²	Magasin de 400 m ² ou plus
Artisanat commercial	13,7	0,3
Alimentation en magasin non spécialisé	6,9	26,7
Alimentation en magasin spécialisé	13,9	3,1
TIC	1,4	0,8
Équipement du foyer	7,8	25,5
Culture et loisirs	5,2	9,0
Habillement-chaussures	17,5	15,0
Équipement de la personne	9,2	0,5
Autres produits non alimentaires	13,4	13,2
Grands magasins et bazars	1,0	4,4
Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques	9,1	0,8
Carburants	1,0	0,7
Ensemble du commerce de détail (y compris artisanat commercial)	100	100

Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2017

Graphique 8 : Répartition des magasins selon leur surface par secteur dans le commerce de détail en 2017 (en %)



Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2017

Tableau 7 : Répartition des entreprises dans le commerce de détail selon leur nombre de magasins (en %)

	1 magasin	2 à 9 magasins	10 magasins et plus	Ensemble des magasins
Artisanat commercial	13,9	15,4	2,4	14,0
Aliment en magasin non spécialisé	9,2	3,6	11,1	8,8
Alimentation en magasin spécialisé	14,3	12,5	5,9	14,2
TIC	1,4	0,9	4,1	1,4
Equipement du foyer	9,4	11,5	11,0	9,6
Culture et loisirs	5,9	3,7	3,8	5,7
Habillement-chaussures	11,7	22,1	35,3	12,4
Equipements de la personne	7,4	8,9	8,8	7,5
Autres produits non alimentaires	14,5	13,8	11,6	14,5
Grands magasins et bazars	1,0	3,4	3,3	1,2
Pharmacies	10,4	3,4	1,2	9,9
Carburants	0,9	0,8	1,4	0,9
Commerce de détail	100	100	100	100

Note de lecture : Parmi les entreprises possédant au moins 10 magasins dans le commerce de détail, 35,3 % se situent dans le secteur de l'habillement-chaussures

Source : Insee - Enquête sectorielle annuelle sur le commerce en 2017

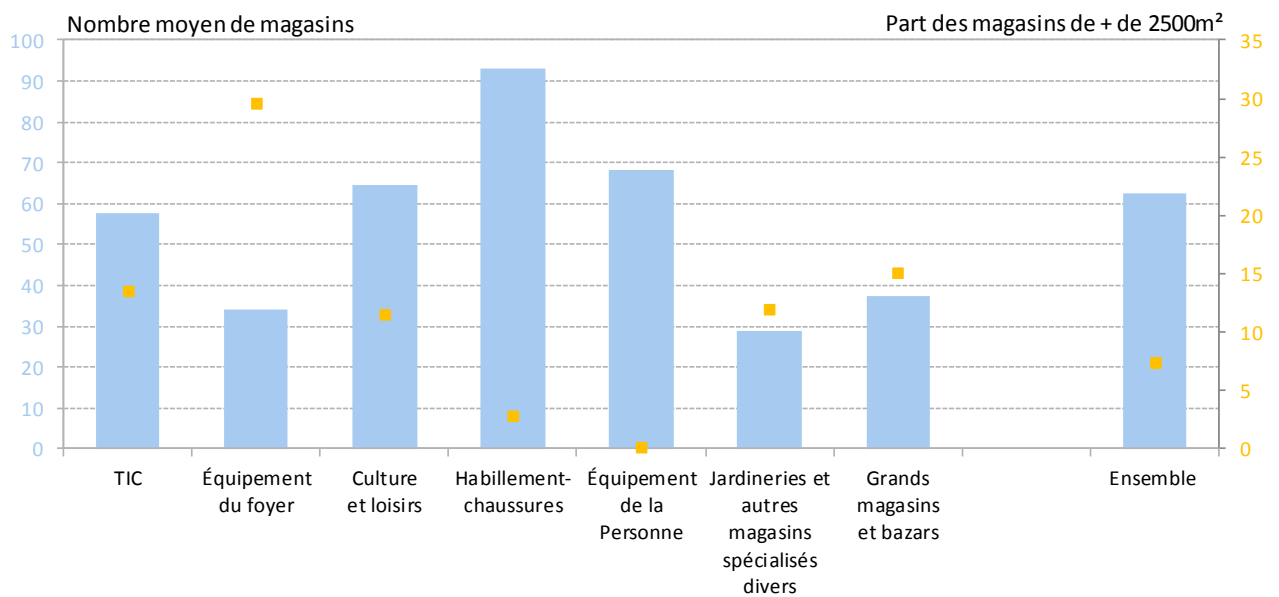
2.3 - L'équipement commercial dans le grand commerce non alimentaire

En 2017, une société du grand commerce non alimentaire compte, en moyenne, 63 magasins. Ces sociétés disposent de réseaux de magasins plus vastes lorsqu'elles sont spécialisées dans l'habillement-chaussure (93 magasins par entreprise) ou l'équipement du foyer (68 magasins par entreprise).

13 % des sociétés du grand commerce, hors vente à distance, ne possèdent qu'un seul magasin. Plus de 90 % des sociétés comprennent au moins dix magasins dans l'équipement de la personne, l'habillement-chaussure et l'information-communication (TIC).

Hors vente à distance, les surfaces de 400 à 2 500 m² puis celles d'au moins 2 500 m² représentent respectivement 26 % et 7 % des magasins du grand commerce en 2017. La proportion des très grandes surfaces (au moins 2 500 m²) atteint 30 % dans l'équipement du foyer. Par ailleurs hors vente à distance, 36 % des superficies des magasins du grand commerce se situent dans l'équipement du foyer et 33 % dans l'habillement chaussure.

Graphique 9 : Nombre moyen de magasins par société et part des très grandes surfaces dans le grand commerce en 2017

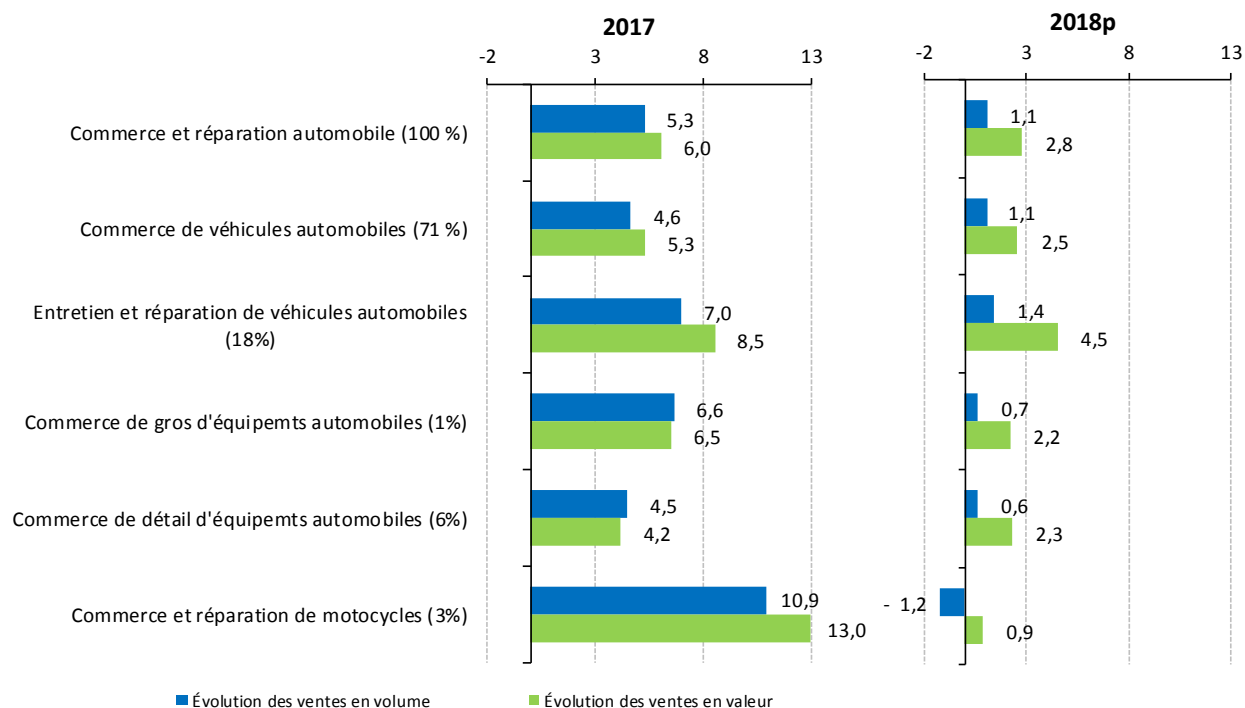


Note de lecture : En 2017, les sociétés de l'habillement-chaussure comptent en moyenne 93 magasins. 3 % des magasins de ce secteur ont une surface supérieure à 2 500 m² (échelle de droite)

Source : Insee - Esane et Comptes du Commerce

3 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

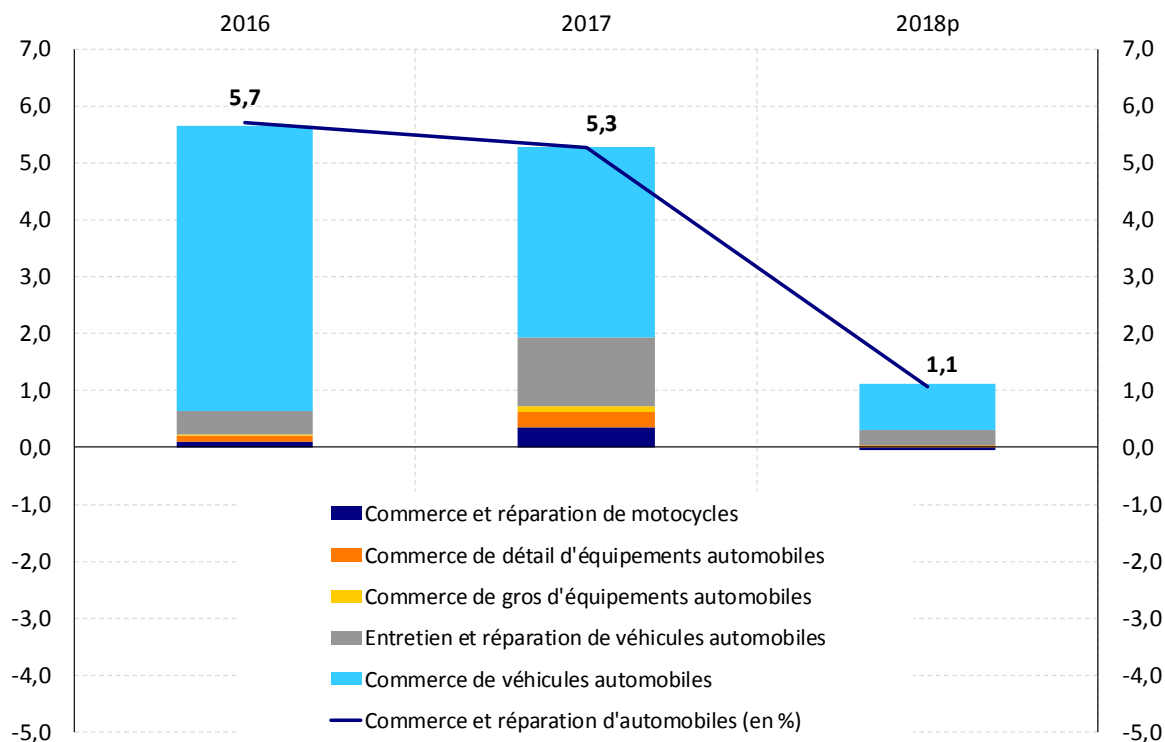
Graphique 10 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, évolutions en 2017 et 2018 (en %)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Graphique 11 : Ventes du commerce et de la réparation d'automobiles, contributions à l'évolution en volume (en points)



(p) provisoire

Source : Insee - Comptes du commerce

Tableau 8 : Ventes du commerce et de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles T.T.C.

Activités	Évolution en volume (en %)			Évolution en valeur (en %)			Montant 2018p	
	2016	2017	2018p	2016	2017	2018p	en Md€	en %
Commerce de véhicules automobiles*	7,1	4,6	1,1	6,9	5,3	2,5	93,4	71,2
Entretien et réparation de véhicules automobiles	2,4	7,0	1,4	1,9	8,5	4,5	23,5	17,9
Commerce de gros d'équipements automobiles	0,6	6,6	0,7	0,0	6,5	2,2	1,9	1,4
Commerce de détail d'équipements automobiles	1,6	4,5	0,6	1,0	4,2	2,3	8,2	6,3
Commerce et réparation de motocycles	3,3	10,9	-1,2	4,0	13,0	0,9	4,3	3,2
ENSEMBLE COMMERCE ET RÉPARATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	5,7	5,3	1,1	5,4	6,0	2,8	131,3	100,0

Source : Insee - Comptes du commerce

* Cette rubrique comprend le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers et le commerce d'autres véhicules automobiles :

- le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers regroupe le commerce de gros et de détail de véhicules neufs ou usagés de véhicules automobiles pour le transport des personnes, y compris les véhicules spéciaux - tels qu'ambulances, minibus, etc - de 3,5 tonnes ou moins ainsi que les véhicules automobiles tout terrain de 3,5 tonnes ou moins comme les jeeps.

- le commerce d'autres véhicules automobiles regroupe le commerce de gros et de détail de véhicules neufs ou usagés de camions, remorques et semi-remorques, véhicules pour le camping tels que caravanes et autos-caravanes (camping-cars) ainsi que les véhicules automobiles tout terrain de plus de 3,5 tonnes.

p : provisoire

Encadré 4 : Révisions des ventes au détail du commerce et réparation automobile

Le calcul des ventes au détail par forme de vente s'appuie sur la réconciliation de deux sources : la consommation commercialisable des ménages et les chiffres d'affaires des secteurs commerciaux. Celles-ci sont donc sensibles aux révisions de la consommation commercialisable d'une part, et aux changements de secteur des entreprises d'une année à l'autre, notamment lors des restructurations.

L'évolution des ventes au détail présentée sur l'année 2018 est provisoire. Elle est issue de la version provisoire de la consommation commercialisable et des évolutions d'indices de chiffres d'affaires mensuels par secteur d'activité calculés par l'Insee à partir des déclarations des entreprises pour le paiement de la TVA.

Les résultats de l'année 2017, définitifs, sont basés sur la version définitive de la consommation commercialisable et sur l'exploitation du système d'information sur la statistique d'entreprise Esane.

Évolution des ventes du commerce et de la réparation d'automobiles (données provisoires et révisées)

Dates de publication des rapports	En volume					En valeur					
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018	
base 2014	décembre 2019	- 0,4	+ 3,8	+ 5,7	+ 5,3 (def)	+ 1,1 (p)	+ 1,0	+ 4,5	+ 5,4	+ 6,0 (def)	+ 2,8 (p)
	juin 2019	- 0,4	+ 3,8	+ 5,7 (def)	+ 5,3 (sd)	+ 1,1 (p)	+ 1,0	+ 4,5	+ 5,4 (def)	+ 6,0 (sd)	+ 2,9 (p)
	décembre 2018	- 0,4	+ 3,8	+ 5,7 (def)	+ 4,9 (p)		+ 1,0	+ 4,5	+ 5,5 (def)	+ 5,8 (p)	
	juin 2018	- 0,4	+ 3,8 (def)	+ 6,5 (sd)	+ 5,1 (p)		+ 1,0	+ 4,5 (def)	+ 6,3 (sd)	+ 5,9 (p)	
base 2010	décembre 2017	- 0,4	+ 3,5 (def)	+ 6,6 (p)			+ 1,0	+ 4,4 (def)	+ 6,5 (p)		
	juin 2017	- 0,4	+ 3,8 (sd)	+ 6,7 (p)			+ 1,0	+ 4,6 (sd)	+ 6,5 (p)		
	décembre 2016	- 0,4	+ 3,8 (p)				+ 1,0	+ 4,7 (p)			
	juin 2016	+ 0,0 (sd)	+ 3,7 (p)				+ 1,4 (sd)	+ 4,6 (p)			
	décembre 2015	- 0,1 (p)					+ 1,4 (p)				
	juin 2015	+ 0,1 (p)					+ 1,6 (p)				

(def) données définitives (sd) données semi-définitives (p) données provisoires

4 - En 2017, les marges de commerce évoluent au même rythme que le chiffre d'affaires

La revente en l'état de marchandises est l'activité dominante des secteurs commerciaux. La marge commerciale mesure l'activité de négoce pur. Elle s'élève à 310,2 milliards d'euros en 2017. Cette marge progresse de 3,3 % en un an. Dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, elle augmente de 12,0 %. Elle s'accroît de 3,2 % pour le commerce de gros et de 1,8 % pour le commerce de détail. Le taux de marge (rapport entre la marge commerciale et les ventes de marchandises) est de 22,1 % en moyenne dans le commerce. Il est plus élevé dans le commerce de détail (29,5 %) que dans le commerce de gros (19,5 %) ou dans le commerce et la réparation d'automobiles (14,0 %).

La marge commerciale représente 76 % de la production totale pour l'ensemble du commerce. Cette part est plus élevée pour le commerce de détail (86 %) que pour le commerce de gros (71 %). Au sein du commerce de détail, cette marge représente plus de 90 % de la production pour les ventes de carburants en magasin spécialisé, les ventes sur éventaïres et marchés ainsi que dans le secteur autres commerces de détail en magasin spécialisé (chaussure, pharmacie, optique etc.). Cette part est moindre pour le commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé (70 %). Pour ce secteur, cette part plus faible peut s'expliquer par la présence de magasins effectuant à la fois de la revente et des prestations de services (réparation d'ordinateurs, de téléphone etc.). Pour le commerce de gros, la marge commerciale représente plus de 70 % de la production totale. Ce poids est un peu plus important dans le secteur des produits alimentaires, de boissons et de tabac (85 %) et dans celui des biens domestiques (83 %). Dans le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles, cette part est moins élevée (58 %) puisque la vente de service de réparation y est également développée.

En 2017, la valeur ajoutée dégagée par les secteurs commerciaux s'élève à 204 milliards d'euros soit 10 % de la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble de l'économie française. La valeur ajoutée représente 58 % de la production totale dans le commerce de détail et 53 % dans le commerce et la réparation d'automobiles. Cette part est plus faible pour le commerce de gros (43 %). Au sein du commerce de détail, cette part est plus faible pour le commerce hors magasins, éventaïres ou marchés. Ici, les consommations intermédiaires y sont plus conséquentes en raison, probablement, d'un recours plus important aux services de transport. Dans le commerce de gros, cette part est moindre pour les produits alimentaires, les boissons ou le tabac. Ces secteurs peuvent nécessiter de nombreuses consommations intermédiaires avec des moyens techniques importants (locaux adaptés pour la conservation, moyens de transport etc....).

Le taux de rentabilité permet de mesurer la capacité des entreprises à dégager un résultat à partir de leur activité. Il peut être calculé à partir du ratio excédent brut d'exploitation/chiffre d'affaires hors taxes. Pour les secteurs commerciaux, ce taux s'élève à 3,8 %. Ce ratio est plus élevé dans le commerce de détail (5,8 %) que dans le commerce de gros (3 %) ou le commerce et la réparation automobile (2,3 %). Cette différence est le fait de charges de personnel plus faibles dans le commerce de détail : elles y représentent 63 % de la valeur ajoutée contre 74 % pour le commerce et la réparation automobile et 66 % pour les commerce de gros. Au sein du commerce de détail, le taux de rentabilité atteint 20,4 % dans l'alimentaire en magasin spécialisé. Pour ce dernier, les charges de personnel représentent, en général, une part assez faible de la valeur ajoutée.

Tableau 9 : Compte des secteurs commerciaux (hors artisanat commercial) en 2017

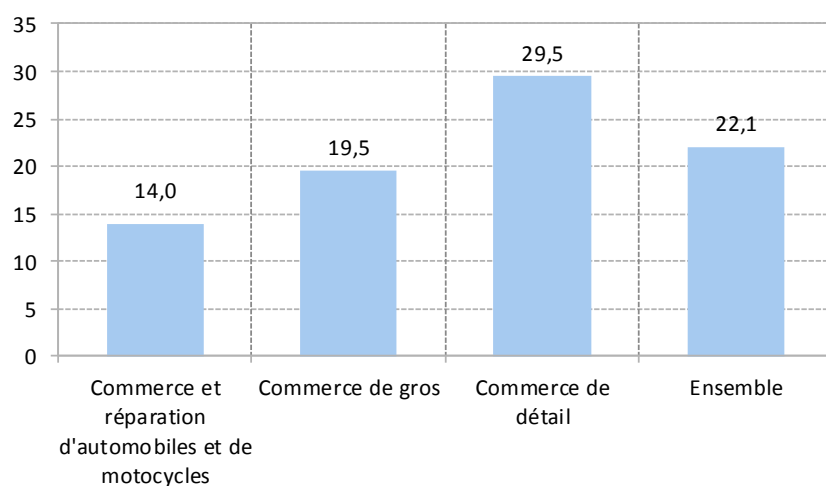
En milliards d'euros

	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Commerce de gros	Commerce de détail	Ensemble
COMPTE DE PRODUCTION				
Chiffre d'affaires hors TVA	195,5	831,0	477,7	1504,2
Ventes de marchandises	177,7	771,3	456,8	1405,7
- Coût d'achat des marchandises	152,9	620,5	322,1	1095,5
= Marge commerciale (au prix de base)	24,8	150,8	134,7	310,2
+ Production vendue de biens et services	17,8	59,7	20,9	98,4
+ Production stockée et immobilisée	0,1	1,5	0,2	1,8
= Production totale au prix de base	42,8	211,9	155,8	410,5
- Consommations intermédiaires	20,3	120,1	65,7	206,1
= Valeur ajoutée au prix de base	22,5	91,8	90,1	204,4
COMPTE D'EXPLOITATION				
Valeur ajoutée	22,5	91,8	90,1	204,4
+ Subventions d'exploitation	0,2	0,4	0,4	1,0
- Frais de personnel	16,7	60,8	56,5	134,0
- Impôts et taxes sur la production	1,4	6,3	6,3	14,1
= Excédent brut d'exploitation	4,5	25,1	27,7	57,3
ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT				
Excédent brut d'exploitation	4,5	25,1	27,7	57,3
+ Autres produits d'exploitation et financiers	0,7	20,0	3,2	23,8
- Autres charges d'exploitation et financières	0,9	8,5	3,8	13,1
= Profit brut courant avant impôt	4,3	36,6	27,1	68,0

Source : Insee, Esane, comptes du commerce

Graphique 12 : Taux de marge commerciale³⁴ par secteur

En %



Source : Insee, Esane, comptes du commerce

³⁴ Rapport entre la marge commerciale et les ventes de marchandises, appelé taux de marque en comptabilité d'entreprise

CHAPITRE III : OPÉRATIONS INTERNATIONALES

1 - La croissance du commerce mondial ralentit en 2018 mais reste dynamique

Après la forte expansion du commerce mondial en 2017 (+ 4,6 % en volume), les échanges mondiaux ralentissent en 2018 (+ 3,0 %, source : OMC). La montée des menaces protectionnistes a pesé sur la dynamique du commerce mondial de marchandises à partir de la fin de l'année 2018. Néanmoins, l'évolution annuelle de 2018 est restée supérieure à celle de la plupart des années précédentes caractérisées par une croissance atténuée depuis la crise de 2009. Aussi, la demande mondiale adressée à la France demeure soutenue en 2018 avec une progression de 3,5 %, après + 5,0 % en 2017 (source DG-Trésor).

Dans ce contexte, les échanges français restent dynamiques malgré un ralentissement. La bonne tenue des échanges semble profiter davantage aux exportateurs relevant du secteur du commerce, avec une croissance de leurs exportations deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des secteurs (respectivement + 8,6 % et + 4,5 % en valeur). Côté importations, la progression en valeur de celles relevant des opérateurs du commerce (+ 3,5 %) est en ligne avec celle de l'ensemble des secteurs (+ 3,3 %).

En 2018, les exportations des opérateurs du secteur du commerce s'établissent à 138,5 milliards d'euros. Le dynamisme de leurs exportations est porté par les ventes de véhicules automobiles, de textile/habillement/cuir, de produits chimiques, pharmaceutiques et agricoles. Les exportations des sociétés commerciales ont progressé vers l'ensemble des zones, mais l'UE, qui représente plus des deux tiers des débouchés des entreprises commerciales implantées en France, reste le premier contributeur à cette croissance.

Les importations des opérateurs du secteur du commerce s'établissent, quant à elles, à 272,2 milliards d'euros en 2018. Leur hausse par rapport à 2017 est soutenue par les achats de véhicules automobiles, de machines et de pétrole raffiné. En revanche, les importations de produits informatiques et pharmaceutiques se contractent. Les importations de ces opérateurs augmentent en provenance de toutes les zones à l'exception de l'Amérique. Elles sont particulièrement dynamiques pour celles en provenance du Proche et Moyen-Orient et de l'Europe hors UE, en lien avec les produits énergétiques.

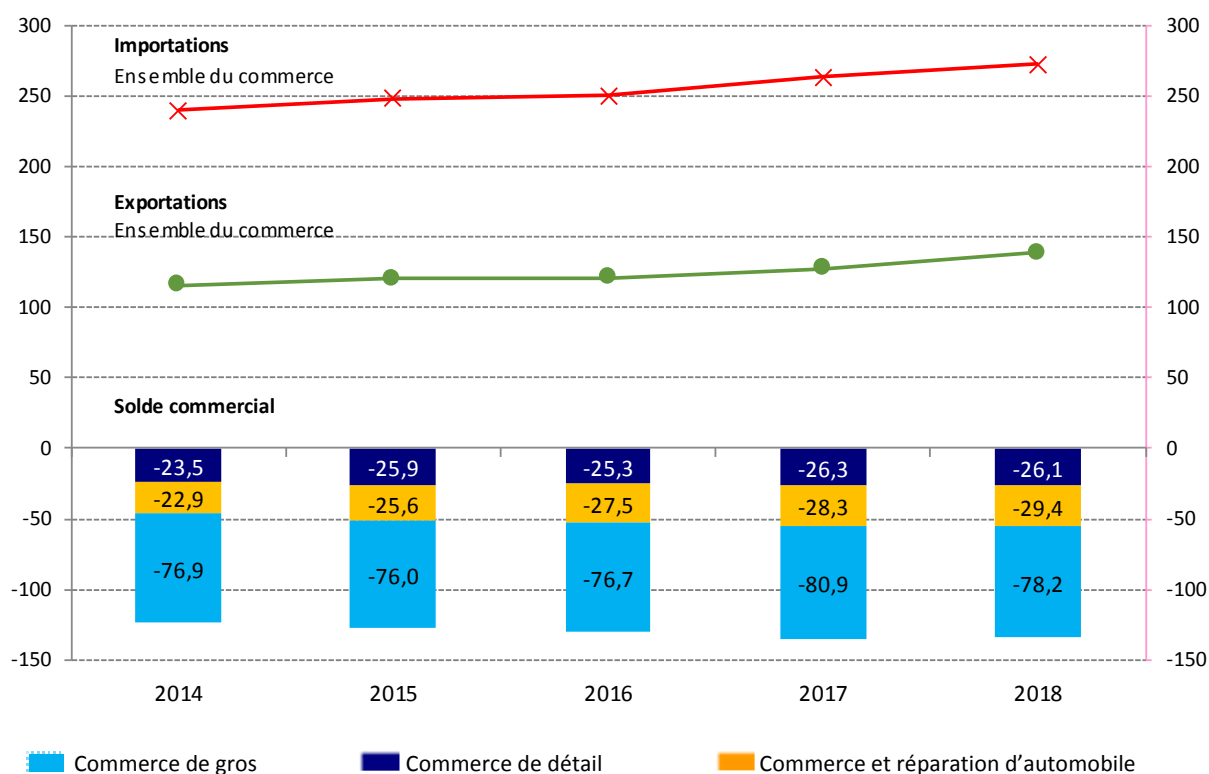
Ainsi, en 2018, le déficit extérieur du secteur du commerce s'établit à 133,7 milliards d'euros. Le solde du commerce extérieur pour ces opérateurs s'inscrit en très légère amélioration (-135,5 milliards d'euros en 2017), à l'instar du solde commercial tous secteurs confondus. Cette amélioration est portée par le commerce de gros (+ 2,7 milliards). A l'inverse, le solde du commerce et de la réparation d'automobiles se détériore (- 1,1 milliard), celui du commerce de détail évolue peu (+ 0,1 milliard).

Tableau 1 : Évolution des échanges de biens de la France et du secteur du commerce (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations (évolution en %)						
Ensemble du commerce extérieur	0,0	4,3	-0,7	4,7	4,5	484,4
dont : secteur commerce	0,7	4,0	0,0	5,8	8,6	138,5
Importations (évolution en %)						
Ensemble du commerce extérieur	-0,5	1,1	0,0	7,0	3,3	562,4
dont : secteur commerce	2,4	3,7	0,8	5,2	3,5	272,2
Déficit commercial (en mds d'€)						
Ensemble du commerce extérieur	75,9	63,0	66,2	81,0	78,1	
dont : secteur commerce	123,3	127,5	129,5	135,5	133,7	

Source : DGDDI

Graphique 1 : Évolution des échanges du secteur du commerce (en Mds d'€)



Source : DGDDI

De façon structurelle, l'évolution des échanges des opérateurs du commerce est majoritairement dictée par le commerce de gros, qui représente près de 90 % des ventes et 75 % des achats du secteur.

En 2018, les exportations du commerce de gros progressent vivement, de + 7,9 %, après + 4,6 % en 2017. Celles des deux autres sous-secteurs sont encore plus marquées : + 15,8 % pour le commerce et la réparation d'automobiles et + 11,3 % pour le commerce de détail. Malgré leur faible poids, ils contribuent aussi à la reprise des livraisons de marchandises du secteur du commerce.

Les importations du commerce de gros poursuivent leur croissance en 2018 mais à un rythme ralenti (+ 3,1 % après + 5,0 % en 2017), freinant la croissance des achats des opérateurs commerciaux. Les importations des autres opérateurs du commerce connaissent également une croissance moindre tandis que celles relevant du secteur du commerce et la réparation d'automobiles restent sur un rythme soutenu (+ 6,5 %, après + 6,6 % en 2017).

Tableau 2 : Évolution des échanges du commerce par sous-secteurs (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce	0,7	4,0	0,0	5,8	8,6	138,5
dont : commerce et réparation d'automobiles	6,0	7,1	5,8	22,6	15,8	9,1
dont : commerce de gros	-0,1	3,9	-0,4	4,6	7,9	119,8
dont : commerce de détail	9,8	3,5	1,8	8,7	11,3	9,6
Importations						
Ensemble du secteur du commerce	2,4	3,7	0,8	5,2	3,5	272,2
dont : commerce et réparation d'automobiles	4,0	10,8	7,2	6,6	6,5	38,5
dont : commerce de gros	1,3	1,7	0,2	5,0	3,1	198,0
dont : commerce de détail	7,6	8,5	-1,5	5,1	2,4	35,7

Source : DGDDI

1.1 - La progression des échanges du commerce de gros est centrée sur les produits manufacturés

En 2018, les exportations des grossistes se sont accrues de + 7,9 %, après + 4,6 % en 2017. Tous les produits participent à cette croissance, notamment les équipements mécaniques, le matériel électrique, électronique et informatique. Les exportations vers les pays tiers sont particulièrement dynamiques (+ 12,1 %) mais celles vers l'Union européenne sont également vives (+ 5,8 %).

Dans le même temps, les importations des opérateurs du commerce de gros ont ralenti (+ 3,1 % après + 5,1 %). Elles progressent pour la plupart des produits, à l'exception notable des produits pharmaceutiques, et dans une moindre mesure, des matériels de transport. La poursuite de la hausse des achats de produits énergétiques s'explique à la fois par la remontée des cours du Brent mais également par le ralentissement de l'activité de raffinage en France en 2018. La hausse des importations est essentiellement portée par l'UE qui représente plus de la moitié des achats du secteur, ainsi que par les zones fournisseuses de pétrole raffiné.

Tableau 3 : Évolution des échanges du commerce de gros par produits (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	-0,1	3,9	-0,4	4,6	7,9	119,3
AZ - Produits agricoles	-13,1	6,2	-9,9	-3,9	9,3	11,4
C1 - Produits des industries agroalimentaires	-4,7	0,3	-5,4	9,1	4,6	15,5
DE - Hydrocarbures naturels	7,7	-10,9	-8,2	22,9	9,1	1,6
C2 - Produits pétroliers raffinés	-5,0	-33,8	-16,3	18,0	56,7	2,6
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	2,5	7,5	3,9	4,8	5,6	25,6
C4 - Matériel de transport	-0,9	19,2	3,5	21,1	4,0	4,7
C5 - Autres produits industriels	3,9	4,4	1,8	3,2	8,4	57,9
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	1,2	11,7	8,5	3,0	9,1	12,4
CC - Bois, papier et imprimerie	11,4	-5,2	-0,9	4,1	5,1	1,5
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	6,9	-1,0	-0,7	9,9	5,7	18,8
CF - Produits pharmaceutiques	3,3	1,6	2,6	-15,8	11,8	9,5
CG - Produits en caoutchouc et plastiques	6,4	5,1	3,7	4,3	9,3	2,4
CH - Produits métallurgiques et métalliques	-3,0	16,9	-11,1	18,6	8,5	6,4
CM - Produits manufacturés divers	4,6	5,4	8,6	4,1	10,7	6,9
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	1,4	1,7	0,2	5,1	3,1	197,2
AZ - Produits agricoles	-1,7	8,2	5,5	6,8	2,6	8,7
C1 - Produits des industries agroalimentaires	-0,8	5,5	3,8	3,6	2,1	21,8
DE - Hydrocarbures naturels	6,8	-44,9	-51,0	53,6	0,9	1,8
C2 - Produits pétroliers raffinés	2,9	-32,7	-16,4	7,3	25,7	10,8
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	-1,3	5,7	3,0	5,0	2,4	56,2
C4 - Matériel de transport	-0,9	23,4	-1,6	-9,7	-2,5	5,4
C5 - Autres produits industriels	3,5	5,2	0,7	5,5	2,2	92,6
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	7,5	8,0	1,4	2,5	2,4	15,3
CC - Bois, papier et imprimerie	0,1	-0,7	-0,5	4,4	5,2	5,4
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	-3,7	2,7	-1,1	7,7	3,8	18,4
CF - Produits pharmaceutiques	10,7	6,6	-1,5	1,5	-4,4	16,8
CG - Produits en caoutchouc et plastiques	2,7	4,1	3,8	5,8	3,5	9,4
CH - Produits métallurgiques et métalliques	-1,4	3,8	-2,9	14,5	6,9	13,0
CM - Produits manufacturés divers	6,9	8,1	7,1	4,3	2,0	14,2

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.

Source : DGDDI

Tableau 4 : Évolution des échanges du commerce de gros par zone géographique (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	-0,1	3,9	-0,4	4,6	7,9	119,8
vers l'Union européenne	0,6	3,5	1,6	5,0	5,8	79,4
vers les pays tiers (hors UE)	-1,6	4,5	-4,3	3,8	12,1	40,4
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de gros	1,3	1,7	0,2	5,0	3,1	198,0
depuis l'Union européenne	-0,3	0,6	0,9	5,5	2,5	108,3
depuis les pays tiers (hors UE)	3,3	3,0	-0,7	4,4	4,0	89,7

Source : DGDDI

Encadré 1 : Les opérateurs à l'exportation et à l'importation du secteur du commerce

En 2018, 45 000 opérateurs relevant du secteur du commerce ont déclaré avoir exporté au moins un bien depuis la France au cours de l'année pour un montant total d'exportations de 138 milliards d'euros.

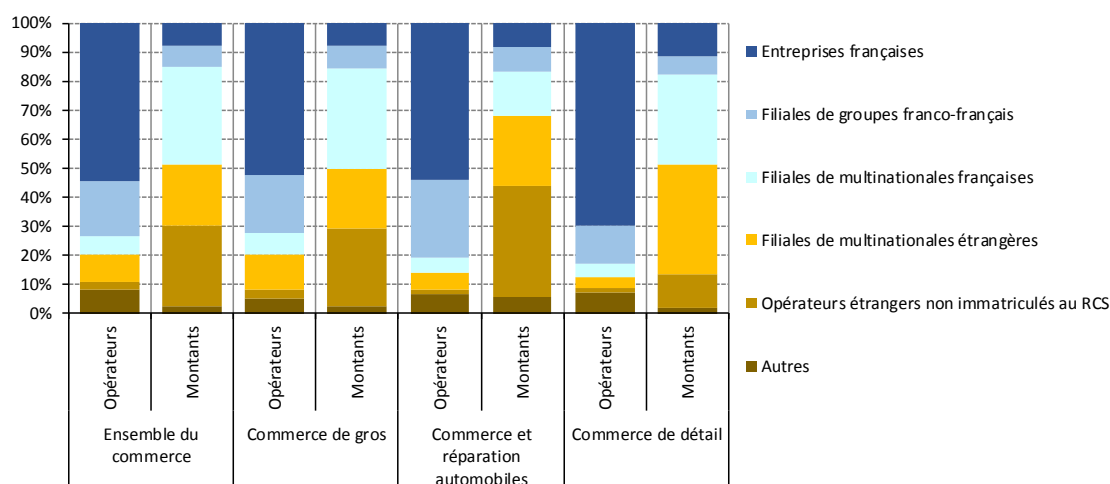
Ils sont un peu plus de 30 000 dans le commerce de gros, près de 11 000 dans le commerce de détail et environ 4 000 dans le commerce et la réparation d'automobiles. Les exportateurs du commerce de gros dominent les exportations : deux tiers des opérateurs pour 87 % des exportations, soit une moyenne de 4 millions d'euros d'exportations par opérateur. Mais ce montant moyen reste nettement plus faible que pour le secteur industriel (plus de 11 millions d'euros en moyenne par exportateur). Les exportateurs du commerce de détail qui représentent le quart des exportateurs sont, quant à eux, nettement moins concentrés avec un montant moyen d'exportations de 0,9 million par opérateur. Ceux du commerce et de la réparation d'automobiles se positionnent dans une situation intermédiaire avec un montant moyen de 2,4 millions d'euros.

Tous secteurs du commerce confondus, plus du quart de ces exportations sont réalisées par des entreprises étrangères non immatriculées au registre du commerce et des sociétés (RCS) et qui n'ont aucun établissement productif en France. Ces opérateurs sont pourtant très minoritaires en nombre (moins de 3 % des exportateurs) mais le montant moyen des exportations pour ces opérateurs est de 31,6 millions d'euros. Cette importance de quelques opérateurs étrangers non immatriculés se retrouve dans l'ensemble des sous-secteurs du commerce mais surtout dans le secteur automobile où ils représentent à eux seuls 46 % des montants des exportations, soit un montant moyen de plus de 74 millions d'euros.

Au-delà de ces opérateurs particuliers, les multinationales représentent également une part importante des exportations. Les exportateurs du commerce appartenant à des groupes multinationaux sont un peu plus de 7 000 (16 % des opérateurs du secteur du commerce) pour 76 milliards d'exportations (55 % des montants du secteur du commerce), soit un montant moyen de 10,5 millions par exportateur. Ils sont particulièrement nombreux dans le commerce de gros (près d'un opérateur sur quatre). Mais c'est dans le commerce de détail que leur poids est particulièrement important puisqu'ils ne représentent que 8 % des opérateurs pour plus des deux tiers des montants des exportations du secteur. Parmi ces multinationales, les groupes français sont majoritaires dans le commerce de gros où ils pèsent pour plus d'un tiers du montant des exportations, contre 20 % pour les multinationales étrangères. À l'inverse, ce sont les multinationales étrangères qui dominent dans le commerce de détail et le commerce et la réparation d'automobiles.

Au total, si l'on cumule opérateurs étrangers et multinationales françaises et étrangères, moins de 20 % des exportateurs du secteur du commerce représentent plus de 80 % du montant des exportations. L'essentiel des autres opérateurs sont des entreprises françaises indépendantes (25 000 unités) ou filiales de groupes franco-français (8 500 unités). Ils réalisent un montant moyen d'exportations de 0,7 million d'euros.

Répartition du nombre d'exportateurs et des montants exportés dans le secteur du commerce par catégorie d'opérateurs (en %)



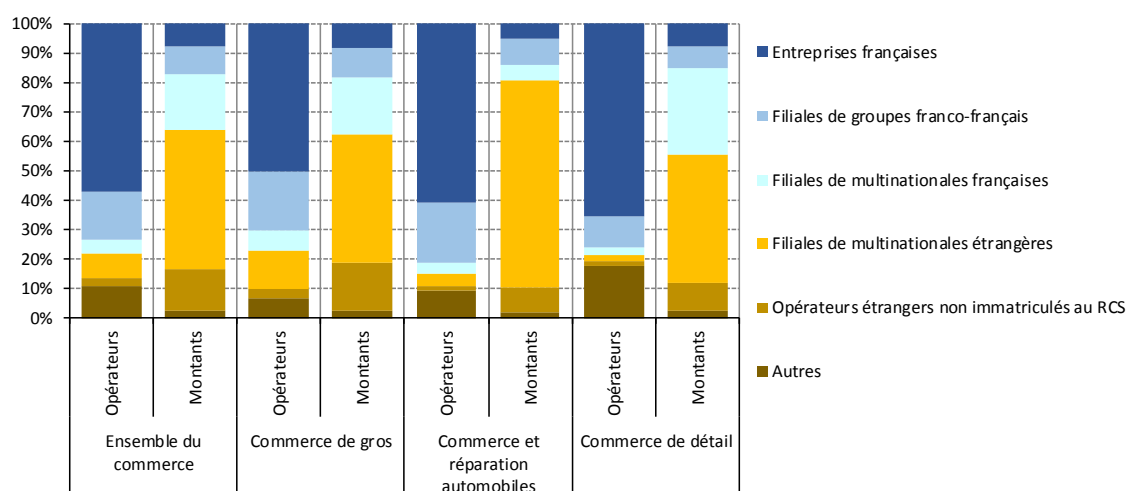
Source : DGDDI

Champ : Exportations de biens depuis la France en 2018 hors expéditions intracommunautaires en-dessous du seuil de déclaration statistique

Le nombre d'importateurs relevant du secteur du commerce s'établit, en 2018, à 59 000 pour un montant total de 272 milliards. La caractérisation de ces opérateurs est sensiblement la même que pour les exportateurs. Ils sont 34 000 dans le commerce de gros, contre 21 000 environ pour le commerce de détail, soit un poids du commerce de détail un peu plus important que pour les exportations. Ce rééquilibrage concerne également les montants des importations puisque le commerce de gros ne représente que 73 % des achats (contre 87 % des exportations).

La répartition par type d'opérateurs est très proche de celle des exportateurs : les opérateurs étrangers non immatriculés au RCS représentent moins de 3 % des importateurs, les multinationales 14 %, les autres opérateurs étant des entreprises ou des groupes franco-français. En ce qui concerne les montants, on retrouve également la même répartition que pour les exportations : 80 % pour les groupes étrangers et les multinationales, 20 % pour les entreprises et groupes français. En revanche, le poids des multinationales françaises est nettement moins important à l'import (19 %) qu'il ne l'est à l'export (33 %). *A contrario*, les multinationales étrangères et les opérateurs étrangers non immatriculés au RCS réalisent à eux seuls 61 % des importations du secteur du commerce (contre la moitié des exportations). Ce moindre poids des multinationales françaises dans les importations relativement aux exportations concerne tant le commerce de gros que le commerce et la réparation d'automobiles. Dans le commerce de détail, les multinationales françaises réalisent à la fois 30 % des importations et des exportations.

Répartition du nombre d'importateurs et des montants importés dans le secteur du commerce par catégorie d'opérateurs (en %)



Source : DGDDI

Champ : Importations de biens en France en 2018 hors introductions intracommunautaires en-dessous du seuil de déclaration statistique

1.2 - Des exportations du secteur du commerce et réparation d'automobiles de nouveau dynamiques

En 2018, les exportations des opérateurs du secteur du commerce et de la réparation automobile ont progressé de 15,8 %, après 22,6 % en 2017 (contre + 6,3 % en moyenne entre 2014 et 2016). Cette forte croissance s'explique par la reprise de la production industrielle. La nette prédominance des ventes d'automobiles vers les pays de l'UE (80 % des exportations du commerce automobile) en font la première contribution. Mais les exportations de produits en caoutchouc et plastiques retrouvent également un peu d'allant après deux années de recul.

Les importations de ce secteur sont, quant à elles, restées dynamiques (+ 6,5 % en 2018, sensiblement comme les deux années précédentes). Dans le sillage de la reprise de la production industrielle, les achats de produits en caoutchouc et plastiques sont très dynamiques en 2018 (+ 8 %). Mais c'est surtout la forte hausse des importations de véhicules automobiles en provenance de l'Union européenne, d'Asie et d'Afrique qui continue de tirer cette croissance.

Tableau 5 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par produits (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	6,0	7,1	5,8	22,6	15,8	9,1
dont : C4 - matériel de transport	9,3	6,2	12,5	30,7	19,8	7,1
dont : C29A - automobiles	15,6	4,6	16,7	44,5	25,2	5,7
dont : C29B- équipements pour automobile	-6,2	6,8	3,8	-0,2	1,4	1,2
dont : CG - produits en caoutchouc et plastiques	-4,6	5,2	-18,7	-5,2	3,3	0,9
Importations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	4,0	10,8	7,2	6,6	6,5	38,5
dont : C4 - matériel de transport	4,3	11,4	8,7	7,3	6,4	33,8
dont : C29A - automobiles	4,2	12,3	9,8	7,3	6,8	29,3
dont : C29B- équipements pour automobile	2,1	7,5	1,3	7,4	3,4	3,0
dont : CG - produits en caoutchouc et plastiques	-0,1	2,2	-8,6	0,2	8,0	1,7

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls les ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.
Source : DGDDI

Tableau 6 : Évolution des échanges du commerce et réparation d'automobiles par zone géographique (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	6,0	7,1	5,8	22,6	15,8	9,1
vers l'Union européenne	6,7	14,1	13,7	21,9	22,1	7,7
vers les pays tiers (hors UE)	4,3	-9,3	-17,9	25,7	-9,5	1,4
Importations						
Ensemble du secteur commerce et réparation d'automobiles	4,0	10,8	7,2	6,6	6,5	38,5
depuis l'Union européenne	3,9	10,9	5,9	2,3	5,6	30,2
depuis les pays tiers (hors UE)	4,9	9,9	13,5	26,7	10,1	8,3

Source : DGDDI

1.3 - Dynamisme des exportations dans le commerce de détail

En 2018, les exportations du secteur du commerce de détail restent très dynamiques (+ 11,3 %, après + 8,7 % en 2017), sous l'effet de la forte hausse des ventes de produits de luxe, notamment les articles de bijouterie et de joaillerie, d'habillement et de cuir.

Dans le même temps, les importations des opérateurs du commerce de détail ont ralenti (+ 2,4 % après + 5,1 % en 2017). Celles de produits informatiques maintiennent leur croissance au rythme de l'année précédente, tandis que la plupart des autres produits de consommation progressent plus lentement qu'en 2017.

Tableau 7 : Évolution des échanges du commerce de détail par produit (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	9,8	3,5	1,8	8,7	11,3	9,6
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	22,5	-0,9	-6,4	18,5	11,7	1,7
C5 - Autres produits industriels	9,0	8,3	7,0	5,8	6,9	6,1
<i>CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures</i>	4,1	4,7	20,1	2,9	4,3	3,5
<i>CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques</i>	15,1	16,0	-34,1	17,6	0,1	0,6
<i>CM - Produits manufacturés divers</i>	24,0	9,5	12,3	4,1	18,9	1,4
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	7,6	8,5	-1,5	5,1	2,4	35,7
C1 - Produits des industries agroalimentaires	4,7	5,7	-5,0	3,1	3,5	3,6
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	20,6	17,7	-16,7	11,0	1,6	5,7
C5 - Autres produits industriels	8,8	7,0	3,2	3,7	2,2	24,0
<i>CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures</i>	7,5	5,8	5,3	1,9	1,0	13,8
<i>CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques</i>	2,9	17,6	-1,9	5,2	4,8	1,3
<i>CG - Produits en caoutchouc et plastiques</i>	7,8	5,8	-1,6	9,1	2,8	1,5
<i>CH - Produits métallurgiques et métalliques</i>	14,2	14,2	-2,1	9,6	6,6	1,1
<i>CM - Produits manufacturés divers</i>	13,3	7,7	8,1	6,1	3,6	5,4

Note : Tous les produits échangés ne figurent pas dans ce tableau. Seuls ceux avec les montants les plus importants sont diffusés.

Source : DGDDI

Tableau 8 : Évolution des échanges du commerce de détail par zone géographique (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	Valeur 2018 (en Mds d'€)
Exportations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	9,8	3,5	1,8	8,7	11,3	9,6
vers l'Union européenne	14,9	3,1	0,8	8,5	11,1	6,5
vers les pays tiers (hors UE)	-0,3	4,2	4,1	9,0	11,8	3,0
Importations						
Ensemble du secteur du commerce de détail	7,6	8,5	-1,5	5,1	2,4	35,7
depuis l'Union européenne	4,9	7,6	-2,9	7,4	4,9	17,9
depuis les pays tiers (hors UE)	10,4	9,4	-0,3	3,0	0,0	17,8

Source : DGDDI

2 - La position nette du commerce progresse significativement en 2018

Fin 2018, les stocks d'investissements directs du commerce présentent une **position nette créditrice**³⁵ de 52 milliards d'euros³⁶ en valeur mixte³⁷, contre 46 milliards l'année précédente. **Cette progression de la position nette s'explique par une augmentation du stock d'investissements directs français à l'étranger du secteur du commerce.** Celui-ci progresse en effet de plus de 7 % en 2018, pour atteindre 98 milliards d'euros. De leur côté, les investissements directs étrangers dans le secteur français du commerce sont quasiment stables, à près de 46 milliards à fin 2018.

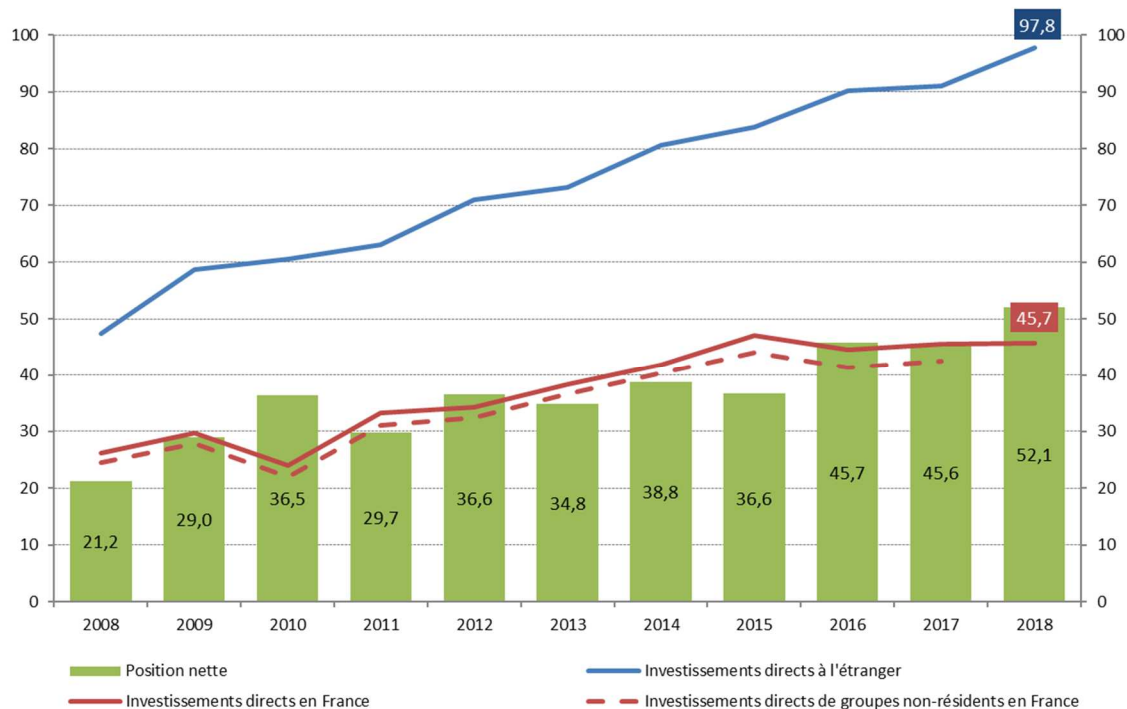
Sur moyenne période, après avoir connu des à-coups, la position extérieure nette du secteur du commerce en investissements directs a significativement augmenté depuis 2016. À fin 2018, elle représente près de 8 % de la position nette totale de la France en investissements directs (proche de 600 milliards d'euros).

³⁵ Égale à la différence entre investissements directs sortants et investissements directs entrants, la position nette en investissements directs étrangers (IDE) d'un pays est positive (créditrice) lorsque le pays est investisseur net à l'étranger, et négative (débitrice) quand le pays accueille plus d'IDE qu'il n'en effectue lui-même à l'étranger. Elle évolue d'une année sur l'autre en fonction des flux nets d'IDE enregistrés au cours de l'année, des fluctuations de change (se traduisant par la variation de la contre-valeur en euro des encours libellés en devises) et d'autres ajustements statistiques (effets de valorisation et autres changements de volume).

³⁶ Données agrégées conformes à celles du Rapport annuel de la balance des paiements et de la position extérieure de 2018, disponible sous la rubrique suivante : www.banque-france.fr > Statistiques > Balance des paiements et statistiques bancaires internationales > la balance des paiements et la position extérieure.

³⁷ En valeur mixte, les capitaux propres détenus dans des sociétés cotées sont valorisés en valeur de marché, tandis que les investissements dans les sociétés non cotées sont valorisés en valeur comptable. Tous les chiffres relatifs aux investissements directs dans ce rapport sont donnés en valeur mixte.

Graphique 2 : Stocks d'investissements directs du secteur du commerce depuis 2008 (en milliards d'euros)



Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

2.1 - L'essentiel de la position créditrice provient de la forte internationalisation du commerce du détail

Par rapport aux autres grands secteurs d'activité, le commerce se situe au quatrième rang pour la position nette en investissements directs à fin 2018. L'industrie possède la position nette créditrice la plus élevée (380 milliards), devant les activités financières et d'assurance (près de 145 milliards).

Tableau 9 : Position nette de la France en investissements directs par secteur d'activité³⁸

Secteurs	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	-0,1	0,0	-0,3	-0,4	-0,5
Industries (B à E)	323,0	364,8	375,3	348,0	380,2
Construction (F)	17,1	4,6	-0,3	-4,0	-4,5
Commerce ; réparation d'automobiles (G)	38,8	36,6	45,7	45,6	52,1
Transports et entreposages (H)	-0,2	-0,7	-1,2	-2,4	-3,6
Hébergement et restauration (I)	4,3	6,6	5,1	10,8	6,5
Information et communication (J)	55,2	57,7	54,2	49,1	54,0
Activités financières et d'assurance (K)	105,9	111,5	142,3	145,0	144,1
Activités immobilières (L)	-73,0	-70,1	-65,9	-71,9	-57,4
Autres services (M à S)	1,3	10,8	2,5	18,2	13,0
Non ventilé	17,1	11,6	2,2	2,2	12,5
Total (tous secteurs)	489,4	533,5	559,7	540,3	596,4

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

³⁸ La ventilation par activité économique est effectuée sur la base de la NAF rév. 2. Le secteur est celui de l'entité résidente, pour les investissements entrants comme sortants. Pour les investissements directs français à l'étranger, le secteur est donc celui de l'investisseur, tandis qu'il s'agit du secteur de l'entreprise investie pour les investissements directs étrangers en France. Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont reclassées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

La position nette créditrice du secteur du commerce provient principalement du commerce de détail en magasin non spécialisé. Cette activité concentre 85 % de la position créditrice totale du commerce, avec près de 45 milliards d’euros à fin 2018. Elle est le reflet de l’internationalisation de plusieurs grands groupes du secteur (Carrefour, Auchan, Casino). Le solde est également créditeur, mais dans une bien moindre mesure, pour le commerce de gros ainsi que pour le commerce et la réparation d’automobiles. Les investissements directs étrangers sont en revanche plus importants que les investissements français dans quelques segments, comme le commerce de gros d’équipements de l’information et de la communication.

Tableau 10 : Position nette de la France en investissements directs du commerce

Secteurs	2014	2015	2016	2017	2018
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	3,3	1,8	1,7	-1,5	1,9
dont Intermédiaires du commerce de gros	-2,7	-1,7	-2,0	-2,2	-1,6
dont CG de produits agricoles brut et animaux vivants	0,9	1,0	1,0	1,1	1,6
dont CG de produits alimentaires, boissons, tabac	2,6	1,9	1,4	2,1	2,1
dont CG de biens domestiques	3,7	2,9	3,7	1,0	3,2
dont CG d'équipements information et communication	-1,0	-1,7	-1,1	-1,5	-2,0
dont CG d'autres équipements industriels	-2,2	-1,8	-2,1	-2,4	-2,1
dont autres CG spécialisés	1,9	0,9	0,9	0,6	0,6
Commerce de détail	31,9	30,9	39,3	42,8	44,9
dont CD en magasin non spécialisé	34,7	34,3	42,3	44,6	44,4
dont CD non alimentaire en magasin spécialisé	-2,6	-3,2	-3,2	-2,3	0,1
Commerce et réparation d'automobiles	3,5	4,0	4,8	4,3	5,3
Total commerce	38,8	36,6	45,7	45,6	52,1

en Mds d'€

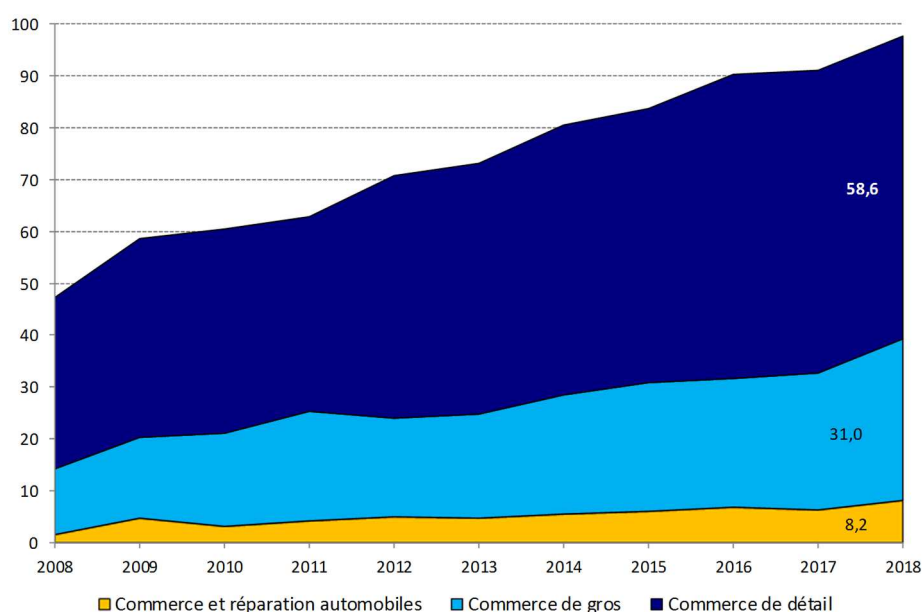
Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

2.2 - Sept groupes concentrent près de 70 % des investissements directs du secteur du commerce à l'étranger

L'essentiel des **investissements directs à l'étranger** du secteur du commerce provient de sept groupes : Carrefour, Auchan, Kering, Kingfisher (Castorama, Brico Dépôt), Casino, LVMH et Valeo.

Le commerce de détail porte l'essentiel des investissements directs à l'étranger, avec près de 59 milliards d'euros à fin 2018. Ces investissements sont surtout le fait des opérateurs du commerce de détail en magasin non spécialisé, qui représentent à eux seuls 49 milliards d'euros. Le commerce de gros détient 31 milliards d'euros de participations à l'étranger, et le commerce et la réparation d'automobiles 8 milliards.

Graphique 3 : Décomposition sectorielle du stock d'investissements des entreprises commerciales résidentes à l'étranger (en milliards d'euros)

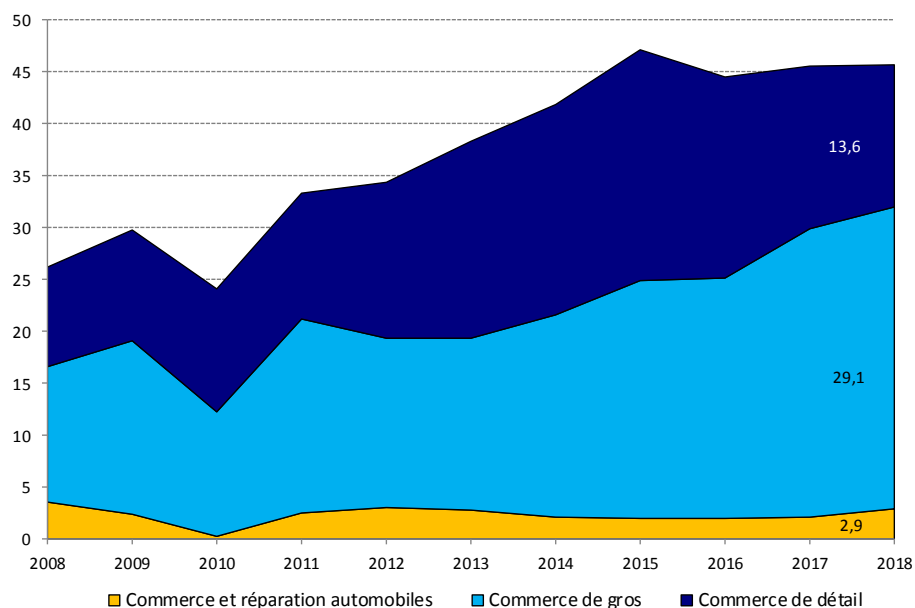


Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Les flux cumulés d'investissements directs des entreprises commerciales résidentes à l'étranger sont proches de 15 milliards d'euros sur les cinq dernières années, soit environ 5 % du total des investissements directs français à l'étranger sur cette période.

Les **investissements directs entrants** dans le secteur commercial français sont nettement moins concentrés que les investissements sortants. Quelques gros opérateurs résidents sont toutefois investis par des non-résidents, notamment Kingfisher France (Castorama, Brico dépôt), ou encore Volkswagen France. En outre, contrairement aux investissements français, les stocks d'investissements étrangers se portent davantage sur le commerce de gros (29 milliards à fin 2018) que sur le commerce de détail (14 milliards). Les détentions étrangères dans le commerce et la réparation d'automobiles sont quant à elles nettement plus faibles (3 milliards).

Graphique 4 : Décomposition sectorielle du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes (en milliards d'euros)



Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Les flux cumulés des investissements étrangers dans le secteur du commerce en France atteignent 6 milliards d'euros sur les cinq dernières années, concentrés dans le commerce de détail. Ils représentent environ 5 % des investissements directs étrangers en France depuis 2014, soit à peu près la même part du total que dans le cas des investissements sortants.

2.3 - Les pays de l'Union européenne sont les principaux partenaires du secteur commercial français

L'Union européenne est la principale destination immédiate³⁹ des investissements directs français à l'étranger. Avec 78 milliards d'euros fin 2018, elle concentre 80 % du total des investissements directs détenus à l'étranger par des entreprises commerciales résidentes. Les principaux pays d'accueil – qui sont pour partie des pays de transit – sont les **Pays-Bas**, suivis par la **Belgique**, le **Royaume-Uni** et l'**Allemagne**.

³⁹ Dans cette partie, la ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger ou étrangers en France est opérée en fonction du pays immédiat de destination ou de provenance des fonds, sans tenir compte de la localisation du destinataire final ou de l'investisseur ultime. Ainsi, lorsqu'une entreprise non résidente investit en France via le Luxembourg, l'investissement est attribué au Luxembourg et non au pays qui est à l'origine de l'investissement.

Tableau 11 : Ventilation géographique du stock d'investissements directs des entreprises commerciales françaises à l'étranger (pays de contrepartie immédiate)

en Mds d'€

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
Union européenne (à 28)	63,1	66,9	72,9	72,9	77,8
Zone euro (à 19)	51,2	53,3	60,2	59,4	63,0
Allemagne	4,6	5,7	6,9	8,5	8,8
Belgique	14,9	15,4	15,8	15,4	16,1
Espagne	6,1	6,2	6,5	4,9	5,3
Italie	1,8	1,7	1,7	2,1	2,7
Luxembourg	0,6	0,6	1,5	1,2	1,3
Pays-Bas	22,5	22,8	27,1	26,1	27,2
Autres pays de l'Union européenne	11,9	13,5	12,7	13,5	14,8
Pologne	2,1	2,8	2,5	2,3	2,5
République tchèque	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Roumanie	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Royaume-Uni	8,5	9,3	8,6	9,5	10,0
Reste du monde	17,5	16,9	17,3	18,1	20,0
Brésil	3,1	2,4	3,1	2,8	2,5
Chine et Hong-Kong	3,1	3,6	3,2	3,1	3,3
États-Unis	3,2	2,3	2,3	2,6	3,5
Japon	0,4	0,3	0,5	0,5	0,8
Russie	0,6	0,5	0,6	0,8	1,0
Suisse	0,2	1,1	0,8	0,7	1,4
Total	80,6	83,8	90,2	91,1	97,8

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

Les pays de l'**Union européenne** ont également un poids prépondérant dans les investissements directs étrangers en direction du secteur commercial résident français : avec 37 milliards d'euros, ces investissements représentent plus de 80 % du total des stocks à fin 2018. Les premiers pays de provenance immédiate sont les **Pays-Bas**, le **Luxembourg**, l'**Allemagne** et le **Royaume-Uni**.

Tableau 12 : Ventilation géographique du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes (pays de contrepartie immédiate)

en Mds d'€

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
Union européenne (à 28)	34,2	37,7	37,3	37,6	37,3
Zone euro (à 19)	29,3	32,9	31,7	28,1	29,4
Allemagne	6,1	6,0	5,2	5,6	6,6
Autriche	1,7	1,7	1,7	2,1	1,0
Belgique	2,5	2,6	2,4	2,7	3,5
Danemark	1,0	0,9	1,2	1,2	1,2
Espagne	0,4	1,1	1,2	1,1	1,0
Italie	1,6	1,9	2,0	2,1	2,3
Luxembourg	10,7	12,4	11,9	6,9	6,9
Pays-Bas	5,7	6,6	6,5	6,7	7,0
Autres pays de l'Union européenne	4,9	4,8	5,6	9,5	7,9
Royaume-Uni	3,7	3,7	4,2	8,3	6,5
Suède	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Reste du monde	7,6	9,4	7,2	7,9	8,4
Chine et Hong-Kong	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5
États-Unis	1,4	1,5	1,5	1,3	1,4
Japon	3,2	3,6	1,9	2,4	2,5
Suisse	1,4	2,5	2,4	2,0	2,3
Total	41,8	47,1	44,5	45,5	45,7

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

2.4 - L'origine ultime⁴⁰ des investissements directs étrangers se situe aussi aux États-Unis et au Japon

L'attribution des investissements directs au pays de la tête de groupe de l'investisseur modifie la hiérarchie des principaux pays investisseurs en France, par rapport au classement établi sur la base du pays de provenance immédiate des fonds investis. Les premiers pays investisseurs en France dans le secteur du commerce sont alors l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon. Au contraire, le poids des pays de transit – en particulier les Pays-Bas et le Luxembourg – diminue nettement.

Dans cette approche, la France est également présente parmi les investisseurs directs, avec un encours de 3 milliards d'euros fin 2017. Plusieurs groupes multinationaux français, tels que Carrefour, Auchan ou Casino, disposent en effet de réseaux internationaux de filiales – en particulier des sociétés holdings, localisées notamment aux Pays-Bas, au Luxembourg ou en Belgique – susceptibles de détenir des participations financières en France pour le compte du groupe.

Tableau 13 : Origine ultime du stock d'investissements directs étrangers dans les entreprises commerciales résidentes

en Mds d'€

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
France	1,6	1,4	3,0	3,1	3,0
Union européenne (à 27)	27,3	26,6	26,1	27,3	28,7
Zone euro (à 18)	18,2	19,0	18,2	19,0	20,2
Allemagne	5,6	6,0	7,1	7,2	7,4
Belgique	1,2	1,8	1,4	1,6	2,2
Danemark	0,9	0,8	0,8	1,1	1,1
Espagne	1,6	1,3	1,4	1,4	1,4
Italie	2,5	1,8	1,8	2,0	2,1
Luxembourg	3,9	3,9	1,8	2,1	2,1
Pays-Bas	0,9	2,1	1,0	0,9	1,3
Autres pays de l'Union européenne	9,1	7,7	8,0	8,3	8,5
Royaume-Uni	7,5	6,3	6,5	6,5	6,7
Reste du monde	9,3	13,8	18,0	14,1	13,8
Chine et Hong-Kong	0,2	0,5	0,8	0,4	0,6
États-Unis	1,5	3,3	7,4	6,2	4,8
Japon	4,0	4,0	4,6	3,0	3,4
Qatar	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0
Suisse	2,3	2,9	3,0	2,4	2,9
Total	38,3	41,8	47,1	44,5	45,5
<i>Total hors France</i>	<i>36,7</i>	<i>40,4</i>	<i>44,1</i>	<i>41,4</i>	<i>42,5</i>

Source : Banque de France, Direction des Enquêtes et Statistiques Sectorielles

3 - Les groupes étrangers réalisent un quart du chiffre d'affaires des sociétés commerciales

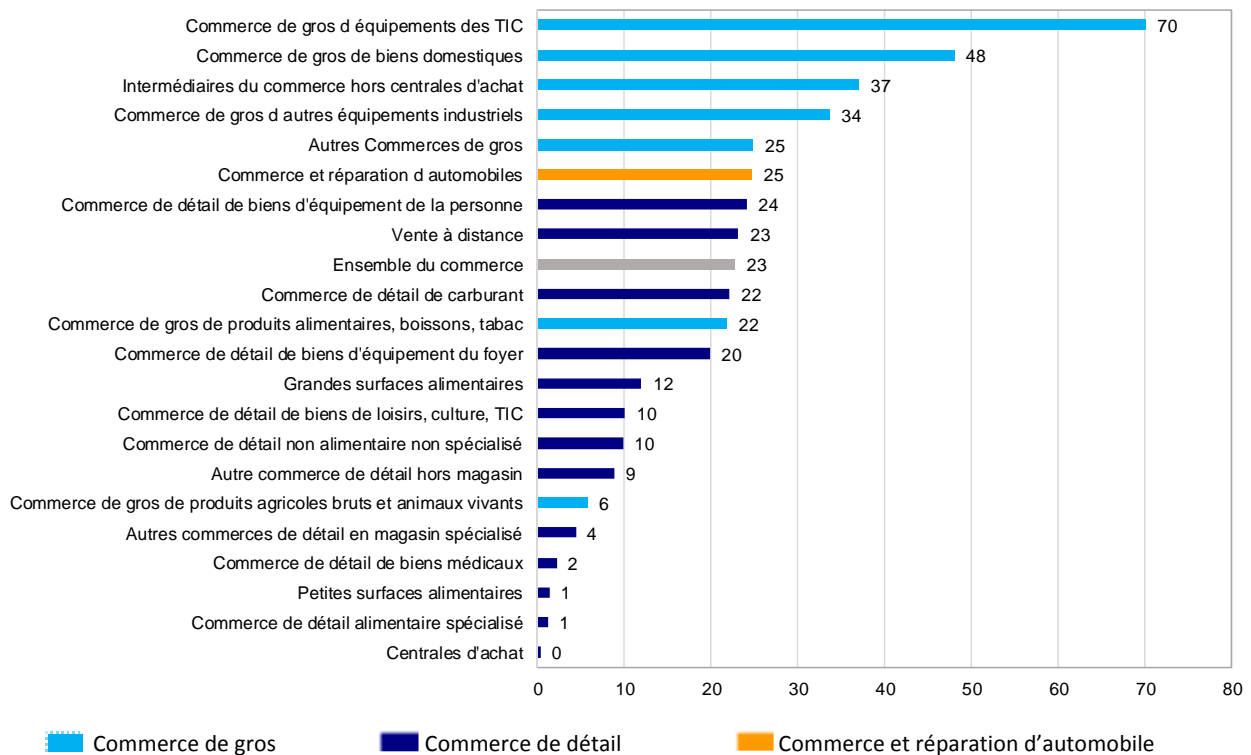
3.1 - La part des groupes étrangers est plus forte dans le commerce de gros

En 2017, les filiales commerciales résidentes contrôlées par des groupes étrangers réalisent un chiffre d'affaires de 340 milliards d'euros et emploient 516 000 salariés, soit 23 % du chiffre d'affaires et 17 % de l'emploi salarié de l'ensemble des opérateurs commerciaux intervenant sur le territoire français.

Dans le commerce de gros (hors intermédiaires), les filiales résidentes de groupes étrangers réalisent 32 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur en 2017. C'est dans ce secteur que la part des filiales de groupes étrangers est la plus importante. En effet, outre les filiales commerciales de sociétés étrangères, ce secteur inclut les filiales de commercialisation des opérateurs industriels distribuant leurs produits en France. Pour les mêmes raisons, les filiales de sociétés étrangères détiennent une place importante dans le commerce et la réparation d'automobiles (25 %). En revanche, la part des filiales de sociétés étrangères est plus faible dans le commerce de détail (13 %).

⁴⁰ La ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en France en fonction du pays de résidence de l'investisseur ultime repose sur la connaissance des liens financiers entre entreprises. Recommandée par l'OCDE, cette approche complémentaire fournit une analyse plus précise de l'origine géographique réelle des fonds investis dans les entreprises résidentes. Elle est calculée jusqu'en 2017, les informations nécessaires n'étant pas encore disponibles pour 2018. À l'inverse, il n'est pas possible pour l'instant d'établir de ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger selon les pays de destination ultime.

Graphique 5 : Part dans le secteur d'activité du chiffre d'affaires des filiales françaises de groupes étrangers en 2017 (en %)



Source : Insee-Lifi, Comptes du commerce

Au sein du commerce de gros, l'activité des filiales sous contrôle étranger est dominante dans l'équipement de l'information et de la communication (70 %) et dépasse le cinquième du chiffre d'affaires total dans les autres secteurs, à l'exception du commerce de gros de produits agricoles bruts où elle reste marginale (6 %).

Parmi les intermédiaires du commerce, la présence étrangère est très faible dans les centrales d'achats, mais importante au sein des autres intermédiaires (37 %).

Dans le commerce et la réparation d'automobiles, la part des filiales de groupes étrangers ne reflète pas complètement le poids des constructeurs automobiles étrangers dans la distribution d'automobiles en France. En effet, les concessionnaires automobiles en France distribuant des marques étrangères sont liés par contrat et non par des liens financiers avec les constructeurs automobiles étrangers ou leur filiale de commercialisation établie en France.

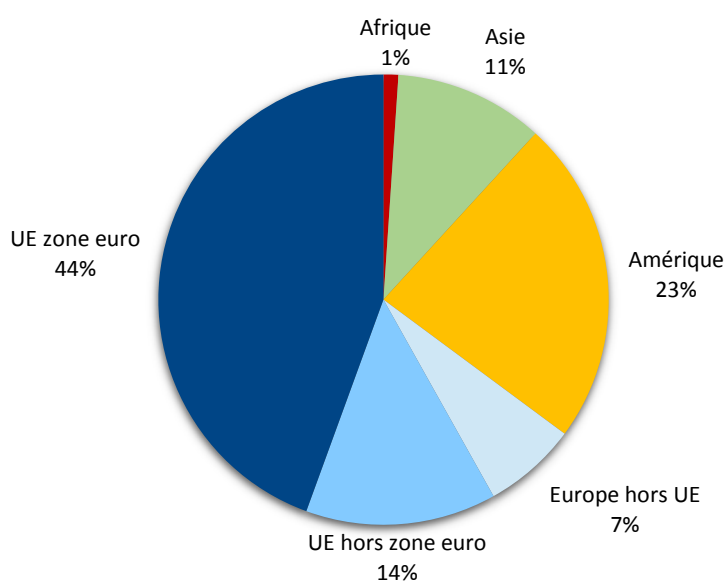
Dans le commerce de détail, le contrôle étranger est modeste. Les groupes étrangers sont surtout présents dans l'équipement de la personne (24 %), la vente à distance (23 %), la vente de carburant (22 %) et l'équipement du foyer (20 %). Ils sont quasiment absents, en revanche, du commerce de biens médicaux, du commerce alimentaire spécialisé et des petites surfaces alimentaires, secteurs dans lesquels le poids des unités légales indépendantes est prépondérant.

3.2 - Les groupes européens contrôlent les deux tiers de l'activité des filiales commerciales des groupes étrangers

Les groupes européens dominent nettement au sein des groupes étrangers ayant une activité commerciale en France. Leurs filiales réalisent en 2017 les deux tiers du chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales commerciales résidentes de groupes étrangers. Les groupes originaires de l'Union européenne (UE) réalisent 58 % de l'activité commerciale des groupes étrangers (44 % pour les groupes de la zone euro).

Les filiales commerciales de groupes non européens (un peu plus du tiers du chiffre d'affaires total) sont majoritairement contrôlées par des groupes situés sur le continent américain (23 %) et, dans une moindre mesure, en Asie (11 %). Le poids des groupes africains est très faible (1 %).

Graphique 6 : Répartition du chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par zone géographique d'origine du groupe en 2017 (en %)



Source : Insee-Lifi

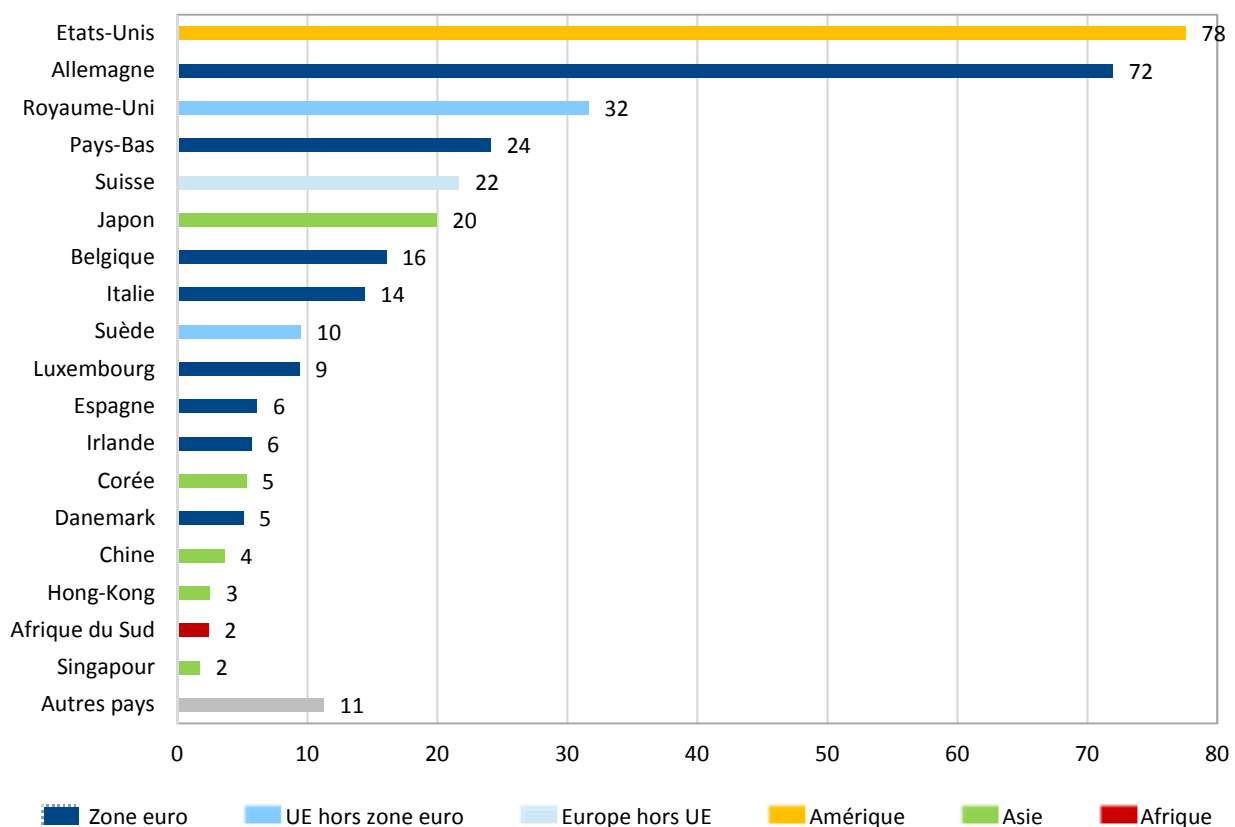
Note de lecture : 44 % du chiffre d'affaires des filiales commerciales en France de groupes étrangers a été réalisé par des filiales de groupes originaires de pays européens appartenant à la zone euro

Avec 78 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 23 % de l'activité des implantations commerciales en France de groupes étrangers, les États-Unis sont pour la première fois en 2017 le pays le plus présent. Leurs filiales exercent les neuf dixièmes de leur activité dans le commerce de gros, en particulier dans le commerce de gros de produits pharmaceutiques (McKesson corporation, Walgreen Boots Alliance, Merck, Johnson & Johnson, Bristol-Myers Squibb ou Pfizer) et d'ordinateurs (Hewlett-Packard, Tech data, Dell).

Les filiales commerciales des groupes allemands n'arrivent qu'en deuxième position en 2017 en totalisant un chiffre d'affaires de 72 milliards d'euros. Ces filiales se trouvent principalement dans le commerce de véhicules automobiles (Volkswagen, Porsche, Daimler) et les supermarchés (Lidl, Aldi).

Les filiales commerciales des groupes britanniques (32 milliards de chiffre d'affaires) sont notamment implantées dans la distribution de produits pétroliers (BP, EG group), dans les grandes surfaces de bricolage (Kingfisher avec les enseignes Castorama et Brico Dépôt) et la distribution de produits à base de tabac (Imperial brands).

Graphique 7 : Chiffre d'affaires des filiales commerciales des groupes étrangers par nationalité d'origine du groupe en 2017 (en Mds d'€)



Source : Insee-Lifi

Note de lecture : Les filiales commerciales en France de groupes des États-Unis ont réalisé un chiffre d'affaires de 78 milliards d'euros en 2017

DONNÉES DE CADRAGE : LE COMMERCE DANS L'ÉCONOMIE

Sauf mention contraire, l'artisanat commercial est compté avec le commerce

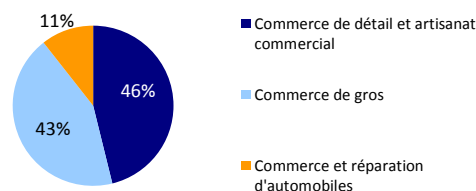
Valeur ajoutée en 2017

	en milliards d'euros	
	Commerce	Part dans l'économie (1)
Valeur ajoutée	212,1	10,4 %

(1) La part dans l'économie correspond ici à la part dans la valeur ajoutée totale (tous secteurs)

Source : Insee, comptes nationaux, comptes du commerce

Répartition de la valeur ajoutée du commerce en 2017



Chiffre d'affaires H.T. des secteurs commerciaux

	en milliards d'euros		
	2016	2017	2018p
Com. détail, artis. com.	482,3	493,7	511,9
Commerce de gros	801,8	831,0	868,3
Commerce, répar. auto.	184,0	195,5	204,9
Ensemble commerce	1 468,2	1 520,2	1 585,1

sd : semi-définitif p : provisoire

Source : Insee, comptes du commerce

Dans le tableau de synthèse ci-contre, l'activité est mesurée par le chiffre d'affaires hors taxe des secteurs définis par leur activité principale (APE). Dans le reste du rapport, on mesure l'activité par les ventes de marchandises (VM), excluant la plupart des services commerciaux. Pour le commerce de gros, il s'agit de VM hors taxes. Pour le commerce de détail et automobile, les VM sont présentées par type de magasin (formes de ventes), toutes taxes comprises et intègrent une partie des ventes de services (commissions) pour assurer la cohérence avec la consommation des ménages.

Emploi au 31/12 dans les secteurs du commerce

	en milliers		
Hors artisanat commercial	2016	2017	2018
Effectif salarié	3 109,2	3 138,5	3 160,6
Effectif non salarié	440,0	nd	nd

Source : Insee - estimations d'emploi

Taux de marge commerciale

(rapport entre la marge commerciale et les ventes de marchandises)

Hors artisanat commercial	2017
Commerce de détail	29,5%
Commerce de gros	19,5%
Commerce, répar. auto.	14,0%

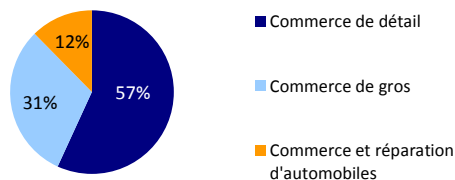
Source : Insee, comptes du commerce

Eff. salarié au 31/12 dans les secteurs du commerce

	2018	Part dans secteurs principalement marchands
	en milliers	
Hors artisanat commercial		
Commerce de détail	1 797,3	11,2%
Commerce de gros	972,3	6,0%
Commerce, répar. auto.	391,0	2,4%
Ensemble commerce	3 160,6	19,6%

Source : Insee - estimations d'emploi

Répartition de l'emploi salarié du commerce en 2018



Source : Insee - estimations d'emploi

Démographie des sociétés et entreprises individuelles en 2018

	Commerce	Ensemble de l'économie (*)	Part du commerce
Nombre de sociétés et entreprises individuelles (en milliers)	893,0	4 495,0	19,9%
Nombre de créations (en milliers)	101,0	591,0	17,1%
Nombre de créations hors micro-entrepreneurs (en milliers)	75,0	349,0	21,6%
Taux de création (en %)	11,3%	13,7%	///
Taux de création hors micro-entrepreneurs (en %)	8,4%	7,8%	///
Nombre de défaillances hors artisanat commercial (en milliers)	12,0	55,0	22,0%

(*) Ensemble des activités marchandes hors agriculture

Sources : Sirene, Banque de France

Les données présentées dans tout le rapport concernent les sociétés et entreprises individuelles des secteurs du commerce, et non les entreprises au sens de la loi de modernisation de l'économie. Elles portent sur la dernière année disponible dans les statistiques de l'Insee. Elles sont présentées dans la base 2014 des comptes nationaux et en nomenclature Naf rév.2

(p) = résultat provisoire, susceptible d'être révisé.

ANNEXE : PASSAGE ENTRE LES REGROUPEMENTS UTILISÉS DANS LES PUBLICATIONS SUR LE COMMERCE ET LES CODES DE LA NAF

COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES

Secteur dans les publications sur le commerce	Activité principale exercée (APE) : code(s) NAF
C.G. de produits agricoles bruts	Groupe 46.2
Céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail	4621Z
Autres produits	4622Z, 4623Z, 4624Z
C.G. de produits alimentaires, de boissons et de tabac	Groupe 46.3
Produits frais	4631Z, 4632A, 4632B, 4632C, 4633Z, 4638A
Boissons (alcoolisées ou non)	4634Z
Autres produits	4635Z, 4636Z, 4637Z, 4638B, 4639A, 4639B
C.G. de biens domestiques	Groupe 46.4
Produits pharmaceutiques	4646Z
Autres produits	4641Z, 4642Z, 4643Z, 4644Z, 4645Z, 4647Z, 4648Z, 4649Z
C.G. d'équipements de l'information et de la communication	Groupe 46.5
Ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels	4651Z
Composants et équipements électroniques et télécommunication	4652Z
C.G. d'autres équipements industriels	Groupe 46.6
Équipements de bureau	4665Z, 4666Z
Matériel électrique	4669A
Autres équipements	4661Z, 4662Z, 4663Z, 4664Z, 4669B, 4669C
Autres C.G. spécialisés	Groupe 46.7
Combustibles et produits annexes	4671Z
Produits pour l'installation de l'habitat et de la construction	4673A, 4673B, 4674A, 4674B
Autres produits	4672Z, 4675Z, 4676Z, 4677Z
C.G. non spécialisés	Groupe 46.9
Commerce de gros hors intermédiaires	Division 46 hors groupe 46.1
Intermédiaires du commerce	Groupe 46.1
<i>dont centrales d'achats</i>	4612A, 4617A, 4619A
Commerce de gros et intermédiaires	Division 46

COMMERCE DE DÉTAIL ET ARTISANAT COMMERCIAL

Secteur dans les publications sur le commerce	Activité principale exercée (APE) : code(s) NAF
ENSEMBLE DU COMMERCE EN MAGASIN	1071B, 1071C, 1071D, 1013B, et groupes 47.1 à 47.7
ENSEMBLE du commerce alimentaire en magasin	1071B, 1071C, 1071D, 1013B, et groupe 47.2
Alimentation spécialisée et artisanat commercial¹	
Boulangeries-pâtisseries	1071B, 1071C, 1071D
Boucheries-charcuteries	1013B, 4722Z
Autres magasins d'alimentation spécialisée	4721Z, 4723Z, 4724Z, 4725Z, 4726Z, 4729Z
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	4711A, 4711B, 4711C
Grandes surfaces d'alimentation générale	4711D, 4711E, 4711F
Supermarchés	4711D
Magasins multi-commerces	4711E
Hypermarchés	4711F
ENSEMBLE du commerce non alimentaire en magasin	4719A, 4719B
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	Groupes 47.3, 47.4, 47.5, 47.6, et 47.7
Magasins non alimentaires spécialisés	
Carburants	4730Z
Technologie de l'information et de la communication	4741Z, 4742Z, 4743Z
Equipement du foyer	4751Z, 4752A, 4752B, 4753Z, 4754Z, 4759A, 4759B
Culture, loisirs	4761Z, 4762Z, 4763Z, 4764Z, 4765Z
Autres commerce de détail en magasin spécialisé	Groupe 47.7
<i>Habillement-chaussures</i>	4771Z, 4772A
<i>Autres équip. de la personne</i>	4772B, 4775Z, 4777Z, 4778A
<i>Pharmacies, articles médicaux et orthopédiques</i>	4773Z, 4774Z
<i>Autres magasins spécialisés</i>	4776Z, 4778B, 4778C, 4779Z
ENSEMBLE DU COMMERCE HORS MAGASIN	Groupes 47.8 et 47.9
Commerce sur éventaire ou marché	4781Z, 4782Z, 4789Z
Ventes à distance et autres formes de commerce	4791A, 4791B, 4799A, 4799B
ENSEMBLE COMMERCE DE DETAIL ET ARTISANAT COMMERCIAL	1013B, 1071B, 1071C, 1071D et division 47
<i>dont : activités artisanales</i>	1013B, 1071B, 1071C, 1071D
<i>dont : commerce de détail hors pharmacies (incl act artisanales)</i>	1013B, 1071B, 1071C, 1071D, et division 47 hors 4773Z, 4774Z

COMMERCE ET RÉPARATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES

Secteur dans les publications sur le commerce	Activité principale exercée (APE) : code(s) NAF
Commerce de véhicules automobiles	4511Z, 4519Z
Entretien et réparation de véhicules automobiles	4520A, 4520B
Commerce de gros d'équipements automobiles	4531Z
Commerce de détail d'équipements automobiles	4532Z
Commerce et réparation de motocycles	4540Z
ENSEMBLE COMMERCE ET RÉPARATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	Division 45

ANNEXE : PASSAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DU COMMERCE ET DE LA RÉPARATION AUTOMOBILE À LA CONSOMMATION COMMERCIALISABLE DES MÉNAGES EN 2018

La consommation commercialisable est une partie de la consommation des ménages. Elle comprend les produits vendus aux ménages par le commerce et les activités de réparation associées. Sont donc exclus les dépenses d'eau, de gaz naturel et d'électricité, ainsi que les services consommés par les ménages tels que les transports, la location immobilière, les services financiers, les services récréatifs et de soins personnels, l'éducation, l'action sociale...

En milliards d'euros TTC

Formes de vente	a	b	c	d	e	f = a+b+c+d+e	g	h	i = f+g+h	j	k=i - j
	Commerce d'alimentation spécialisé et de petite surface (1)	Grandes surfaces d'alimentation générale	Commerce non alimentaire non spécialisé	Commerce non alimentaire spécialisé	Commerce hors magasin	Total commerce de détail et artisanat	Commerce et réparation automobile	Ventes au détail des autres secteurs (2)	Total des ventes au détail (y.c. commerce automobile)	Correction (3)	Consommation commercialisable des ménages
Produits											
Ventes au détail de marchandises (hors auto)	62,2	181,1	11,9	220,0	43,0	518,3	39,2	34,5	592,0	71,4	520,7
<i>Produits alimentaires (4)</i>	59,4	127,2	0,6	8,3	14,6	210,0	0,0	7,3	217,3	14,2	203,1
<i>Produits non alimentaires</i>	1,9	34,5	11,3	192,0	28,1	267,8	1,0	22,8	291,6	45,0	246,7
<i>Produits liés à l'automobile (5)</i>	0,9	19,4	0,1	19,7	0,3	40,4	38,3	4,4	83,1	12,2	70,9
Vente et réparation automobile (6)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	92,1	3,6	95,8	37,4	58,3
Total des ventes au détail et des ventes et réparation automobile en forme de vente (7)	62,2	181,1	11,9	220,1	43,0	518,3	131,4	38,1	687,8	108,8	579,0
Valorisation des commissions en ventes - ventes des activités secondaires (restauration, réparation hors automobile, commerce de gros ...) (8)	-1,5	-49,8	-1,9	-32,3	2,6	-82,9	-109,3				
Chiffre d'affaires en secteur d'entreprise (9)	63,7	231,0	13,8	252,4	40,4	601,2	240,6				

Source : Insee - Comptes du Commerce

Note : pour des raisons d'arrondi, la somme des montants peut différer légèrement de leur total.

- (1) Y compris boulangeries-pâtisseries et boucheries-charcuteries
- (2) Ventes au détail des grossistes, des prestataires de services et ventes directes des producteurs
- (3) Correction pour biens existants (antiquités, brocante, autres achats d'occasion) et pour ventes au détail à usage professionnel
- (4) Ventes au détail et vente et réparation auto = (5) + (6)
- (5) Commissions perçues par les commerçants transformées en ventes - ventes relevant d'activités secondaires (hors commerce de détail, par exemple : restauration dans les magasins de meubles)
- (6) Chiffre d'affaires du commerce de détail et du commerce et réparation automobile comptabilisant la valeur des commissions perçues (tabac, presse) et non la valeur des ventes correspondantes

Lecture :

- a) Les **ventes au détail** s'élèvent à 518,3 milliards d'euros (4). Elles sont obtenues à partir du **chiffre d'affaires total du commerce de détail et de l'artisanat** (colonne f, ligne 6), auquel sont retirées les ventes qui ne relèvent pas du commerce de détail (commerce de gros, ventes de services, ventes de biens) et est rajoutée la valorisation des ventes de produits sur lesquelles les professionnels du commerce ne perçoivent que des commissions. Les ventes en secteur d'entreprise sont transformées en ventes en secteur d'établissement (ou forme de vente) à l'aide d'une matrice de passage.
- b) Les 131,4 milliards des *ventes et réparations du secteur du commerce et réparation automobile* et les 38,1 milliards de *ventes au détail des autres secteurs* sont ajoutés aux 518,3 milliards d'euros de *ventes au détail* des secteurs du commerce de détail et de l'artisanat commercial. On obtient ainsi l'ensemble des ventes au détail de tous les secteurs de l'économie (687,8 milliards).
- c) L'ensemble de la **consommation commercialisable**, de 579,0 milliards, s'obtient en retranchant à la totalité des 687,8 milliards d'euros de *ventes au détail réalisées par l'ensemble des secteurs de l'économie*, 108,8 milliards de ventes correspondant soit aux *achats effectués au détail par des utilisateurs professionnels*, soit à la *correction appliquée pour les biens existants*. Les biens d'occasion, en effet, ne sont comptabilisés en consommation des ménages que pour la seule valeur de la marge commerciale perçue par l'opérateur commercial.

ANNEXE – MÉTHODE : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Les statistiques d'investissements directs étrangers, produites par la Banque de France, sont établies conformément à la méthodologie dite « du principe directionnel étendu », recommandée par le 6^{ème} manuel de balance des paiements du FMI (2008). Celle-ci constitue la norme officielle dans l'Union européenne. Pour des raisons d'homogénéité des séries statistiques, les données géographiques et sectorielles historiques ont été retraitées selon la même méthodologie. Par ailleurs, ces séries sont établies en « valeur mixte » : les investissements en capitaux propres dans des sociétés cotées sur les marchés financiers sont comptabilisés en valeur de marché, tandis que les investissements dans des sociétés non cotées sont mesurés en valeur comptable.

Le principe directionnel étendu présente les opérations et positions d'investissements directs en fonction du centre de décision économique : les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe. Ainsi, le prêt d'une filiale à sa maison mère ou l'investissement en capital d'une filiale dans sa maison mère (représentant moins de 10 % du capital), considérés comme ayant été décidés par la maison mère, sont qualifiés d'investissements à rebours et sont reclassés en désinvestissements de la mère dans la fille. Par extension, le traitement principe directionnel est également appliqué aux relations entre sociétés « sœurs », c'est-à-dire appartenant au même groupe international mais sans lien direct en capital entre elles. Lorsqu'une société résidant en France détient une créance sur une société sœur non résidente, si la tête de groupe est également résidente, la créance est considérée comme un investissement à l'étranger ; si la tête de groupe est non résidente, la créance est reclassée comme un désinvestissement étranger en France.

L'objectif de ce reclassement est de neutraliser les flux et les stocks d'investissements directs entrants et sortants liés au développement par les multinationales de réseaux internationaux de filiales susceptibles de porter des créances et des engagements intra-groupes. Ainsi, certaines filiales résidentes d'un groupe français peuvent dégager des excédents de trésorerie alors que d'autres ont des besoins de trésorerie. Avec la méthodologie du principe directionnel étendu, la position nette, positive ou négative, vis-à-vis du centre de trésorerie non résident figure uniquement dans les investissements français à l'étranger, ce qui a pour effet de réduire du même montant les investissements entrants et sortants. Cette règle de classement peut conduire à des stocks négatifs, correspondant notamment au cas de groupes puisant davantage de fonds dans la trésorerie de leurs filiales étrangères que ce qu'ils y ont investi.

La méthodologie de la balance des paiements peut être consultée à l'adresse ci-dessous :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure>

Des séries statistiques depuis 2000 par pays et secteur d'activité sont également disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/les-investissements-directs/investissements-directs-series>